

JOURNAL DE L'ARME BLINDÉE

- 2** [« Qu'est-ce qu'un « 6 liner » ? : L'École de l'Arme blindée visite le Corps des Marines des États-Unis à Camp Pendleton en Californie » par le Capt M.R. Lesage](#)
- 4** [« L'École de l'arme blindée met le cap vers le sud : visite à Fort Knox » par l'adjum Andy Royer](#)
- 6** [« Les outils de l'artisan : Changement de culture dans la méthodologie d'instruction pour l'équipement des nouveaux chefs d'équipage du Corps » Capt C. Lillington](#)
- 8** [« Le dilemme des opérations débarquées dans le cadre de la reconnaissance embarquée » par le Capt D.L. Childs](#)
- 9** [« Situation des forces amies : l'aviation tactique » par le Capt D.L. Childs](#)
- 11** [La simulation d'effets d'armes : entraîner l'armée en fonction de l'espace de bataille du futur Maj Tony Balasevicius et Capt Rick Smuck](#)
- 14** [Commentaires](#)
- 17** [A propos du Journal de l'Arme Blindée / Normes à respecter](#)



Qu'est-ce qu'un « 6 liner »? : L'École de l'Arme blindée visite le Corps des Marines des États-Unis à Camp Pendleton en Californie

Capt M.R. Lesage



Hélicoptère d'attaque Cobra des Marines. Photo : Capt Lesage.

« White 1, ici White 4, contact attendez terminé » retentit sur le réseau. « White 4, ici Gunslinger 51, envoyez "6 liner" » enchaîne le Super Cobra des Marines en maraude non loin de là. L'Adj Goodwin fixe pendant un long moment son tireur - un sous-lieutenant du Corps des Marines des États-Unis (USMC) - puis demande : « Qu'est-ce qu'un " 6 liner " ? » Il s'agit, semble-t-il, d'une version abrégée du « 9 liner » que les forces américaines utilisent pour demander un appui aérien rapproché (AAR). Le « 6 liner » est l'équivalent de la demande standard d'AAR de l'OTAN – Résumé qu'utilisent les contrôleurs aériens avancés (CAA) canadiens. Puis, quelqu'un annonce sur le réseau : « Vous êtes morts! ». C'est la voix du Sergent d'artillerie Johnston, commandant de la force ennemie. Heureusement que cette anecdote a eu lieu au secteur d'entraînement de Camp Pendleton et non au cours d'opérations. Malgré cela, l'adj – avec l'aide de son

tireur des Marines – a réussi à envoyer un « 6 liner » au Cobra qui, en effectuant une passe de tir au canon sur la position ennemie, a détruit le véhicule ennemi.

Les membres de l'escadron du dépôt de l'École de l'Arme blindée ont visité l'École d'infanterie du Corps des Marines des États-Unis (USMC) du 29 mars au 6 avril. Cette visite avait pour principal objectif d'observer la compagnie d'instruction de VBL à l'œuvre afin de constater en quoi l'instruction du Corps des Marines diffère de celle que nous donnons à l'escadron du dépôt. L'expérience fut révélatrice, et nous en avons tous retenu de nombreuses leçons. L'Adj Goodwin et moi-même devons prendre note des points suivants : méthodes d'instruction en matière de leadership; application de la révision post-exercice (RPE) à l'instruction individuelle; cours et instructeurs; établissement des calendriers de ressources; tactiques, techniques et procédures de reconnaissance; instruction et procédures NBC; instruction relative à l'équipement de surveillance ainsi qu'utilisation des aéronefs et des UAV au cours de la reconnaissance. Beaucoup de boulot en très peu de temps. Heureusement, nos hôtes se sont empressés de nous faire part de leurs procédures normales et des leçons retenues de l'Opération Liberté pour l'Iraq (OLI).



L'Adj Goodwin commande un VBL des Marines au cours d'un exercice à Camp Pendleton. Photo : Capt Lesage

- Visitez le Corps des Marines des États-Unis (USMC) [en ligne](#).

Je n'ai pas l'intention d'examiner la façon dont les Marines ou le Corps de l'Arme blindée effectuent leurs ops de reco. J'entends plutôt démontrer dans le présent article les lacunes dans l'instruction donnée aux chefs d'équipage en ce qui a trait aux demandes d'appui aérien rapproché (AAR). Pour ne pas provoquer un trop grand remous dans le milieu des contrôleurs aériens avancés (CAA), je précise immédiatement que je ne suggère pas de faire de chaque chef d'équipage un CAA. Ce serait l'idéal, mais cela n'est pas faisable pour des raisons financières, des raisons opérationnelles liées aux déploiements et pour diverses autres raisons. Toutefois, chaque chef d'équipage devrait être capable de demander un AAR en situation d'urgence.

Je recommande donc qu'on enseigne aux stagiaires qui suivent le cours de chef d'équipage de reconnaissance blindée (PP3 – Chef d'équipage reco blindée) comment demander un AAR d'urgence. Cela est logique, car nos escadrons de reconnaissance mènent normalement des opérations au sein d'une force opérationnelle multinationale appuyée de ressources aériennes immédiatement disponibles. En outre, il n'y aura pas toujours de CAA dûment qualifiés dans chaque patrouille. Et surtout, nous ne voulons pas que nos chefs d'équipage répètent l'erreur commise par « White 4 » sous le feu de l'ennemi.

Donc, comment procédons-nous pour intégrer cette instruction au calendrier déjà chargé de la PP3 – Chef d'équipage reco blindée?

- Option 1. Le groupe des CAA a envisagé la possibilité de donner un cours intensif de CAA; mais ce cours d'une semaine s'adresse plus particulièrement aux CAA qui doivent se recycler. L'AAR en situation réelle est abordé à



la fin du cours. Bien que cette solution puisse convenir aux CAA du Corps, elle n'est pas pratique dans le cas des chefs d'équipage. Par conséquent, j'écarte cette solution.

- Option 2. Le groupe des CAA a également envisagé la possibilité de donner un cours d'introduction de cinq jours portant sur l'AAR d'urgence. C'est une excellente solution qui permettrait aux soldats d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour demander de l'AAR d'urgence, mais elle a été abandonnée à cause d'un manque de fonds et de la nécessité d'établir une qualification reconnue. De plus, nous n'avons ni le temps, ni les ressources nécessaires pour former pendant cinq jours additionnels chacun des chefs d'équipage qui se présenterait à l'École de l'Arme blindée.
- Option 3. En vertu de cette option, tous les chefs d'équipage stagiaires auraient des lectures à faire sur la théorie de l'AAR. Ces lectures seraient complétées par un apprentissage en ligne et des vidéos montrant des CAA faisant des demandes d'ARR. Il n'y aurait que quelques périodes de cours en résidence afin de confirmer la compréhension de la matière. Au cours de leurs exercices en campagne à l'École et une fois de retour dans leurs régiments respectifs, les chefs d'équipage pourraient s'exercer à effectuer des demandes « fictives » d'AAR avec l'aide de CAA qualifiés. Compte tenu de la rationalisation de l'instruction, cette solution semble être la plus appropriée pour le Corps de l'Arme blindée.

Afin d'éviter l'érosion des compétences, les régiments doivent être prêts à appuyer cette instruction et à mettre sur pied une cellule de CAA chargée de continuer à former les chefs d'équipage pour qu'ils puissent faire avec toute l'assurance voulue des demandes d'AAR en cas d'urgence. Elle serait formée de CAA dûment qualifiés capables d'accomplir des tâches de CAA au moins à un « niveau limité de préparation au combat » (il s'agit du niveau de qualification correspondant à un niveau de préparation limité par rapport au niveau de disponibilité opérationnelle, qui est celui du soldat « prêt au combat »). Il incombera également à la cellule de valider tout le travail opérationnel relié à l'AAR d'urgence.

L'École de l'Arme blindée devrait également mettre sur pied sa propre cellule de CAA qui, sans répéter le travail de l'École d'artillerie, s'assurerait que l'instruction relative à l'AAR d'urgence et la coordination connexe effectuées à l'École sont bien adaptées aux opérations. Cette cellule travaillerait en étroite collaboration avec l'École d'artillerie afin de continuer à élaborer une instruction adaptée à l'École de l'Arme blindée et aux cellules de CAA des régiments. Comment obtenir les ressources dont on a besoin pour donner l'instruction en matière d'AAR d'urgence dans les cours et dans les unités?

Grâce à la simulation, on peut aider les stagiaires à acquérir les compétences de base; l'École d'artillerie et chacune des brigades possèdent le simulateur de tir indirect (STI). Ce simulateur sert à l'instruction des CAA; il peut donc facilement servir à enseigner aux chefs d'équipage comment faire appel aux ressources d'AAR en situation d'urgence. Des CH-146 Griffon, simulant des hélicoptères d'attaque, pourraient être intégrés à l'instruction. Des demandes peuvent et devraient être faites à nos alliés du sud pour qu'ils contribuent à notre instruction en fournissant des avions et des hélicoptères. Comme c'est le cas actuellement, le cours de chef d'équipage reco blindée pourrait continuer d'être donné en campagne à l'aide de tracés comportant un appui aérien limité. Si l'on ne dispose pas d'aéronefs, les instructeurs pourraient simuler l'aéronef d'AAR en se servant de la procédure radiotéléphonique pour communiquer avec les stagiaires (comme on procède actuellement pour simuler le tir d'artillerie). Tous les instructeurs du cours de chef d'équipage reco blindée devront très bien connaître la marche à suivre en matière d'AAR d'urgence. La cellule CAA de l'École devra donner périodiquement des cours de recyclage. Mais il y a un prix à payer pour mettre en place ces plans d'action. Par contre, est-il raisonnable d'envoyer nos chefs d'équipage prendre part à des opérations sans qu'ils aient les connaissances ou les compétences voulues pour faire appel efficacement aux avions et aux hélicoptères d'appui? Si l'on tient compte des leçons retenues, il faut prendre les mesures qui s'imposent pour modifier l'instruction en conséquence.

Pour m'assurer que cette nécessité était bien justifiée, je me suis longuement entretenu avec le Premier sergent de cie de VBL, vétéran de l'OLI, au sujet de l'AAR. Selon ce dernier, il n'y a rien de mieux que de savoir qu'on peut compter sur des ressources d'appui aérien immédiatement disponibles et qu'on peut y faire appel. En outre, selon le Major-général Natyuczyk, le moral des soldats du III Corps a été grandement raffermi lorsqu'ils ont su que des hélicoptères de combat AC-130 pouvant produire un tir de précision massif étaient au-dessus d'eux prêts à les appuyer sur demande. Comme nous savons que ces ressources sont disponibles et prêtes à nous appuyer, il ne nous reste plus qu'à former nos chefs d'équipage pour qu'ils puissent y faire appel au besoin. J'ai été étonné de constater que chaque chef d'équipage des



Marines possède les connaissances de base voulues pour demander un AAR.

Pour conclure, j'espère que ce court article suscitera une prise de conscience. J'ai proposé une solution à une lacune que j'ai constatée dans le Corps de l'Arme blindée. Les chefs d'équipage doivent acquérir les connaissances et les compétences de base qui leur permettront de faire appel aux ressources d'AAR en cas d'urgence. Ainsi, en tant que leaders, nous n'entendrons plus de subalternes demander : « Qu'est-ce qu'un " 6 liner " ? », car ils sauront comment recourir à l'AAR, et le commandant ennemi ne pourra plus annoncer : « Vous êtes morts ! ». Je suis certain qu'on peut y arriver facilement, et ce, sans coûts excessifs pour le Corps de l'Arme blindée. Ne rien faire peut avoir des conséquences encore bien plus coûteuses.

ADSUM

Note du rédacteur : Le Capt Lesage fait ressortir des arguments intéressants dans son article. En effet, si, conformément au concept d'emploi de la force, nous devons être prêts à prendre part aux opérations d'une force de coalition, les soldats affectés à la reconnaissance doivent pouvoir recourir aux ressources de cette coalition, notamment les ressources d'appui aérien rapproché. Compte tenu de l'isolement et de l'autonomie des commandants de patrouilles de reconnaissance, leur interopérabilité et leur survie dépendront de l'« AAR d'urgence » tout comme elles reposent actuellement sur l'artillerie.

Bien que le Capt Lesage fasse valoir un point intéressant et propose une solution valable, on ne peut rien ajouter à l'instruction sans tenir compte de la rationalisation des tâches. On ne peut mettre en œuvre la solution proposée par l'auteur sans retrancher certaines activités d'instruction ou sans augmenter la durée du cours (c'est une réalité incontournable). Toutefois, il est intéressant de constater que le temps d'instruction consacré aux demandes de tir d'artillerie est désormais limité à un seul jour (chaque chef d'équipage ne pourra vraisemblablement faire qu'une demande de tir d'artillerie et ne pourra régler qu'un tir à l'aide d'un simulateur). Peut-être le temps est-il venu, à la lumière des leçons retenues de l'expérience des Américains, de réévaluer les compétences dont ont besoin nos chefs d'équipage et d'orienter notre instruction dans ce sens. Bien qu'il y ait là une certaine logique, il faut tenir compte cependant des ressources d'instruction et du rythme accru de l'instruction découlant de l'expansion de l'Armée de terre – ce sont là des limites importantes. Toutefois, la rationalisation de l'instruction en tant que telle – faut-il le constater – a un effet limitatif sur les personnes sur qui nous comptons pour effectuer le travail.

JOURNAL DE L'ARME BLINDÉE

L'École de l'arme blindée met le cap vers le sud : visite à Fort Knox adjum Andy Royer

Par un dimanche matin de Pâques ensoleillé, une équipe de l'École de l'Arme blindée, composée de membres de l'escadron de commandement et des services ainsi que de moi-même de l'escadron d'instruction, est partie pour Fort Knox au Kentucky. Le voyage avait pour but d'observer comment nos voisins américains procèdent pour l'instruction des militaires du rang et des officiers au niveau de recrutement.

- Visitez le [US Army Armour Center](#), Fort Knox, Kentucky.
- Visitez le [Patton Museum](#) en ligne, Fort Knox, Kentucky

Nous avons assisté à un premier briefing au bataillon de l'adjudant général, endroit où l'on gère l'arrivée des nouveaux soldats de partout au pays. Ici, ils complètent les formalités d'arrivée, reçoivent leur première tenue de combat (BDU) et subissent des examens médicaux et dentaires. Il s'agit également du premier endroit où ils aperçoivent les visages souriants de leurs sergents instructeurs. Ce type d'organisation ne se trouve pas uniquement à Fort Knox. En effet, il existe 4 ou 5 emplacements pour l'armée et ils sont configurés de manière légèrement différente. Dans son organisation, le bataillon de Fort Knox comprend trois compagnies : une d'entre elles gère le processus d'arrivée, une autre le personnel reclassifié pour des raisons médicales et la dernière le départ de ceux qui ne désirent plus faire partie de l'armée américaine ou qui ont été déclarés inaptes.



À la fin de leurs trois ou quatre jours d'endoctrinement, les jeunes soldats passent à la 1 *Armour Training Brigade (ATB)* pour suivre des cours spécifiques à l'Arme blindée tels que celui d'homme d'équipage de char, d'éclaireur ou de personnel de maintenance. Ces cours, depuis les rudiments jusqu'au niveau de qualification, sont d'une durée de 15 semaines pour les hommes d'équipage de char, 16 semaines pour les éclaireurs et 23 semaines pour les spécialistes de la maintenance.

L'ATB dispense également un cours élémentaire de soutien logistique du combat (SLC) et d'autres groupes professionnels militaires de soutien d'une durée de 9 semaines. Une fois ce cours terminé, les soldats se présenteront à un cours de niveau de qualification de 9 à 13 semaines. Les soldats réenrolés ou transférés d'un autre groupe professionnel militaire suivront un cours de transition de combattant. L'objectif de ces cours est de leur fournir des habiletés de base en techniques de combat. Étant donné l'environnement opérationnel en Iraq, le théâtre d'opérations principal des Américains, ces habiletés de combat peuvent faire la différence entre la vie et la mort.

Une grande partie de l'instruction de l'armée américaine est dispensée à l'aide de simulateurs. Pendant notre visite, on nous a présenté de nombreux systèmes. Le *Under Conduct of Fire Trainer (UCOFT)* est un programme de simulation informatique utilisé pour entraîner les artilleurs M1 et les chefs d'équipage. L'UCOFT, qui ressemble énormément aux *Canadian Coyote Gunnery Trainers*, sert à la mise en pratique des habiletés avant le tir réel. Le respect rigoureux des délais d'engagement constitue la différence cruciale entre notre entraînement au tir et celui des Américains. Les équipes qui suivent le programme UCOFT sont poussées à réduire les délais d'engagement tout en maintenant la précision, ce qui produit des équipages de char extrêmement efficaces et meurtriers. Le simulateur de conduite M1 fournit aux conducteurs une expérience dans un environnement simulé avec des commandes réalistes. Tout comme l'UCOFT, l'entraînement de l'équipage sur simulateur remplace le temps réel sur les véhicules et permet de réduire les coûts. Les équipages peuvent d'abord apprendre leur emploi sur un simulateur et ainsi diminuer le temps qu'ils passeront sur le véhicule réel. Dans le cas de l'artillerie, les économies peuvent être énormes.

Au niveau tactique de la simulation, l'armée américaine emploie toute une série de simulateurs. Le simulateur original, qui est probablement le mieux connu, soit le réseau de simulation (SIMNET), permet à des éléments de la taille d'une compagnie d'interagir avec un ennemi virtuel. Au cours des dernières années, ce réseau a été enrichi avec le *Close Combat Tactical Trainer (CCTT)*, qui met les équipages dans une réplique de Humvee, de char M1 ou de Bradley M2 pour opérer dans un environnement virtuel. Les forces de la taille d'une équipe de combat peuvent ainsi s'entraîner, dans un environnement virtuel, à affronter des menaces fictives. À la lumière des leçons apprises en Iraq, l'armée américaine a également mis au point un simulateur de convoi. À l'aide de lunettes à affichage indirect (OHD), les soldats obtiennent une vision à 360 degrés d'un environnement urbain (en général le centre-ville de Bagdad) et sont contraints de réagir aux menaces. Contrairement aux autres simulateurs, celui-ci s'inspire des véhicules logistiques. Ainsi, les équipages sont sur une jeep Humvee ou sur un camion de capacité moyenne.

En plus de l'entraînement par simulation, l'armée américaine inclut quelques caractéristiques uniques dans l'instruction du nouveau personnel. Afin de renforcer la confiance des soldats, on leur demande de ramper sur une distance de 100 mètres en franchissant divers obstacles dans le cadre du parcours d'infiltration de nuit. Au début du parcours, le soldat se trouve dans une tranchée. Il doit enlever les pièges situés au bord de la tranchée pour en sortir. Ensuite, le soldat doit enjamber des billes de bois et traverser des barbelés avant d'entrer dans une tranchée à la fin du parcours. Bien que cette simulation semble simple, on la rend plus réaliste en produisant des tirs réels de mitraillette par-dessus les troupes. L'apparition occasionnelle de fusées éclairantes oblige les soldats à « s'immobiliser » jusqu'à ce que la lumière s'éteigne et qu'ils puissent recommencer à bouger. Les soldats doivent utiliser leur main libre pour détecter la présence de pièges et éviter les obstacles. Finalement, des explosifs simulent des tirs d'artillerie pendant que des hauts-parleurs émettent des sons troublants tels que des cris ou des coups de feu.

Le parcours d'escorte de convoi est conçu pour apprendre aux soldats comment réagir aux menaces lors des déplacements. Les soldats sont placés dans un Humvee ou dans un camion et on leur demande de tirer à l'aide de leur arme personnelle sur des cibles pendant que les véhicules se déplacent le long d'un parcours. Les soldats font le parcours une première fois sans munitions, une seconde fois avec des fausses balles et, finalement, avec des munitions réelles. Généralement, au Canada, on n'utilise jamais de munitions à blanc lors du déroulement de nos parcours réels. Bien qu'il en soit généralement de même au États-Unis, l'expérience leur a montré que les munitions à blanc sont nécessaires étant donné qu'ils entraînent des recrues relativement nouvelles.



Finalement, nous avons eu l'occasion de visiter un parcours de char M1. Là-bas, l'armée américaine emploie un mouvement tactique dans ses tracés. Les chars sont nécessaires pour progresser vers l'avant et engager les cibles bondissantes. Ce parcours et nos parcours de combat sont semblables à une exception près : l'armée américaine adopte des positions de tir adéquates et envoient des comptes rendus de contact tandis que nous nous exerçons simplement au tir lorsque nous sommes en déplacement. Le nouveau *System Enhancement Package* (SEP) est probablement ce qui nous a le plus impressionné lors de notre visite du M1. Le M1 SEP est muni d'un système de gestion du champ de bataille électronique à la fine pointe de la technologie. Il fournit également un viseur thermique indépendant au commandant de l'équipage.

L'embauche d'employés civils pour l'enseignement d'un grand nombre d'habiletés techniques, dont le tir, la conduite et la maintenance constitue une différence intéressante dans le mode de prestation de l'instruction. Il ne s'agit pas d'une idée nouvelle, car plusieurs entités militaires à travers le monde ont intégré des instructeurs civils. Les employés civils que j'ai vus à Fort Knox sont tous des anciens militaires. Peut-être s'agit-il du modèle que nous devrions suivre à l'École de l'Arme blindée si nous commençons à embaucher des instructeurs civils.

Somme toute, notre semaine à Fort Knox a été très intéressante. Non seulement nous avons obtenu une perspective différente de l'instruction des soldats au niveau de recrutement, mais nous en avons appris énormément sur la simulation avancée et les exercices de renforcement de la confiance. Je recommande que toute personne participant à l'instruction des soldats profite des occasions de visiter nos voisins du sud et d'apprendre de leurs leçons.

JOURNAL DE L'ARME BLINDÉE

Les outils de l'artisan : Changement de culture dans la méthodologie d'instruction pour l'équipement des nouveaux chefs d'équipage du Corps
Capt Chris Lillington

L'École de l'Arme blindée s'est lancée avec enthousiasme dans le processus Transformation de l'Armée depuis que la mission du Corps a évolué de l'appui-feu direct à la reconnaissance et à la surveillance. En réponse à cette demande, l'École a opté pour des moyens d'enseignement nouveaux et innovateurs afin de stimuler les stagiaires et de développer des leaders combinant une grande agilité mentale et la capacité d'opérer dans l'environnement dynamique actuel. Cela signifie évidemment que la structure de l'instruction et des cours a considérablement évolué au cours des deux dernières années. Il semble opportun d'examiner les outils que nous donnons à nos leaders pour leur permettre de gérer les innombrables problèmes qui se posent à eux chaque jour, en garnison comme en déploiement opérationnel. Les jeunes leaders doivent comprendre l'intérêt qu'il y a à conduire une saine procédure de combat pour se préparer adéquatement aux tâches qui les attendent. En d'autres termes, l'estimé de combat doit être enseignée, comprise et appliquée. L'estimé de combat est un outil extrêmement utile, mais fréquemment rendu plus compliqué qu'il ne l'est vraiment à cause d'une mauvaise compréhension de son application. Pour préparer suffisamment les caporaux-chefs qui auront à commander un équipage ou une patrouille au cours d'opérations de reconnaissance, il faut d'abord leur apprendre à apprécier pleinement les avantages de cet aspect de la procédure de combat au cours de leur instruction officielle dans le cadre du cours de chef d'équipage de reconnaissance de l'Arme blindée (PP 3, cours CERAB).

L'un des points de désaccord persistant entre les unités opérationnelles de ligne et l'École est le temps que nous passons à enseigner la procédure de combat (PC) au détriment de l'accomplissement de la mission. Les régiments prétendent que l'École est déconnectée de la réalité et impose aux stagiaires des exigences irréalistes, notamment pour la conduite d'une PC clairement évidente. À l'inverse, l'École met l'accent sur l'apprentissage des outils dont les stagiaires auront besoin pour accomplir leurs tâches. Comme le jeu d'acteurs, la PC doit être enseignée jusqu'à ce que le stagiaire n'ait plus à y penser et qu'elle devienne une seconde nature dans tout raisonnement et toute planification militaire. Au bout du compte, quand les chefs d'équipage à l'unité n'ont que dix minutes pour faire leur PC, ils utiliseront instinctivement les outils enseignés par l'École pour arriver à des conclusions bien fondées. Malheureusement, la réalité est que le pendule oscille d'un extrême à l'autre et, après avoir passé trop de temps sur la procédure de combat, on en arrive à ne plus y consacrer le moindre temps. En dépit de l'incompréhension fréquente de l'estimé de combat, une bonne maîtrise de cet outil élémentaire au niveau du chef d'équipage et du chef de patrouille est nécessaire au commandement tactique efficace et les avantages pour le corps sont énormes. Idéalement, les jeunes leaders doivent avoir une compréhension directe et approfondie de l'estimé de combat et de la manière de l'appliquer à un problème quelconque.



Après avoir pratiqué les autres étapes de la procédure de combat durant leur qualification élémentaire en leadership (QEL), les caporaux-chefs n'ont plus l'occasion de pratiquer l'estimé de combat avant le cours PP 3, cours d'adjudant de troupe. Les rares occasions qu'ils ont de pratiquer l'estimé de combat sont souvent perdues parce qu'elle est enseignée à un niveau dépassant leurs capacités, ce qui leur inspire d'autant plus d'appréhension. En fait, les soldats effectuent une estimé avant de s'habiller le matin ou lorsqu'ils vont faire leurs courses au supermarché. Malgré cela, ils doivent souvent attendre le cours d'adjudant de troupe pour commencer à comprendre pleinement les principes de l'estimé et de son application dans un environnement tactique. Si un temps suffisant n'est pas prévu dans l'instruction du cours PP 3 CERAB, les stagiaires n'auront jamais l'occasion de bien apprendre les principes de l'estimé de combat. Le volume de matière à absorber durant le cours PP 3 CERAB fait que les stagiaires sont fréquemment débordés. Dans ces conditions, l'évaluation de combat passe au second rang et, après être revenus dans leurs régiments respectifs, les nouveaux leaders ne prennent pas le temps de comprendre la valeur de l'outil. Cette compréhension vient trop tard dans leur carrière et les sous-officiers ne disposent pas des moyens d'améliorer leurs capacités de décision lorsqu'ils progressent, ce qui représente un handicap dans de nombreuses habiletés qu'ils doivent maîtriser.

En termes simples, l'estimé consiste à faire une analyse rapide et logique des faits pour en tirer des déductions en vue de prendre une décision tenant compte de tous les facteurs pertinents et de toute l'information disponible. En conséquence, l'estimé de combat est une méthode permettant au leader de prendre en compte tout ce qui peut avoir un effet sur la mission en cours. La plupart des leaders diront que l'estimé confirme généralement l'intuition initiale et incite à une approche mentale de la résolution des problèmes facilitant la prise de décision dans les situations stressantes et dans des conditions défavorables. Bien que le processus d'estimation soit considéré comme du niveau de chef de troupe, le fait de l'enseigner à nos chefs subalternes leur permettra d'exercer leur capacité d'analyse au début de leur carrière. Avec le temps et l'expérience, ces militaires amélioreront leurs capacités de décision, ce qui en fera des leaders plus confiants et plus compétents. L'estimé de combat, dans sa forme la plus élémentaire, couvre les facteurs de base à prendre en considération dans toute situation tactique. Il est malheureusement trop fréquent qu'un stagiaire ne maîtrise pas l'estimé de combat dans une situation tactique, ce qui le désavantage pour accomplir sa mission. Une mauvaise compréhension du processus aboutit inévitablement à des décisions mal fondées qui peuvent avoir des conséquences désastreuses sur la mission et des conséquences fatales pour ceux qui y participent.

Le fait d'apprendre cette discipline en tant que caporal-chef libère l'esprit pour le cours d'adjudant de troupe au cours duquel l'accent pourra être mis sur des préoccupations de plus haut niveau, comme les opérations de reconnaissance au niveau de la troupe et de l'escadron. La rationalisation de l'instruction individuelle a influé sur des cours tels que le PP3 Adj Tp qui dure maintenant environ 30 jours, de sorte qu'il y a très peu de temps pour revenir sur les outils et les concepts importants. En d'autres termes, les futurs participants au cours d'adjudant de troupe devront déjà bien maîtriser l'estimé, car ils auront peu de temps pour combler d'éventuelles lacunes sur ce plan. Et pour convaincre ceux qui doutent encore de l'utilité d'une bonne capacité d'estimé au niveau du sous-officier subalterne, il suffit d'examiner la réalité des opérations actuelles dans des théâtres comme l'Afghanistan et l'Irak, où la nature des opérations impose des responsabilités accrues au chef de patrouille. Par ailleurs, la Force opérationnelle se fonde sur les renseignements fournis par les chefs de patrouille pour établir ses plans. Si les soldats ne sont pas formés correctement par notre École et dans les régiments, les conséquences seront très graves pour le succès de leurs missions futures. L'estimé de combat est donc devenue un outil crucial au niveau du caporal-chef et du sergent. Il s'agit de consacrer plus de temps à l'élaboration d'exercices qui mettront en évidence l'estimé de combat jusqu'à ce que les stagiaires se sentent à l'aise. De plus, le processus d'estimé doit être expliqué d'une manière simple et compréhensible, notamment au moyen de scénarios qui ne sont pas exclusivement de nature tactique. L'instructeur peut, par exemple, mettre en évidence les étapes de l'estimé de combat en proposant l'analyse d'un problème simple, comme « où acheter ses pneus d'hiver ». L'approche par étape permettra une meilleure assimilation de la procédure. Une fois que les stagiaires ont compris la marche à suivre et l'utilité de l'outil, ils seront mieux en mesure d'appliquer la même technique à des situations tactiques en campagne et dans le cadre d'opérations.

Parmi les nombreuses initiatives positives qui ont permis d'améliorer la méthodologie d'instruction de l'École de l'Arme blindée, il faut mentionner l'accent mis sur l'enseignement de l'estimé de combat pour les stagiaires du cours PP 3 CERAB. La priorité du Corps est que ce cours crée une solide base en matière d'estimé de combat. L'École continue d'évoluer et d'adapter ses méthodes d'instruction pour former des leaders plus compétents, elle doit aussi réexaminer les outils qui sont les mieux adaptés aux besoins du soldat confronté à une situation dans laquelle il doit se débrouiller par ses propres moyens. J'ajouterai que peu de leaders prennent des décisions *parfaites*, mais que des décisions rationnelles, fondées sur des déductions logiques, sont suffisantes pour réaliser l'intention du commandant. Et les



décisions rationnelles – portant sur des options viables qui assurent le succès de la mission – reposent sur une estimée méthodique.

Avec l'évolution de la nature des tâches au niveau de la patrouille et la probabilité croissante de se trouver en présence de forces non régulières sur un théâtre d'opérations, les jeunes leaders doivent posséder une capacité de pensée rationnelle débouchant sur des solutions viables face à l'adversité et à des menaces non familières. Il s'agit d'atteindre un compromis idéal entre les habiletés tactiques et l'estimé de combat permettant aux stagiaires du PP 3 CERAB d'acquérir un sens de l'estimé qu'ils appliqueront instinctivement à la conduite de leurs tâches. Il est donc essentiel que les chefs subalternes quittent l'École avec une meilleure confiance en leurs capacités et, plus important, en leur aptitude à remplir avec succès leur rôle premier.

JOURNAL DE L'ARME BLINDÉE

Le dilemme des opérations débarquées dans le cadre de la reconnaissance embarquée par le Capt Dale Childs

Lors du cours de conversion sur la reconnaissance que j'ai suivi récemment, j'ai été étonné par l'importance accrue que revêtent les opérations débarquées dans le cadre d'opérations de reconnaissance embarquées. Comme les autres stagiaires, il m'a fallu rafraîchir des connaissances que je n'avais pas utilisées depuis l'instruction en phases. Heureusement, les deux sergents membres de ma patrouille étaient des experts en reconnaissance; l'un d'entre eux avait même servi au sein d'une unité de reconnaissance aéroportée (Lynx) et d'une troupe d'assaut. Ces deux sergents d'expérience ont rapidement accepté la tâche de donner de l'instruction informelle sur les aspects plus raffinés des opérations débarquées, et ce, non seulement à moi-même, mais aux conducteurs, aux opérateurs de surveillance et même aux membres du personnel d'instruction.

Malgré le fait que la reconnaissance embarquée constitue un de nos domaines d'expertise, il n'en demeure pas moins que des membres d'équipages de reconnaissance sont souvent appelés à débarquer des véhicules pour effectuer différentes tâches. Qu'il s'agisse de la reconnaissance d'un point, de la protection d'un point vital, de la reconnaissance d'un poste d'observation, du dégagement d'un pont, de la dotation d'un point de contrôle de la circulation ou de la sécurisation de rocade (pour ne nommer que quelques exemples), nous nous attendons à ce que nos patrouilles effectuent un nombre accru de tâches à pied. Il semble donc logique de se demander dans quelle mesure nous formons nos membres d'équipage pour l'exécution de telles tâches. Or, la réponse n'est pas rassurante.



Photo prise par le Cplc Yves Proteau,
Caméra de combat

Les membres d'équipage ne reçoivent pas beaucoup de formation sur le plan des habiletés requises de troupes débarquées. Aux fins du présent article, nous nous limiterons strictement aux patrouilles débarquées, propres en premier lieu à la reconnaissance. La seule formation que reçoivent à cet égard les membres d'équipage s'insère dans la Qualification de soldat (QS) de la PP 1 et dans la Qualification élémentaire en leadership (QEL) de la PP 2. Dans le cadre de la QS, les stagiaires participent à un maximum de trois patrouilles. Par ailleurs, dans le cas de la QEL, les stagiaires font l'objet d'une évaluation à titre de commandant de patrouille une fois et, compte tenu de la nature de l'entraînement, peuvent participer jusqu'à un maximum de quatre autres patrouilles (selon le plan d'instruction). Par conséquent, lorsqu'un membre d'équipage devient un chef d'équipage ou un commandant de patrouille, il ne compte qu'à son actif que dix patrouilles supervisées ou moins, sans égard à la formation en cours d'emploi entre différents cours et l'entraînement à l'échelon de l'unité.

L'apprentissage par osmose est une des tristes réalités de la vie dans les forces armées. J'affirme qu'il s'agit là d'une triste réalité parce que nous avons tous fait l'expérience d'un tel apprentissage : la qualité de l'instruction est souvent douteuse et le contrôle de la qualité n'existe pas. Dans le cas des techniques de patrouille, l'apprentissage par osmose ne peut être fructueux que s'il est encadré par un mentor chevronné. La perte des troupes d'assaut a enclenché une réaction en chaîne qui finira par éliminer l'expertise des opérations débarquées dans l'ensemble du Corps.

Mais avant d'aller plus loin, je tiens absolument à préciser que je n'ai pas l'intention de plaider pour le retour des troupes d'assaut, ni de m'apitoyer sur leur disparition. Je n'ai pas l'intention non plus de commenter les initiatives de



rationalisation de l'Armée de terre. Il n'en demeure pas moins que nous perdons chaque année des membres d'équipage qui sont qualifiés comme cavaliers d'assaut et que nous ne faisons rien pour remplacer leur expertise. Les solutions qui s'offrent à nous pour ce faire comportent des problèmes, mais elles s'avèrent en définitive réalisables.

La solution la plus évidente – et trop évidente – consisterait à accroître la quantité d'entraînement aux opérations débarquées dans le cadre de la formation de membre d'équipage s'insérant dans la QS (PP 1) et dans le cadre de la QEL. Mais cela est plus facile à dire qu'à faire. Peu importe de qui relèvent les cours, la prestation de plus d'instruction en la matière ne servirait qu'à mieux préparer nos membres d'équipage de grade inférieur plutôt que nos leaders subalternes (chefs d'équipage et commandants de patrouille). Tout débat sur l'expansion des possibilités d'instruction aboutit à un mur de brique, en l'occurrence la rationalisation de l'instruction – ou une obsession mathématique visant la réduction des coûts d'instruction. Inversement, la prestation d'une instruction accrue doit être accompagnée d'une augmentation correspondante de ressources. Étant donné la rareté des ressources, nous nous heurtons à des problèmes. Par conséquent, toute solution retenue doit être aussi économique que possible sur les plans de la disponibilité des instructeurs, des coûts monétaires et de l'utilisation d'équipement.

Le fait que l'École de l'Arme blindée mettra l'accent sur le Cours de chef d'équipage de la PP 3 au cours des quelques années à venir nous offre d'excellentes possibilités pour remédier à notre perte d'expertise. Bien que je ne recommande pas que les patrouilles débarquées deviennent un élément d'évaluation du cours, celles-ci pourraient être intégrées dans son contenu. Une courte séance de recyclage pourrait être incorporée à la partie d'entraînement en campagne et le personnel d'instruction pourrait accroître son mentorat et la matière. Si on donnait suite à une telle initiative dès maintenant, on pourrait tirer parti de l'expertise des cavaliers d'assaut que nous comptons encore dans nos rangs, ce qui, par ailleurs, ne nous donnerait pas de solution pour l'avenir.

Le centre par excellence de la reconnaissance débarquée est l'École d'infanterie. Ce sont des experts de cette école qui offriraient la meilleure instruction de recyclage susmentionnée, sans compter que certains spécialistes de l'infanterie pourraient aborder les aspects plus raffinés des opérations débarquées au cours des premières étapes de l'instruction, si la chose s'avère possible. Néanmoins, il ne s'agit là que d'une solution provisoire. Au bout de la ligne, le Corps devra pourvoir à la réacquisition des compétences nécessaires au moyen d'une qualification, ce qui s'y prêterait dans le cadre du Cours de patrouilleur de reconnaissance de l'infanterie et du Cours de patrouille de niveau avancé. Nous qualifions nos leaders subalternes à titre de canonnières avancés; pourquoi ne pas explorer la possibilité de qualifier certains d'entre eux en qualité de patrouilleurs débarqués?

Incontestablement, la reconnaissance embarquée exige l'exécution d'opérations débarquées, quel que soit le type d'opération visée. La formulation d'hypothèses au sujet des niveaux de compétences requis donne souvent lieu à des constatations embarrassantes qui peuvent entraîner des conséquences éventuellement désastreuses. Si nous mettons plus d'accent sur les opérations débarquées dans l'instruction dispensée par l'École de l'Arme blindée, et si nous mettons à la disposition de nos leaders subalternes des mentors qualifiés qui pourront leur inculquer des connaissances, nous pourrions nous attaquer aux réalités de la patrouille et mieux préparer nos membres d'équipage, chefs d'équipage et commandants de patrouille en prévision des opérations à venir.

**Situation des forces amies : l'aviation tactique
par le Capt Dale Childs**

Généralement, nous considérons l'aviation tactique (Avn tac) uniquement sous l'angle du transport aérien, soit pour l'insertion de troupes, soit pour l'évacuation de blessés. Les rares personnes qui ont eu l'occasion de travailler en milieu opérationnel avec l'Avn tac l'ont fait à bord d'hélicoptères d'autres pays plutôt que du nôtre. Bien que de telles perceptions reflètent la création d'un fossé grandissant entre la Force aérienne et l'Armée de terre au cours de la dernière décennie, il ne s'agit pas de perceptions qui reflètent avec exactitude la situation actuelle de l'Avn tac. Plus précisément, il s'agit de perceptions erronées, qui voilent la capacité de l'Avn tac d'assurer un soutien à notre reconnaissance embarquée.

Comme je n'ai aucune expérience des opérations hélicoptères, j'ai été quelque peu étonné d'apprendre qu'il existe des similarités entre le Corps blindé et l'aviation tactique canadienne. Outre les responsabilités qui lui incombent sur le plan



de la mobilité (transport aérien), l'Avn tac assume également des responsabilités sur les plans de la reconnaissance et de la direction du tir : responsabilités que se partagent des patrouilles de reconnaissance. Dans cette optique, différentes unités d'instruction et d'entraînement, par exemple le 403^e Escadron d'entraînement opérationnel d'hélicoptères (403 EEOH), s'affairent à enseigner à de nouveaux pilotes des techniques de reconnaissance de même que des techniques de direction du tir contre l'ennemi. Pour la plupart d'entre nous qui appartenons à l'Armée de terre, il existe un énorme fossé entre la Force aérienne et l'Armée. Or, la Force aérienne se donne beaucoup de mal pour sensibiliser les pilotes d'hélicoptères aux besoins de l'Armée, par exemple en leur faisant suivre le Cours sur les opérations de l'Armée de terre (COAT) à Kingston, qui est un cours très exigeant. Règle générale, nous ne sommes pas au courant de telles initiatives menées en coulisse, et nous sommes prompts à méconnaître l'Avn tac parce que nous avons rarement, voire jamais, l'occasion de travailler de concert avec elle. Pourtant, cela n'a pas toujours été le cas.

Il y a plus de dix ans, soit à l'époque du CH-136 Kiowa, le Corps blindé – plus que toute autre arme de combat – était intégré dans le cadre d'opérations héliportées. Nous fournissions des observateurs au sein des escadrons de Kiowa pour aider l'Avn tac à oeuvrer conjointement avec des unités de reconnaissance blindées. La mise hors service de la flotte de Kiowa en 1990 a donné lieu à une séparation du Corps blindé et de l'Avn tac, qui a abîmé notre capacité de manoeuvrer ensemble à un tel point qu'il y a peu de gens au sein du Corps – et au sein de l'Armée de terre – qui jugent que l'Avn tac est utile à d'autres fins qu'à des fins de transport aérien stéréotype. Pour remédier à la situation, l'Avn tac songe à améliorer le Griffon au moyen de ressources technologiques que nous, au sein du Corps, tenons pour acquises.

Pour comprendre où se situe actuellement le Griffon dans les activités de reconnaissance, il nous faut remonter à l'époque où le Corps blindé n'était pas doté du Coyote. Il nous fallait alors composer avec le Lynx, sans électronique sophistiquée. Il nous fallait tabler sur l'utilisation de postes d'observation dans la boue et de jumelles, et notre capacité de vision nocturne était très primitive. C'est exactement la même chose qui se passe aujourd'hui avec le Griffon. Bien que l'hélicoptère Griffon manoeuvre en milieu de reconnaissance, il n'est pas équipé de dispositifs électroniques et de systèmes de détection qui permettent le maintien d'une distance de sécurité par rapport à l'ennemi et une correction exacte du tir. L'hélicoptère n'est pas équipé non plus d'un système d'armes embarqué, exception faite d'une mitrailleuse C6 (canon de sabord), qui n'est utilisée qu'à des fins d'autodéfense.

C'est dans le but de moderniser le matériel de détection du Griffon que la Force aérienne a créé le projet ERSTA/ORSAC (optoélectronique de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition de cibles). Même si le financement de ce projet a été annulé récemment, le 403 EEOH admet que l'acquisition et l'intégration dans l'Avn tac d'un nouveau dispositif optoélectronique ne sont qu'une question de temps. C'est en prévision de cela que l'Escadron enseigne à ses équipages navigants les concepts et les pratiques qui s'appliqueront au rôle de la reconnaissance.

- Pour en savoir plus sur le système ERSTA, consultez la [Feuille d'érable](#).

Une fois qu'elle sera dotée d'un système optoélectronique moderne, l'Aviation tactique canadienne sera en mesure de s'acquitter de rôles spécialisés que nous, au sein du Corps blindé, tenons pour acquis. Par exemple, grâce à des dispositifs d'imagerie thermique et à des caméras diurnes, le Griffon pourra maintenir une plus grande distance de sécurité par rapport aux zones cibles et aux contacts avec l'ennemi. De plus, si le Griffon était doté d'un télémètre laser et d'un marqueur laser, il serait possible à l'équipage de fournir des données précises sur les contacts et de diriger des munitions de précision directement sur les cibles visées. Dans les faits, grâce à l'optoélectronique, la capacité de l'Avn tac sera compatible avec celle du Corps. Qui plus est, une telle plate-forme – aéroportée et très mobile – deviendra un atout irremplaçable dans le cadre de missions de reconnaissance. Il est possible d'imaginer que des hélicoptères Griffon équipés d'un système optoélectronique pourront manoeuvrer étroitement avec des escadrons de reconnaissance au cours d'opérations de l'ensemble du spectre et notamment survoler et accéder des secteurs inaccessibles au Coyote. Par conséquent, malgré le manque de collaboration entre le Corps et l'Avn tac, l'acquisition d'un système optoélectronique permettrait de faire revivre l'interaction entre les deux forces, laquelle serait profitable à toutes les deux. Jusqu'à ce que les hélicoptères Griffon soient dotés d'un système optoélectronique – et nous ne savons pas pour l'instant quand cela se produira – il nous faut élaborer un plan provisoire permettant de préparer l'Avn tac et les escadrons de reconnaissance en prévision de l'avenir.

- Pour en savoir plus sur le rôle de l'Aviation, consultez le [Modèle provisoire](#).

Il devrait maintenant être évident qu'il est nécessaire que le Corps blindé commence à oeuvrer en collaboration étroite



avec l'Avn tac et vice versa. À l'heure actuelle, l'un et l'autre acquièrent des habiletés isolément, ce qui ne pourra qu'entraîner des difficultés quand les deux seront appelés à travailler côte à côte au cours d'opérations. Étant donné que l'École de l'Arme blindée et le 403 EEOH sont situés au même endroit et qu'ils sont tous les deux l'établissement d'instruction principal pour leurs GPM respectifs, il ne serait que logique que ce soit là que soient franchis les premiers pas de la collaboration.

Conformément au profil d'avancement dans la carrière des membres du Corps blindé, les officiers et les militaires du rang doivent fréquenter l'École de l'Arme blindée, et ce, habituellement à plusieurs reprises au cours de leur cheminement dans la carrière. Dans tous les cours de formation en leadership donnés à l'École, il y aurait lieu d'inclure le soutien hélicoptère pour familiariser les futurs leaders du Corps avec l'interopérabilité de l'Arme blindée et de l'Aviation tactique. Aucun stagiaire d'un cours en leadership ne devrait quitter Gagetown sans en avoir appris d'avantage sur l'Avn tac. Idéalement, le soutien hélicoptère devrait également être enseigné aux stagiaires de cours en campagne pour que les leaders subalternes apprennent à œuvrer en toute confiance avec l'Avn tac à l'accomplissement de la mission. En outre, il faut établir une liaison constante et assurer un soutien continu au 403 EEOH pour garantir la compatibilité de ses tactiques, de ses techniques et de ses procédures avec l'évolution du Corps blindé et de l'Armée de terre.

Nous désirons remercier particulièrement le Major Denis O'Reilly, commandant de l'Escadrille d'instruction tactique, et le Capitaine Mark Currie, officier de la coordination de l'instruction, au [403^e Escadron d'entraînement opérationnel d'hélicoptères](#).

Note du rédacteur en chef – Le 403 EEOH a aménagé un laboratoire de tactique informatisé doté de *Steel Beasts Pro*, un jeu d'ordinateur que bon nombre de militaires ont mis à niveau pour faciliter l'apprentissage virtuel. En avril, le 403 EEOH et le 8th Canadian Hussars (Sussex) ont procédé à une simulation d'une durée de six jours d'un groupement tactique de l'aviation au sein duquel des hélicoptères de reconnaissance et des forces blindées manoeuvraient dans un cadre multinational. Selon le Major O'Reilly, il s'agit là du premier de nombreux exercices à venir qui, grâce à l'appui du Centre d'instruction au combat, permettront d'augmenter l'interopérabilité des armes de combat et de l'Avn tac.

JOURNAL DE L'ARME BLINDÉE

La simulation d'effets d'armes : entraîner l'armée en fonction de l'espace de bataille du futur
Maj Tony Balasevicius et Capt Rick Smuck

Au cours des dix dernières années, la vision de l'Armée canadienne a évolué vers un modèle de force agile, adaptable sur le plan tactique et déployable dans le monde entier, qui puisse opérer en collaboration avec ses alliés et ses partenaires de coalition. Dans cette optique, le Commandant de l'Armée de terre s'est engagé à « aligner une structure de forces viable à la mesure de nos moyens, qui sera instruite et équipée de façon à posséder des aptitudes supérieures au combat axées sur la doctrine et les technologies de pointe appropriées à l'espace de bataille du XXI^e siècle ». ¹ Bien que les principes soient faciles à exposer, la mise en oeuvre d'un tel changement est infiniment plus complexe. Un élément important de la capacité de l'Armée de terre à se transformer sera l'intégration de technologies de simulation évoluée dans ses processus d'instruction et de combat.

L'importance que nous accordons à ces moyens de simulation n'est pas exagérée, car l'expérience acquise par d'autres armées a prouvé que les systèmes de simulation étaient d'excellents outils pour reproduire fidèlement les effets d'armes et pour mesurer objectivement le comportement au combat et le degré de préparation des unités. Un aspect plus important encore est que l'emploi de la simulation dans le contexte de l'instruction préparatoire au déploiement opérationnel permet d'améliorer très sensiblement la probabilité de succès de la mission en donnant aux soldats l'occasion de se familiariser avec la manière dont ils vont opérer. L'Armée canadienne est également convaincue que la technologie de la simulation l'aidera à passer de l'« armée d'aujourd'hui » à l'« armée de demain » grâce à un environnement synthétique réaliste qui permet de tester et d'évaluer les nouveaux concepts. À la base de cette capacité se trouve le nouveau système de simulation d'effets d'armes (SEA).

Le SEA est un système de simulation réelle² dans lequel les soldats et leurs véhicules participent à des séances de tir simulé d'armes utilisant des impulsions lasers et des signaux radio, au cours d'exercices d'instruction force contre force. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, le système SEA incorporera un certain nombre de sous-systèmes totalement intégrés à l'instruction de l'Armée de terre. Ces sous-systèmes comprennent la simulation d'effets d'armes à tir direct



(SEATD), la simulation d'effets d'armes de zone (SEAZ), le contrôle de l'exercice (EXCON), le système de communication et d'information (CIS), et le soutien logistique par un entrepreneur civil (SLE).³

Les engagements seront amorcés et enregistrés par le SEATD qui comprend des lasers montés sur toutes les armes à tir direct – fusils, mitrailleuses et missiles –, ainsi que des détecteurs de laser intégrés à tous les éléments participants. Ainsi, les soldats et les véhicules seront équipés de mini-ordinateurs, de radios, de GPS et de blocs d'alimentation afin de pouvoir traiter, transmettre et recevoir toutes les données relatives à l'engagement. Le SEATD comprend également des postes de contrôle à l'usage des observateurs pour initialiser l'état des joueurs et recueillir les données d'engagement directement des participants afin de permettre les analyses après action. Les armes à tir indirect et à effet de zone pourront être simulées à l'aide du sous-système SEAZ.

Le SEAZ est un système de simulation informatique et de transmission par radio de l'effet des armes de zone. Ces dernières comprennent l'artillerie, les mortiers, les champs de mines et les événements nucléaires, biologiques et chimiques. Ce sont les postes de contrôle des observateurs qui génèrent et transmettent les engagements SEAZ en fonction du scénario de l'exercice ou des effets commandés par les joueurs autorisés. Le degré de complexité des événements SEAZ dépendra de l'installation utilisée par le soldat.

L'Armée de terre utilisera différentes installations d'équipements SEA. La principale, située à Wainwright, en Alberta, sera permanente et complètement instrumentée. Elle pourra accueillir une force opérationnelle comptant jusqu'à 2 200 soldats et véhicules pour assurer l'instruction force contre force au cours du dernier stade des exercices de haute préparation. Gérée par le personnel du nouveau Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM), cette installation à l'échelle de la Force opérationnelle jouera un rôle clé dans l'instruction des soldats qui auront à affronter les complexités de la « guerre à trois volets ». ⁴ De plus, un centre de contrôle d'exercice (EXCON) sera édifié au CCEM pour assurer le contrôle et la coordination des diverses activités au cours des exercices SEA.

Ce centre abritera le personnel, les ordinateurs et les logiciels nécessaires au fonctionnement des exercices SEA et à la recherche opérationnelle à l'intention de l'Armée. Il contiendra en particulier les ordinateurs, les bases de données et les applications nécessaires à la planification et à la préparation des exercices (PPE), ainsi que les moyens de surveillance, d'acquisition et d'enregistrement des données d'engagement. L'acquisition et l'enregistrement des données au centre EXCON se feront par le réseau principal du CIS, un réseau sans fil séparé et utilisé uniquement pour la transmission des données d'engagement entre le centre et les joueurs sur le terrain. Cependant, toutes les installations n'auront pas des possibilités aussi complètes.

Une installation secondaire avec l'équipement nécessaire pour accueillir un groupe de combat de 500 soldats et véhicules participants, sera établie au Centre d'instruction au combat de Gagetown, au Nouveau-Brunswick. Les écoles de l'Armée de terre pourront utiliser cet équipement pour renforcer considérablement le réalisme de leurs cours d'instruction individuelle. Comme cette installation de simulation, de même que les installations au niveau d'une compagnie débarquée (ICD), n'auront pas de fonction de recherche opérationnelle, elles ne seront pas instrumentées, ⁵ c'est-à-dire qu'elles comprendront uniquement les lasers et les détecteurs de simulation d'effets d'armes à tir direct, en plus des postes de contrôle d'observateur. ⁶

L'Armée de terre a l'intention d'acquérir 13 ICD non instrumentées, dont chacune aura suffisamment d'équipement de simulation pour 150 soldats participants. Ces installations seront gérées d'une manière centralisée pour desservir les unités de la Force régulière et de la Réserve lorsqu'elles s'entraînent à domicile. Deux de ces installations seront réservées à l'instruction individuelle, l'une installée au CIC de Gagetown, l'autre partagée au niveau du peloton pour équiper chacune des écoles de combat de secteur. Bien que l'instruction des soldats débarqués soit importante, ce n'est que l'un des aspects de l'expérience SEA. Une fonction clé du système permettra de coopérer avec tous les véhicules équipés du système d'instruction au combat de précision (SICP).

Le SICP a été adapté pour faire fonction d'équipement de simulation de tir direct SEATD du véhicule. Des essais et des recherches très poussés ont été effectués pour s'assurer que le fonctionnement du système reproduira fidèlement la vulnérabilité et les capacités balistiques de l'armement du véhicule hôte. Par exemple, le Leopard C2 pourra tirer jusqu'à une distance de 2 400 m avec des obus-flèches (APDS) ou de 4 000 m avec des obus à charge plastique (HESH). Les effets terminaux ont été modélisés de façon qu'un impact produise des effets réalistes sur le plan de la mobilité, de la puissance de feu, des communications ou des pertes catastrophiques en fonction de l'aspect de la cible et de la portée de



tir. À partir de ces informations, le SICP utilisera les données de l'ordinateur et des capteurs du véhicule tireur pour faire les calculs balistiques. Pour que l'exercice soit aussi réaliste que possible, le SICP SEA est équipé d'un laser à balayage et a la capacité de compenser la vitesse de déplacement pour les tirs sur but mobile, à toutes les distances d'engagement.

Cette capacité est reproduite pour tous les véhicules participants, y compris les VBL III et les Coyote. Les Leopard seront équipés d'un simulateur de tir pour l'armement principal avec 60 cartouches pyrotechniques simulant la fumée, le bruit et l'éclair du canon d'une manière analogue à celle des systèmes Hoffman ou Sim-cannon. Le tireur utilisera le système de visée du véhicule dans lequel il pourra voir l'obscurcissement du départ du coup, puis le traceur du projectile dans son image de visée. Le bouton laser déclenchera un télémètre laser sans danger pour les yeux indiquant la distance du but et le chargeur devra choisir la munition appropriée, puis armer le canon. Cependant, aucun obus ne sera chargé dans la chambre, ce qui est différent des procédures actuelles. Le tireur devra maintenir l'objectif dans son viseur et tirer au commandement.

Pendant la poursuite de l'objectif, le véhicule visé reçoit le signal de télémétrie de la plate-forme de tir et renvoie un signal par radio au véhicule tireur. Un code incorporé dans ce signal fournit des informations spécifiques, telles que le facteur de protection (y compris dans le cas d'un surblindage ajouté) et l'identification du participant. En recevant cette information, le véhicule tireur calcule sa solution balistique. La mitrailleuse C6 coaxiale tirera des cartouches à blanc pour déclencher le laser de tir, ce qui renforcera la nécessité de drills appropriés pour tous les membres de l'équipage.

Bien que les équipements SEA de véhicule aient été conçus pour occuper le moins de place possible, leur présence imposera certains changements dans la manière dont l'équipage fonctionne. Par exemple, tous les membres de l'équipage devront porter leur veste tactique à bord du véhicule. Ainsi, un soldat situé dans ou à proximité de son véhicule sera automatiquement associé au véhicule. Cette identification permettra au centre EXCON de faire un suivi des membres de l'équipage de façon que, si le véhicule est détruit ou endommagé, les pertes humaines puissent être comptabilisées en fonction de la nature des dommages au véhicule.

Si un membre de l'équipage débarque du véhicule et s'éloigne, son GPS personnel et son unité de simulation établissent automatiquement le contact avec le centre EXCON pour que le soldat soit reconfiguré comme joueur indépendant. Toutefois, l'idée est de concentrer la simulation sur l'équipage du véhicule de combat, et non sur l'équipement. Ceci dit, l'équipe de projet SEA a fait de très nombreux essais pour que la veste tactique n'affecte pas le confort des participants.

Tous les aspects du système ont été conçus dans l'optique du « soldat d'abord ». Pour permettre à un maximum de soldats de participer aux exercices plutôt que d'assurer le soutien du SEA, un contrat a été conclu pour le soutien logistique par un entrepreneur civil avec des clauses prévoyant des services d'entretien et de réparation sur une période de dix ans suivant la livraison finale. Toutes les installations bénéficieront d'une forme ou d'une autre de soutien par CUBIC Defense Applications de San Diego, en Californie, qui est l'entrepreneur retenu pour la fourniture du système SEA et le contrat de service. Ainsi, il ne sera pas nécessaire d'affecter un certain nombre de soldats au fonctionnement et à la maintenance du nouveau système lorsqu'il sera remis à l'Armée de terre.

En fait, les essais et la livraison du système ont déjà commencé et les essais de réception de la phase I se sont déroulés avec succès à Wainwright en novembre 2004. Ces essais portaient sur le fonctionnement des installations au niveau de la compagnie débarquée. La prochaine étape majeure du projet se déroulera au cours des deux dernières semaines de juillet 2005 avec les essais de conformité des systèmes de véhicule. Les essais finaux et les livraisons devraient prendre fin d'ici la fin de 2005. La première année complète d'exploitation opérationnelle du système de simulation d'effets d'armes devrait donc débuter au printemps de 2006.

Pour des informations plus complètes sur le SEA, vous pouvez visiter notre site Web à l'adresse suivante <http://www.forces.gc.ca/wes/main_f.html>

Le Major Tony Balacevicius, et le Capitaine Rick Smuck relèvent de la DBRT et travaillent actuellement au Projet de simulateur d'effets d'armes.

Notes explicatives

1 *Façonner l'avenir de la défense canadienne: une stratégie pour l'an 2020* : (Ottawa : ministère de la Défense nationale, 1999), p. 1.



2 On parle de « simulation réelle » lorsque des personnes réelles utilisent des matériels réels pour une simulation d'effets d'armes. Autrement dit, le système de simulation permet aux soldats de participer au scénario avec leurs armes et leurs véhicules réels. Chaque arme tire des munitions à blanc qui provoquent l'émission d'une impulsion laser. Chaque impulsion laser simule un tir de munition réelle. Les participants sont équipés de détecteurs de laser pour déterminer s'ils sont touchés par les impulsions laser. La simulation de certaines armes virtuelles à effet de zone servies par les soldats est une exception à ce principe : leurs effets sont calculés par ordinateur. Pour en savoir plus, consultez les questions dans la section FAQ du site < http://www.forces.gc.ca/wes/questions_f.html> du 17 janvier 2005.

3 Question 1 - En quoi consiste le système de simulation d'effets d'armes? < http://www.forces.gc.ca/wes/questions_f.html> du 17 janvier 2005.

4 Voir la page d'accueil SEA <http://www.forces.gc.ca/wes/main_f.html> du 17 janvier 2005.

5 Le système de communication et d'information (SIC) n'équiperait que l'installation de Wainwright pour transmettre les signaux entre le centre de contrôle et les participants sur le terrain. Il n'y aura pas de SIC à Gagetown et cette installation est donc non instrumentée. Consultez le site FAQ du SEA, Question 2 Quelle est la différence entre un système de SEA complètement instrumenté et un système non instrumenté? < http://www.forces.gc.ca/wes/questions_f.html> du 17 janvier 2005.

6 Les postes de contrôle d'observateur ont assez de capacité de stockage local pour conserver suffisamment de données d'engagement afin d'effectuer le compte rendu d'opération au niveau de la compagnie.

Commentaires

Commentaires à propos de l'article « Le SLC d'un escadron de reconnaissance » par le Capt Hume (novembre 2004)

Adjum D.W. Head

Pour avoir été SME d'un escadron de reconnaissance avec un échelon A1 constitué, j'ai tendance à être entièrement d'accord avec vous. Cependant, lorsque vous parlez de la tension que cela créerait pour le SLC, il faut tenir compte du fait qu'il pourrait s'agir, à un instant donné, d'un problème triple. Au RCD, avec des effectifs complets, nous pourrions potentiellement mettre en ligne trois escadrons de reconnaissance. Si l'on considère que chaque escadron doit couvrir un front de 50 km, imaginez le temps nécessaire au réapprovisionnement d'une telle organisation! On peut maintenant compliquer le scénario en parlant d'un échelon non entraîné... Là vous aurez tout à fait raison!

J'ai eu quelques expériences peu agréables avec les échelons d'autres organisations. Lorsqu'il doit conduire une opération de réapprovisionnement, un SME a mieux à faire que de perdre son temps à attendre ou de rechercher ses brebis égarées. Il y a également une grande perte de temps pour la procédure de combat, les breffages, les répétitions, etc. Si vous ne comprenez rien à mes propos, je m'en excuse. Nous venons de terminer un exercice de régiment et le sommeil n'était pas l'une de nos priorités!

C'est à peu près tout ce qui me vient à l'esprit pour le moment. Si vous avez d'autres questions ou remarques sur ce point ou sur d'autres aspects sur lesquels je pourrais vous éclairer, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Commentaires à propos de l'article « Le débat sur la reconnaissance : les troupes débarquées au sein de la nouvelle structure de reconnaissance » par le Capt Josh Major (novembre 2004)

Maj D.A. Bourque

En lisant cet article dans le Journal de l'Arme blindée, j'étais en accord avec l'auteur sur le fait que l'emploi des équipements de surveillance et le recours à la technologie transformaient sensiblement l'escadron de reconnaissance en un escadron de surveillance. Quiconque a été déployé en Afghanistan pourra confirmer que l'escadron effectue peu de tâches de surveillance et beaucoup de missions de reconnaissance et de cavalerie. Les lacunes mentionnées dans l'article doivent être corrigées, exactement pour les raisons invoquées par l'auteur.

J'ai noté sans surprise que l'auteur ne parlait pas de la Force de réserve. Il suggère qu'en ajoutant une compagnie d'infanterie à un régiment de reconnaissance, il serait possible d'augmenter la « profondeur » de sécurité locale, etc. Cependant, je ne vois pas comment ces soldats pourraient être prélevés sur une unité de la Force régulière. De plus, le rôle de l'élément Réserve de notre corps a maintenant été converti d'une combinaison d'appui-feu direct et de reconnaissance à un rôle de reconnaissance pure. Avec la plate-forme VULR de commandement et de reconnaissance, il serait possible de loger deux soldats débarqués par véhicule, simplement en utilisant le quatrième siège. Bien que l'emploi plausible des réservistes du corps blindé ne soit pas évoqué par l'auteur, le fait que le rôle de cet élément ait été changé et qu'il ait été rééquipé suggère cette capacité. Si le nouveau rôle des escadrons blindés de reconnaissance de la



Réserve n'est pas d'exécuter les tâches pour lesquelles elle a été entraînée, on peut s'interroger sur les raisons de la décision de changer son rôle. Les avantages du retrait du Cougar ne sont pas la seule justification de cette décision.

Pour justifier l'investissement continu que le Corps blindé fait dans la Force de réserve, cet élément doit avoir une mission pertinente et réalisable. La décision de réorienter l'ensemble de la Réserve vers la reconnaissance blindée me donne à penser que ces forces devraient être rendues déployables à une échelle correspondant à nos opérations actuelles et futures.

***Commentaires à propos de l'article «SCM: Le futur de la guerre américaine ?» par le Capt Kevin Platt (novembre 2004)
Lcol Claggett***

J'ai lu avec intérêt l'article du Capt Platt sur le système de canon mobile (SCM) ainsi que bien d'autres qui, ces jours-ci, semblent mettre l'accent sur le programme d'acquisition du SCM pour le corps d'armée. Même si l'on trouve d'excellents arguments des deux côtés relativement au SCM, à la force d'envergure moyenne ou au concept d'emploi des forces (CEF) en constante évolution, il est essentiel de ne pas confondre ces éléments en mélangeant les leçons opérationnelles apprises de l'armée américaine. L'utilisation de ces leçons, de ces points de vue et de ces « analyses » sans comprendre le cadre de la discussion ou le contexte peut mener à des conclusions erronées.

Plus particulièrement, dans les articles du Capt Pratt, il semble y avoir de la confusion en ce qui concerne les leçons apprises de l'Opération Iraqi Freedom (OIF) et leur assimilation. Je ne suis pas en désaccord avec les conclusions faites au sujet de la mobilité sur les routes, des opérations au Kosovo ou autres questions du genre. Je suis seulement contre le fait que les leçons aient été énoncées comme valables pour toute la durée de l'OIF. Les forces lourdes ont été utilisées au début de l'OIF en raison du besoin de mener des opérations de combat importantes contre des unités de combat importantes armées de chars de combat principaux, de véhicules de combat d'infanterie (VCI) et d'un réseau de systèmes antiblindés. En fait, l'analyse effectuée par l'armée américaine souligne le besoin de garder encore longtemps des unités de combat (Heavy Units of Action) munies de M1 et de M2/3 afin de gérer les opérations de combat importantes. Encore une fois, bon nombre de ces arguments ne sont pas erronés, mais plutôt faibles lorsqu'ils sont étudiés dans le cadre militaire américain. Par exemple, une équipe de combat de la brigade Stryker (ECBS) pourrait se déployer pour servir d'élément déclencheur, mais cette opération dissuasive de la force dépendra tout de même de la disponibilité de transport stratégique, du lieu et de la menace. Une telle situation s'est présentée avant le début de l'OIF, et on a établi qu'on avait besoin des forces lourdes de la 3d IN Div avec ses M1, M2, ses lance-roquettes multiples (LRM) et ses HA64, car elles pouvaient se déployer plus rapidement et plus facilement dans la région grâce au matériel de localisation de l'armée qui était dans le théâtre. La question n'est pas de savoir quel moyen employer, mais comment employer les ressources disponibles. Oui, une ECBS avec un SCM peut faire des opérations d'entrée par la force. Par contre, cette même force, à moins d'être transportée par voie terrestre, exigera un aéroport de débarquement sécurisé pour décharger les C17 et les C5. Encore une fois, c'est une question de contexte.

L'ECBS et le SCM fournissent effectivement à ces commandants de « nouvelles » capacités à utiliser sur les plans stratégique, tactique et opérationnel. Toutefois, il faut faire attention de ne pas avoir, envers un système ou une capacité, des attentes qui vont au-delà de l'usage prévu. C'est pourquoi l'armée américaine continuera de garder et d'utiliser une variété d'unités de combat (infanterie, blindés, ECBS et le FCS) dans la prochaine décennie. Le SCM fournira à l'ECBS une capacité de tir direct qu'elle n'a pas présentement. De même, l'ECBS a prouvé qu'elle peut être utilisée de façon intensive et à grande échelle dans le présent théâtre des opérations de l'Iraq. Beaucoup de grandes leçons ont été apprises sur la brigade STRYKER au cours des opérations de faible intensité et d'autres viendront. Toutefois, nous devons voir la capacité dans son contexte et ne pas tirer de fausses conclusions à son sujet, pour des environnements dans lesquels elle n'a pas été utilisée, pour lesquels elle n'a pas été conçue ou dans lesquels elle ne sera probablement pas employée dans l'avenir.

***Commentaires à propos de l'article «Terminologie : Redéfinition des termes relatifs à la reconnaissance » par la Maj Royer et Maj Follwell (novembre 2004)
Lcol Branchaud***



J'ai lu l'article de Folwell/Royer sur le sujet. Même si je suis d'accord avec quelques définitions, je m'élève contre la multiplication des « américanismes » dans notre vocabulaire. Nous parlons déjà de « centre d'excellence » (comme si le terme « école » n'était pas assez bon!!), nous semblons présentement vouloir adopter le terme « cavalerie » pour ce qu'on a toujours appelé les blindés de reconnaissance. Qu'est-ce que c'est que ça? Une assimilation totale à l'armée américaine? Les termes que nous avons traditionnellement employés dans le Corps sont tout à fait corrects, et il n'y a pas de raison de nous assimiler davantage aux Américains.

Réfutation : LCol Follwell

Je suis fortement encouragé de voir la discussion créée par les récents articles. Je voudrais répondre aux commentaires sur mon article. De mon point de vue, il ne s'agit pas d'un « américanisme » comme le pense le Lcol Branchaud, mais d'un retour à notre héritage et à nos racines : ne sommes-nous pas toujours le Corps blindé royal canadien (cavalerie) et ne provenons-nous pas du Corps de cavalerie?

Je suis d'avis que les tâches que nous effectuons à présent s'harmonisent davantage avec nos rôles traditionnels de cavalerie par rapport à la séparation entre les blindés et la reconnaissance que nous avons connue entre 1940 et 2003. Je trouve que notre Corps transformé fait maintenant plus d'activités associées à la cavalerie traditionnelle et historique. Même avec notre nouvelle terminologie, la reconnaissance n'est qu'une des capacités que nous apportons à la force, en plus de la surveillance et de la contre-reconnaissance. Continuer d'appeler nos forces par les anciens termes donnent l'impression aux gens que nous ne faisons que ces mêmes vieilles tâches liées aux rôles plus « restreints » des blindés et de la reconnaissance. Le terme « cavalerie » dans notre propre sens historique (et notamment celui de l'Australie et du Royaume-Uni) est un terme qui convient mieux à l'éventail des capacités que le Corps peut maintenant fournir et il pousse les gens à regarder d'un autre œil l'emploi de notre Corps au lieu de faire des suppositions fondées sur une terminologie désuète.

Je pense également que les gens commettent couramment une erreur dans notre Armée de terre et au Canada en général, comme l'indique l'emploi du terme « américanisme », en ayant tendance à avoir la phobie de tout ce qui est américain et, dans ce cas, à prendre pour acquis trop rapidement que le terme « cavalerie » signifie automatiquement « cavalerie blindée américaine ». Je me rend compte que nous n'avons pas les ressources que suppose cette interprétation et que notre concept d'emploi de la force ne prévoit pas une force aussi lourde.

Commentaires à propos de l'article « Terminologie : Redéfinition des termes relatifs à la reconnaissance » par la Maj Royer et Maj Follwell (novembre 2004) Adj Falls

« Établir et maintenir le contact. Les éléments de reconnaissance, au même titre que les autres ressources d'ISTAR, doivent détecter tous les contacts avec l'ennemi et les signaler rapidement et correctement. Une fois le contact établi, il faut le maintenir et le développer. Il est crucial de maintenir le contact pour économiser les efforts qu'il faudrait déployer pour réacquérir l'ennemi et éviter les risques inutiles associés à ces efforts. Les éléments de reconnaissance peuvent rompre le contact lorsque d'autres ressources d'ISTAR ont pris la relève ou lorsque l'objectif est détruit. Le contact peut aussi être rompu sur ordre dans le but d'accomplir d'autres tâches de plus grande priorité. »

Je suggère qu'on ajoute : « ... ou pour éviter la destruction de nos propres éléments. »

C'est évident? Oui, mais pas assez, ainsi qu'on a pu le voir par le passé. Trop de véhicules ont été sacrifiés au cours d'exercices parce qu'une autorité supérieure voulait connaître la position EXACTE de chaque char de l'OPFOR. La tendance actuelle parmi les autres éléments de l'armée de terre à percevoir les escadrons de reconnaissance comme un réseau DEW mobile exacerbera cette situation. En réalité, nous n'avons pas besoin de savoir où CHACUN des I/A ennemis se trouve : c'est pour cette raison que nous équipons nos bon svc de Carl Gustav.

Nous pouvons accepter le risque de rompre le contact, sinon, nous perdrons inutilement des véhicules et des équipages irremplaçables.



À propos du Journal de l'Arme Blindée

Le Journal de l'Arme Blindée est la revue professionnelle du Corps blindé. Par conséquent, l'équipe du Journal de l'Arme Blindée s'efforce de publier des articles et des commentaires d'intérêt pour les officiers et les militaires du rang de la Force régulière et de la Force de Réserve en service actif dans le Corps ou à la retraite.

L'équipe du Journal se compose des membres suivants :

- Lcol C.J. Turenne, rédacteur en chef;
- Maj P.A. Turner, rédacteur gérant, Turner.PA@forces.gc.ca;
- Capt D.L. Childs, rédacteur, Childs.DL@forces.gc.ca; et
- Capt J.B.D. Michaud, réviseur de la version française.

Normes à respecter. Le Journal de l'Arme Blindée accueille les articles et les commentaires sur des sujets d'intérêt pour le Corps blindé. L'équipe de rédaction vous demande de respecter les normes suivantes :

- Les articles peuvent être soumis dans l'une des deux langues officielles.
- Les articles doivent compter de 500 à 1 500 mots et être soumis par courrier électronique au rédacteur. Les illustrations ou notes de bas de page ne doivent pas être incluses dans le texte.
- Les commentaires peuvent être soumis directement au rédacteur, de préférence par courrier électronique.
- L'équipe de rédaction se réserve le droit de refuser la publication d'un article ou d'un commentaire en raison de son contenu ou de sa longueur.



ARTICLES D'ARMÉES ÉTRANGÈRE

- 2** [Australie. « Surveillance de la force régionale : La région de Pilbara à l'œil » par Cristy Symington](#)
Dans cet article, l'armée australienne décrit les efforts de reconnaissance et de surveillance en temps réel qu'elle déploie pour garantir la sécurité nationale.
- 4** [États Unis. « Un aperçu des systèmes de combat de l'avenir » par le Brigadier-général \(admissible à la promotion\) Charles A. Cartwright et Dennis A. Muilenburg](#)
Article vedette du site Web de l'armée américaine (www.army.mil/fcs) qui a pour thème les systèmes de combat de l'avenir (FCS). Pendant que le Canada se débat avec le Concept d'emploi de la force, l'armée américaine a lancé la composante technologique de ce que l'on pourrait appeler l'« armée de l'avenir ». Les systèmes « 18+1+1 » montrent dans quelle mesure les FCS seront intégrés aux forces interarmées dans tout le spectre d'intensité des conflits. De plus, l'armée américaine a réussi à pourvoir rapidement les Evaluation Brigade Combat Teams (E-BCT) de systèmes d'essai pour qu'elles valident ou rectifient les nouvelles technologies et en accélèrent la distribution aux soldats. Pour en apprendre davantage sur l'armée de l'avenir, visitez la page consacrée aux FCS sur le site Web de l'armée américaine à l'adresse suivante : www.army.mil/fcs.
- 8** [États Unis. « Irak : Dispositifs explosifs de circonstance – contexte social » par Montgomery McFate, J.D., Ph. D.](#)
Article qui porte notamment sur les éléments sociaux qui contribuent à la construction et à l'emploi de dispositifs explosifs de circonstance. M^{me} McFate mentionne un point intéressant, l'analyse des réseaux sociaux (ARS), qui ressemble à un plan de recherche du renseignement humain. M^{me} McFate ne fournit malheureusement pas de précisions sur le sujet. Elle tire toutefois certaines conclusions qui semblent assez évidentes pour ceux qui possèdent une expérience opérationnelle, c'est-à-dire qu'il faut gagner l'appui des dirigeants communautaires et de la population locale. Du point de vue stratégique, l'auteur attire l'attention sur la nécessité de planifier la phase de cessation des combats en contrôlant les ressources qui pourraient être utilisées par les insurgés.
- 11** [États Unis. « Pratiques exemplaires en matière de contre-insurrection » par Kalev I. Sepp, Ph.D.](#)
Ceux qui ont beaucoup lu sur l'insurrection et la contre-insurrection n'en apprendront pas vraiment davantage dans cet article. Pour les autres, M. Sepp décrit les principaux facteurs associés à la contre-insurrection, comme le besoin d'activités légitimes d'exécution de la loi ou de saines pratiques opérationnelles. Il est à peu près certain que cet article permettra de cerner rapidement les problèmes d'une contre-insurrection avortée.
- 16** [États Unis. « Le rôle du Canada dans le monde : évaluation stratégique de sa puissance militaire » par le Colonel Joseph R. Nunez.](#)
À première vue, on se dira qu'un article sur l'armée canadienne rédigé par un officier de l'armée américaine est sans aucun doute truffé d'imprécisions involontaires. Le Col Nunez a toutefois réussi à rendre une évaluation très juste et réaliste des Forces canadiennes (FC). Il commence par donner un aperçu historique des FC depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, puis décrit les nombreux facteurs politiques qui ont aidé et gêné les FC. Il pose aussi des questions difficiles sur l'avenir des FC et le rôle du Canada au 21^e siècle. Il est à noter que cet article a été publié il y a un an et ne peut pas inclure de remarques sur les nouveaux ministre et chef d'état-major de la Défense (voir l'[Énoncé de la politique de défense](#)).
- 28** [A propos des Articles d'armées étrangères](#)



Surveillance de la force régionale : La région de Pilbara à l'œil
Cristy Symington, éditrice déléguée de l'Armée de terre
Australie : Army, mai 2005

La poussière rouge se dépose insidieusement n'importe où – dans les yeux, dans le nez et tout au fond des oreilles. Elle ne tarde pas à s'accumuler durant les longues heures passées à voyager sur les pistes sablonneuses et sinueuses de la région de Pilbara, au volant d'un VTT à quatre roues motrices.

Une région tellement vierge, tellement magnifique et parfois tellement inaccessible. Le Nord-Ouest de l'Australie abrite certaines des ressources d'exportation les plus riches de ce pays et il est bordé d'un long littoral qui constitue une priorité incontournable de notre programme de sécurité national.

Les membres du Régiment Pilbara sont les yeux et les oreilles des autorités dans cette région, les gardiens de notre pays brûlé par le soleil.

Surveillance et reconnaissance, regarder et écouter. Les sites de la région de Pilbara, à 500 km au nord de Perth, sont parmi les plus durs de l'Australie et exigent beaucoup d'efforts de la part des personnes qui y travaillent.

Les soldats du Régiment Pilbara, l'unité de surveillance de la force régionale, ne voient aucun inconvénient à passer une journée entière à se faire secouer et à rouler à 20 km/h dans un VTT à quatre roues motrices, sur des pistes interminables à travers des dunes de sable, juste pour discuter avec le propriétaire d'une exploitation familiale en vue de recueillir de l'information sur l'infrastructure.

Les arrêts entre chaque plein de carburant peuvent être espacés et les soldats peuvent parcourir des milles et des milles à ne voir qu'un chemin de poussière rouge et quelques broussailles. Mais il suffit de passer un peu plus de temps dans la région pour découvrir qu'il faut se préparer d'avance et faire preuve d'une grande autonomie pour affronter les conditions difficiles qui existent.

Le Régiment mène ses opérations dans une région qui couvre plus de 1,3 million de kilomètres carrés et qui s'étend de la limite formée par le plateau de Kimberley, au nord, à Shark Bay, au sud, et à la jonction de trois territoires, à l'ouest : Territoire du Nord, Australie méridionale et Australie occidentale.

L'un des mandats principaux de l'unité est la protection de certaines des ressources naturelles, qui constituent le coffre aux trésors du pays.

Les trois plus importants produits d'exportation sont le pétrole, le minerai de fer et le sel, qui rapportent au total environ 25 millions de dollars par jour.

Le Régiment est chargé, entre autres, de la surveillance des projets de production de pétrole et de gaz de la plate-forme du Nord-Ouest et d'autres îles dont les Cocos (Keeling) et l'île Christmas.

La surveillance et la reconnaissance assurées en vue de protéger ces ressources et d'établir un écran de sécurité s'effectuent dans le cadre de l'Op Cranberry.

L'opération, commencée en 1997, est dirigée par le Commandement interarmées du Nord (Norcom), qui emploie des ressources en provenance des trois commandements.

La Troupe C et l'Esc Soutien op sont installés au poste de commandement du régiment, situé à Karratha, mais d'autres sous-unités sont installées à Port Hedland (PC du 1^{er} Esc, Tp D), à Newman (Tp A), à Tom Price (Tp B), à Exmouth (PC du 2^e Esc, Tp G), à Pannawonica (Tp F), à Carnarvon (Tp E) et à Perth (3^e Esc).

Mis à part le fait qu'il travaille dans un endroit reclus, ce régiment se distingue des autres unités de l'armée australienne en ce qu'il consacre peu de temps à l'entraînement – les membres s'entraînent en travaillant.

Selon le Lcol Craig Johnston, cmdt du régiment, les résultats remarquables des opérations font tout simplement partie du



travail.

« Les unités de surveillance de la force régionale sont uniques – elles font actuellement un travail normalement effectuée en temps de guerre dans un site de guerre », dit-il.

« La situation n'est pas celle du Timor, mais l'unité participe à notre plan national de surveillance. »

« Nous ne perdons pas de temps à nous entraîner ici », ajoute-t-il.

Le Régiment Pilbara compte presque 300 membres, dont environ 40 soldats de l'ARA (armée régulière australienne). Le soutien sans faille de la communauté locale contribue grandement à pourvoir aux postes de la Réserve.

Le Régiment est pleinement intégré, il s'appuie sur les connaissances des membres de la communauté pour mieux comprendre ce qu'il observe dans la région et afin de surveiller les activités qui sortent de l'ordinaire.

Selon l'Adj 1 Gary Howard, sergent-major régimentaire, les militaires à temps plein et les réservistes travaillent bien ensemble au sein du régiment.

« Je crois que l'engagement et l'enthousiasme des membres contribuent à cette réussite et que les réservistes sont capables de donner les résultats voulus », dit-il.

« Nous disposons donc de meilleures ressources, capables de faire un bon travail et équipées des outils nécessaires pour y arriver. »

« La plupart des unités de la Réserve consacrent tout leur temps à s'entraîner et ne voient jamais la lumière au bout du tunnel », ajoute-t-il.

Il y a deux semaines, sept patrouilles composées de six réservistes ont effectué la troisième patrouille annuelle en importance du point de vue de la quantité d'effectifs.

On déploie des patrouilles terrestres ou maritimes en fonction de l'emplacement du poste d'observation.

Les patrouilleurs doivent rendre compte de toute activité suspecte, déterminer si les activités sortent de l'ordinaire et confirmer l'infrastructure.

Selon le Capt Glen Kuschert, le rôle de l'ARA au sein du Régiment consiste à appuyer les patrouilles et à faire la liaison avec la communauté.

Étant donné qu'ils vivent et travaillent dans la zone d'observation (ZO), les membres recueillent continuellement de l'information.

« L'information recueillie durant les promenades peut être aussi valable que celle recueillie durant une patrouille », dit-il.

« Ce qui est merveilleux, c'est que nos membres se trouvent dans la ZO même lorsqu'ils ne sont pas en service, pour pêcher, par exemple », explique le Lcol Johnston.

« Le Régiment fait partie de la communauté – tous ses membres vivent et travaillent dans les environs », ajoute-t-il.

« Ils exécutent leurs tâches de surveillance dans leur propre cour, de sorte qu'il leur est essentiel d'établir une relation avec les membres de la communauté ».

En plus d'organiser ses patrouilles, le Régiment travaille en étroite collaboration avec les autorités civiles locales, et il est bien accepté dans la communauté.

Selon le Lcol Johnston, le Régiment consacre beaucoup de temps à assurer une liaison avec l'État et les organismes



fédéraux afin d'entretenir de bonnes relations.

« C'est en discutant face à face que nous parvenons à entretenir nos relations avec les dirigeants d'organisations comme la police d'État et la police fédérale australienne, l'administration douanière, la Gestion des terres protégées, les conseils de comté et les conseils régionaux. »

Le Régiment joue aussi un rôle de soutien dans des situations d'urgence comme les cyclones et les inondations, dans le cadre de l'aide militaire aux civils.

Déploiement rapide. Le Régiment organise trois patrouilles par année, sans compter la Patrouille de déploiement rapide (PDR), qui peut intervenir sans délai, en cas de nécessité.

Le Capt Kuschert commande cette patrouille composée de six spécialistes. Ce groupe, dont les membres sont extrêmement bien entraînés, inclut un conducteur, un infirmier, un spécialiste des transmissions et un mécanicien, tous employés à temps plein et donc prêts à se mettre en route dans un court délai.

« Nous travaillons en étroite collaboration avec les organisations civiles et nous recueillons, à leur demande, l'information qu'elles ne peuvent pas obtenir elles-mêmes », dit le Capt Kuschert.

« Nos patrouilles sont très autonomes, elles peuvent subvenir à leurs besoins durant sept jours, puis se faire réapprovisionner par voies aérienne ou terrestre, ce qui leur permet de rester sur le terrain aussi longtemps que nécessaire. »

« Le travail est exigeant dans un environnement où la température atteint parfois 50 degrés et baisse à peine la nuit. »

Selon le Capt Kuschert, l'équipe est toujours prête à être déployée jusqu'à sept jours durant. La PDR utilise le même équipement de surveillance que les patrouilles régulières.

Principalement, c'est le temps d'intervention et la capacité de faire face à des tâches plus complexes qui distinguent la PDR des autres patrouilles.

« La PDR est la plus expérimentée de toutes les patrouilles du Régiment », dit-il.

ARTICLES D'ARMÉES ÉTRANGÈRE

Un aperçu des systèmes de combat de l'avenir
Brigadier-général Charles A. Cartwright et Dennis A. Muilenburg

[Page Web des systèmes de combat de l'avenir de l'armée américaine](#), septembre 2005

Le Brigadier-général Charles A. Cartwright est le gestionnaire du programme de la Force modulaire. Il est détenteur d'un baccalauréat en sciences de la gestion du personnel et de l'administration du Florida Southern College et d'une maîtrise en acquisition et en gestion des contrats du Florida Institute of Technology. Il est également diplômé du cours de l'Army War College.

Dennis A. Muilenburg est gestionnaire des systèmes intégrés de défense chez Boeing et s'occupe des systèmes de combat de l'avenir. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences (génie aérospatial) de l'Iowa State University et d'une maîtrise en aéronautique et en astronautique de l'University of Washington.

L'Armée de terre a concentré ses efforts sur les systèmes de combat de l'avenir (*future combat system, FCS*) en vue de s'assurer qu'elle pourra se déplacer, tirer et communiquer mieux que jamais auparavant dans le cadre des opérations interarmées et qu'elle pourra répondre en tout temps à tous les appels de la nation, contre tout opposant auquel elle aura à faire face au cours du 21^e siècle, quelles que soient les circonstances.

Les FCS sont élaborés à l'intention du soldat du 21^e siècle. Les leçons apprises à l'occasion de l'Opération Iraqi Freedom



et dans le contexte de la lutte mondiale contre le terrorisme démontrent que les forces interarmes, interarmées et réseaucentriques offrent la capacité de vaincre rapidement l'ennemi et constituent un élément fondamental des efforts subséquents de maintien de la paix. L'Armée de terre utilise ces leçons pour se transformer en profondeur afin de devenir une force plus rapide et plus agile en possession d'une connaissance de la situation et d'une capacité de projection de la force de qualité.

Équipée de FCS, la force modulaire de l'Armée de terre fera partie d'une équipe interarmées dont les interventions seront décisives dans toutes les opérations, à n'importe quel niveau de menace et dans n'importe quel environnement. L'unité d'action (UA) offrira l'équilibre entre la surviabilité, la létalité et la domination dans l'espace de combat en raison de son agilité, de sa polyvalence, de ses capacités de déploiement et de sa soutenabilité. Même s'il devra être optimisé pour les opérations offensives, l'UA sera en mesure de mener des opérations de stabilité et d'appui. Les caractéristiques distinctives des opérations effectuées avec des UA seront les capacités de faire évoluer les situations sans être en contact, d'engager les forces ennemies de façon inattendue, de manœuvrer jusqu'à des positions avantageuses avec rapidité et agilité, d'engager l'ennemi au-delà de la portée des armes intégrales et de détruire l'ennemi au moyen d'assauts et de tirs au moment et sur les lieux du choix des UA. Les unités équipées des FCS seront conçues pour offrir l'endurance et la résistance nécessaires pour livrer combat et participer à des engagements pendant toute la durée d'une campagne, en agissant surtout sur les points décisifs et les centres de gravité.

Le cœur des UA équipées des FCS consistera en une structure fortement intégrée de 18 engins aériens et terrestres de manœuvre, avec équipage ou téléguidés, de systèmes d'appui à la manœuvre et de systèmes de maintien en puissance, exploités en réseau pour appuyer le soldat (systèmes 18+1+1) et comme une force de combat unifiée dans un environnement interarmées. Le réseau sera doté d'une architecture de commandement du combat qui intégrera les communications en réseau, les opérations en réseau, les capteurs, le système de commandement du combat, l'instruction ainsi que les capacités de reconnaissance et de surveillance des engins avec équipage ou téléguidés (EETG) pour pouvoir mener des opérations et atteindre un niveau de connaissance de la situation et de synchronisation impossible à atteindre dans le cadre des opérations réseaucentriques actuelles.

Les EETG comprennent les éléments suivants :

- des capteurs au sol (UGS)
- deux (2) ensembles de munitions à déclenchement automatique (MDA)
- le système de lanceur – tir indirect (NLOS-LS)
- le système de munitions intelligentes (IMS)
- quatre (4) classes de véhicules aériens sans pilote (UAV) intégrés aux niveaux du peloton, de la compagnie, du bataillon et de la force modulaire
- trois (3) types de véhicules terrestres téléguidés (UGV)
- le véhicule armé robotisé (ARV)
- le véhicule terrestre téléguidé miniature (SUGV)
- le véhicule polyvalent/logistique/équipement (MULE)
- huit (8) véhicules terrestres avec équipage (MGV)
- le véhicule de transport d'infanterie (VTI)
- le véhicule de commandement et de contrôle (VCC)
- le système de combat avec équipage (SCE)
- le véhicule de reconnaissance et de surveillance (VRS)
- le canon de tir indirect (NLOS- C)
- le mortier
- le véhicule de récupération et de maintenance des FCS
- le véhicule de traitement et d'évacuation sanitaire.



Le véhicule armé robotisé (ARV) est offert en deux configurations : la configuration d'assaut et la configuration reconnaissance, surveillance et acquisition d'objectifs (RSTA). Ces deux configurations partagent le même châssis. Téléguidée, la configuration d'assaut offrira accessoirement la capacité de reconnaissance; elle pourra déployer des capteurs et sera dotée d'armes de tir direct et de munitions à utiliser contre des bâtisses, des casemates et diverses structures urbaines; elle pourra repérer ou contourner des obstacles installés dans des bâtisses, des casemates, des tunnels et diverses structures urbaines; elle pourra évaluer les dommages causés par les combats et relayer les communications. Au moment des assauts, elle pourra appuyer les forces embarquées et débarquées, par le tir direct et le tir d'armes antichars, occuper le terrain vital et offrir le tir d'appui.

Également téléguidée, la version RSTA offrira la capacité de reconnaissance à l'appui des opérations militaires en zones urbaines et dans d'autres espaces de combat; elle pourra également déployer des capteurs et utiliser ses armes de tir direct et munitions spéciales contre des bâtisses, des casemates et diverses constructions urbaines; repérer ou contourner des obstacles installés dans des bâtisses, des casemates, des tunnels et diverses constructions urbaines; relayer des communications; et évaluer les dommages causés par les combats.



Les FCS offriront plusieurs caractéristiques clés à l'UA :

- Une connaissance de la situation qui octroiera de l'information et une surviabilité supérieures au soldat.
- De l'information en réseau et un système de commandement et contrôle supérieur et intégré qui permettront au soldat de prendre des décisions plus rapidement, de porter la létalité de ses armes et sa capacité de déplacement à un niveau supérieur à celui de l'ennemi.
- Des plates-formes (avec équipage ou téléguidées) et une organisation de taille réduite et la souplesse requise pour déployer la force appropriée sur les lieux et au moment pertinent.
- L'instruction intégrée et l'appui en réseau qui réduiront le besoin traditionnel de soutien logistique en carburant, en eau, en munitions et en pièces détachées de 30 – 70 %.

Les FCS innoveront. Le programme des FCS est l'un des plus ambitieux projets d'intégration et de conception de systèmes qu'ait entrepris le *Department of Defense*. Le but du programme est de concevoir 18 systèmes avec équipage et téléguidés, de les intégrer en réseau, d'intégrer plus de 150 programmes complémentaires et associés, de développer la doctrine, l'organisation, l'instruction, la mise en service harmonieuse et d'autres fonctions fondamentales requises pour élaborer et mettre en service des UA parfaitement fonctionnelles. Le programme doit reposer sur une approche nouvelle et innovatrice d'intégration de systèmes complexes. Cette approche consiste à confier l'intégration de la famille des FCS à un intégreur-chef des systèmes (ICS), responsable d'optimiser la capacité opérationnelle des UA ainsi que de maximiser la compétition en matière de développement des systèmes, d'assurer leur interopérabilité et leur standardisation dans le but de réduire les coûts pendant tout leur cycle de vie. L'ICS est responsable de ce qui suit :

- Assurer la totalité de l'ingénierie du système des systèmes, l'intégration des systèmes, leur simulation et leur mise à l'essai.
- Agir en qualité d'« entrepreneur général » pour ce qui est de l'attribution des ressources, de la sous-traitance, de la coordination et de la programmation informatique.
- Faire la liaison avec les organismes suivants :
- les « meilleurs » entrepreneurs aux niveaux national et international,
- les responsables des programmes/laboratoires gouvernementaux,
- les établissements d'enseignement,
- les autres organismes gouvernementaux, selon les besoins.

En 2002, les sociétés *Science Applications International Corporation (SAIC)* et Boeing ont été retenues pour assumer le rôle d'ICS ainsi que pour offrir une combinaison unique d'expertise en matière d'intégration des systèmes et d'évolution technologique.

À l'appui de l'ICS, liés par un « destin commun » de l'industrie, un ensemble de 358 partenaires formant équipe (PFE) met les meilleurs cerveaux et les meilleures capacités industrielles du pays au service du programme. Au nom de l'ICS, notre ensemble de PFE effectuera la vaste majorité des travaux de développement des systèmes et d'intégration des sous-composantes (tels les capteurs aériens et terrestres) du système général d'intégration des systèmes. La majorité des ressources sont attribuées à l'ICS, qui est chargé de la mise en œuvre et de la gestion de la sous-traitance et d'un impressionnant ensemble d'ententes du programme de coopération.

Le programme FCS a mis sur pied un environnement « d'équipe unique » pour gérer l'ensemble de ses partenaires. Les éléments fondamentaux de l'approche « d'équipe unique » sont les suivantes :

- L'approche « destin commun », qui comporte l'utilisation d'outils financiers qui incitent à la gestion du travail en vue de l'atteinte du but commun.
- Un Plan directeur intégré (PDI) et un calendrier principal intégré (CPI) qui sont établis en partenariat et parfaitement harmonisés. Les énoncés des tâches, la structure de répartition du travail (SRT) et les PDI/CPI de l'ensemble des PFE sont directement liés aux PDI/CPI principaux de l'ICS.
- Des processus de mesure du rendement et de la qualité, des pratiques exemplaires et l'étalonnage qui sont incorporés à la documentation d'acquisition et aux clauses des contrats.
- Un système de gestion de la valeur ajoutée (SGVA) par « une équipe unique » ne comportant qu'un seul logiciel et un seul processus, utilisé pour planifier, effectuer le suivi et gérer le programme.



- Notre « Environnement de collaboration de niveau avancé » qui permet de regrouper et de gérer l'information et de la disséminer à nos partenaires géographiquement dispersés.
- De rigoureux processus de gestion de la configuration et des modifications qui permettent de contrôler les interfaces physiques et logiques et les éléments techniques fondamentaux.
- Dans son ensemble, un programme géré au moyen des processus du « coût comme variable indépendante ».

Le résultat est une équipe intégrée comprenant l'Armée de terre, qui assure la collaboration au moment de l'attribution des ressources humaines, financières et technologiques en vue de développer le FCS et de le mettre en service.

Des examens indépendants effectués par le *General Accounting Office* et l'*Institute for Defense Analysis* appuient l'approche adoptée faisant appel à un ICS/aux « meilleurs entrepreneurs de l'industrie ».

Le programme des FCS se déroule conformément au calendrier, au budget et au plan. Le programme de développement et de démonstration des FCS est en marche depuis mai 2003. En juillet 2004, l'Armée de terre a annoncé que des ajustements seraient apportés pour renforcer le programme et du même coup améliorer la force actuelle par la mise en service de capacités choisies du FCS. Conformément à la volonté de l'armée de terre, les ajustements continuent à porter principalement sur le développement d'UA équipées des FCS et sur la réduction substantielle des risques dans le cadre du programme. Les ajustements apportés à la stratégie d'acquisition du programme des FCS portent sur les éléments principaux suivants :

- Le déploiement des cinq systèmes FCS fondamentaux dont la mise en service a déjà été reportée aura lieu en même temps que le déploiement des premières UA équipées de FCS. Ces cinq systèmes fondamentaux sont 1) les UAV de classe II, 2) les UAV de classe III, 3) le véhicule armé robotisé (ARV) (assaut et reconnaissance), 4) le véhicule de récupération et de maintenance des FCS et 5) le système de munitions intelligentes (IMS), une fois qu'il aura été intégré. Le financement complet de ces systèmes est déjà assuré. L'armée de terre pourra ainsi compter sur la mise en service d'UA comportant les 18 + 1 FCS fondamentaux en 2014.
- Le programme de conception et de développement du système a été restructuré en une série de phases d'intégration (PI) cycliques qui permettront de concevoir, de construire et de mettre à l'essai des composantes et systèmes des FCS. Ces PI comprennent des activités exigeantes d'expérimentation, d'évaluation et d'évolution de technologies visant à mettre à l'épreuve des concepts révolutionnaires, à amener l'architecture à maturité, à améliorer les composantes du système et à appuyer la poursuite des développements.
- Toute une série de travaux sur les retombées associées aux PI débuteront en 2008 et de nouvelles retombées pourront par la suite être étudiées tous les deux ans jusqu'en 2014, afin d'évaluer certaines capacités des FCS et de les insérer dans des unités d'action modulaires de systèmes de natures diverses du parc actuel. Ces UA modulaires jouiront de capacités améliorées par rapport aux unités de la force actuelle et elles constitueront les éléments sur lesquels s'appuiera la force à venir dotée de toute la capacité.

Le programme initial des FCS utilisera une configuration d'évaluation de l'équipe de combat de brigade (E-ECB), soit une équipe de combat de brigade actuellement en service dotée d'une combinaison de véhicules de combat et de véhicules tactiques qui servira à évaluer les systèmes à développer ainsi qu'à identifier les modifications techniques qui devront être apportées à l'UA équipée de FCS, préalablement à la fin du programme. Les retombées de ces évaluations feront profiter plus rapidement les soldats des bénéfices attendus des FCS et permettront l'amélioration de technologies à partir d'essais en campagne.

Le calendrier du programme évoluera dans le cadre d'un processus d'intégration et de vérification qui conduira à un état de préparation qui commencera par la production initiale à cadence réduite et offrira à la force dans sa forme actuelle les capacités qui résulteront des essais sur les FCS. La phase de conception et de développement du système permettra au directeur du projet de rendre une décision en 2012, d'offrir une capacité opérationnelle initiale en 2014 et la capacité opérationnelle complète d'une UA constituée d'une ECB équipée du FCS en 2016.

Le programme des FCS a connu une année charnière très fructueuse l'an dernier. L'Armée de terre, l'ICS et l'ensemble des PFE ont atteint les objectifs fixés pour 2005. Durant cette même période, ils ont poursuivi l'ingénierie du système de systèmes, le développement des composantes et des logiciels et l'élaboration des besoins en plus d'apporter les modifications au programme mentionnées précédemment. Ces travaux ont permis de franchir avec succès les étapes de l'examen du programme du secrétaire à la Défense et de l'étude fonctionnelle du système de systèmes qui ont eu lieu en



août et qui établissaient la base des fonctions du programme.

L'année qui vient posera des défis encore plus importants : examens fonctionnels des systèmes; examen du concept initial du système des systèmes; début de la phase I d'intégration, y compris l'élaboration de prototypes du matériel et le développement de logiciels, la livraison, l'intégration et les essais; amélioration des technologies; et essais initiaux. En bout de ligne, le programme offrira une capacité intégrée au soldat du 21^e siècle par le biais d'un processus d'acquisition plus rapide et plus économique que le processus actuel d'acquisition de systèmes distincts, qui permettra à la force interarmées de disposer de capacités essentielles qui lui assureront la domination dans tout le spectre des opérations militaires.

 ARTICLES D'ARMÉES ÉTRANGÈRE

Irak : Dispositifs explosifs de circonstance – contexte social
Montgomery McFate, J.D., Ph.D.

Etats Unis: [Military Review](#), mai-juin 2005, pages 37 à 40

Montgomery McFate, J.D., Ph.D. travaille à l'Office of Naval Research à Arlington, en Virginie, dans le cadre du programme de bourse « Defense Policy Fellowship » de l'American Association for the Advancement of Science. Elle a obtenu un baccalauréat (B.A.) à l'University of California, à Berkeley, une maîtrise (M.S.) et un doctorat (Ph.D.) à Yale et un doctorat (J.D.) à la faculté de droit de Harvard.

Les dispositifs explosifs de circonstance (DEC) comptent parmi les armes les plus létales auxquelles sont confrontées les forces de coalition en Irak. Il est par conséquent essentiel, quoique extrêmement difficile, de neutraliser leur utilisation par les insurgés. Jusqu'ici, les services de sciences et technologie des Forces américaines se sont appliqués à élaborer des solutions techniques à la menace DEC. Toutefois, les DEC sont un produit de l'ingéniosité humaine et de l'organisation sociale. Si nous comprenons le contexte social qui entoure leur conception, leur fabrication et leur utilisation, nous serons plus aptes à les contrer. Comme l'a fait remarquer Joseph Votel, Brigadier-général de l'armée américaine et chef du groupe de travail interarmées sur les DEC au Pentagone, les commandants devraient s'inquiéter moins de la bombe que de son concepteur.¹

Se concentrer ainsi sur les concepteurs de DEC plutôt que sur la technologie en tant que telle implique un réexamen de l'environnement social dans lequel les bombes sont conçues, fabriquées, distribuées et utilisées. Un tel changement d'éclairage exige une bonne compréhension des quatre éléments qui rendent possible l'utilisation des DEC en Irak : la connaissance, l'organisation, le matériel et la population.

Connaissance. Les DEC qui tuent des Américains en Irak n'ont pas été importés : ils ont été conçus sous le régime de Saddam Hussein. Les spécialistes en fabrication de bombes parmi les insurgés sont pour la plupart d'anciens membres du service de renseignement irakien (SRI), le Mukhabarat.²

L'unité du SRI appelée M-21 (connue aussi sous le nom de Projet Al-Ghafiqi) dirigeait un laboratoire de conception de DEC. La fabrication de bombes dans l'unité M-21 était une activité collective : « Les dispositifs explosifs n'étaient pas l'œuvre d'une seule personne... La conception d'un dispositif explosif de circonstance commençait dans le département de chimie, qui en développait les matériaux explosifs. Le département d'électronique concevait la minuterie et le câblage du DEC, et le département de mécanique produisait l'allumeur et mettait au point le DEC. »³ [traduction libre] L'unité M-21 inventa un certain nombre de moyens astucieux pour dissimuler les explosifs, notamment dans des livres, des portefeuilles, des ceintures, des vestes, des cannettes, des sièges de voiture, des tapis et des boîtes de mouchoirs.⁴ L'unité élaborait aussi des manuels traitant de la conduite d'embuscades sur les routes à l'aide de DEC; de la fabrication de DEC à partir d'explosifs brisants conventionnels et de munitions militaires; et des techniques les plus efficaces de prise de convoi par le camouflage d'un DEC.⁵ C'est en grande partie grâce à l'unité M-21 du SRI que les insurgés irakiens sont si versés dans la fabrication de DEC. C'est elle qui a fourni « le plan directeur du modèle d'insurrection d'après-guerre auquel sont aujourd'hui confrontés les États-Unis en Irak ».⁶ [traduction libre]

Depuis septembre 2003, les DEC ont gagné en sophistication : utilisés d'abord pour de simples attentats suicide, ils sont devenus des dispositifs télécommandés, placés dans des véhicules ou montés en série et déclenchés à partir d'un fil-



piège.⁷ Une complexification technologique aussi rapide révèle l'injection d'un savoir-faire « expert » dans le processus de fabrication et de déploiement des DEC. La sophistication croissante des DEC au fil du temps indique aussi que leur conception et leur fabrication constituent désormais des fonctions spécialisées plutôt que dispersées au sein du mouvement d'insurrection.

La spécialisation fonctionnelle de la fabrication et de la mise en place des DEC indique qu'il existe relativement peu d'experts en fabrication de bombes. En effet, l'Armée britannique pense que les insurgés n'ont qu'un petit nombre d'experts qui prennent part à la conception et à la production en série des DEC.⁸ Le Général Martin Dempsey, commandant de la 1st Armored Division du V Corps, corrobore cette opinion : « Je pense qu'il y a centralisation de la planification, de la formation et de l'approvisionnement en ce qui concerne les dispositifs explosifs de circonstance. »⁹

Si la conception de bombes est une fonction spécialisée, les forces de coalition peuvent essentiellement en tirer parti de deux manières. D'une part, si les concepteurs de bombes sont capturés ou tués, leur expertise s'éteint avec eux. Bien que les manuels puissent être formateurs, des instructions écrites ne peuvent que difficilement reproduire la connaissance acquise à la faveur d'années d'expérience. Par conséquent, éliminer les concepteurs de bombes affaiblirait la capacité des insurgés à produire ces dernières à grande échelle. D'autre part, du fait de la spécialisation fonctionnelle, ceux qui élaborent, transportent et déclenchent les bombes s'avèrent tributaires de ceux qui les construisent. Bien que les insurgés soient organisés en cellules, plusieurs membres de chaque cellule doivent connaître l'identité du concepteur de la bombe en cas de décès de l'un d'entre eux. Ainsi, multiples sont les « clients » qui, au sein du réseau, connaissent l'identité du concepteur.

Découvrir l'identité des concepteurs de bombes devrait donc constituer la priorité absolue, et le meilleur moyen d'y parvenir consiste à recueillir le renseignement auprès de leurs clients. Aussi faudrait-il, dans la mesure du possible, capturer les membres de cellules plutôt que les tuer.

Organisation. Le déploiement des DEC dépend également de l'existence d'une organisation consacrée à cette tâche. D'après une analyse du groupe de travail interarmées sur le renseignement, les officiers irakiens du Service des opérations spéciales et de l'antiterrorisme (connu aussi sous le nom de M-14) ont la responsabilité de planifier les attentats DEC.¹⁰ Tandis que des opérations de combat majeures sévissaient encore en Irak, des membres du M-14 se dispersaient à travers le pays pour prendre la tête d'une insurrection. Le contrôle de l'opération était peu centralisé afin que les cellules puissent demeurer viables même si le commandant venait à être capturé ou tué.

Des sources militaires britanniques ont confirmé que l'insurrection était structurée en cellules extrêmement organisées agissant en petits groupes.¹¹ En général, chaque cellule comporte différents membres spécialisés dans des tâches distinctes. Par exemple, un groupe d'insurgés se composait de deux chefs, quatre adjoints et trente membres. Par activité, la structure était la suivante : deux financiers; deux cellules responsables des voitures piégées; un assassin; des équipes de tir de mortier et de lance-roquettes; et d'autres équipes responsables des bombes et des embuscades sur les chemins.¹² Les membres des cellules d'insurgés travaillent de façon occasionnelle et se fondent dans la population civile une fois les opérations terminées.

Bien que certains combattants viennent de l'étranger, la majorité des insurgés sont des irakiens liés entre eux ainsi qu'à la population générale par des relations et des réseaux sociaux. Le réseau social le plus important en Irak est la tribu. La plupart des Irakiens appartiennent à l'une des 150 grandes tribus, elles-mêmes subdivisées en quelque 2 000 clans plus petits. Le clan le plus grand regroupe plus d'un million de personnes; le plus petit, quelques milliers.¹³

Après l'effondrement économique de l'Irak au lendemain de la guerre du Golfe persique, le réseau tribal sunnite devint la cheville ouvrière du régime de Saddam Hussein, ses membres assumant toutes les responsabilités, depuis les fonctions de sécurité jusqu'à la collecte des ordures.¹⁴ Humiliés pendant l'Opération Iraqi Freedom, éloignés des postes d'influence à cause de la « dé-ba'athification » et ayant perdu leurs fonctions prestigieuses au sein des forces armées et de l'appareil de sécurité interne, les membres des tribus sunnites sont devenus le pilier de l'insurrection.¹⁵ Les tribus fournissent argent, effectifs, renseignement et assistance pour les fuites et les évasions post-attentat.¹⁶

Comment localiser des insurgés dans un réseau tribal? L'analyse des réseaux sociaux (ARS) nous offre des outils précieux pour comprendre l'organisation tribale et les liens qui unissent tribus et insurgés. Cette méthode d'analyse consiste à représenter sur carte et à mesurer les relations et les contacts entre personnes, groupes, organisations et



réseaux informatiques ou autres entités... Elle s'est avérée éminemment efficace lors de la capture de Saddam Hussein. Le 104th Military Intelligence Battalion a mis au point un programme d'analyse des réseaux sociaux appelé « Mongo Link » pour retracer les relations personnelles à l'aide de données fournies par les informateurs irakiens, les patrouilles militaires, l'interception électronique et un vaste éventail d'autres sources. L'un des 62 500 liens menait tout droit à Saddam.¹⁷

Les ressources d'ARS comme celles qui sont en cours de développement à l'*Office of Naval Research* montrent comment perturber au maximum un réseau en intervenant au niveau de ses acteurs clés et comment propager au mieux idées, désinformation et matériel en ciblant les acteurs clés. Par l'usage de données relatives aux membres du SRI et à leurs relations personnelles au sein du réseau tribal irakien, l'ARS est en mesure de décrire les réseaux terroristes, d'anticiper leurs actions, de prédire leurs cibles et de priver les insurgés de leur liberté d'action.

Matériel. La capacité des insurgés à fabriquer des DEC repose sur la disponibilité du matériel de fabrication de bombes, en particulier les explosifs. La grande disponibilité des explosifs en Irak signifie que les insurgés auront encore les ressources matérielles nécessaires à la fabrication de DEC pendant maintes années. Actuellement, environ 80 tonnes de puissants explosifs conventionnels (principalement HMX et RDX) ont disparu de l'ancienne base militaire irakienne d'Al-Qaqa. Ces explosifs pourraient produire des bombes suffisamment puissantes pour détruire des avions ou dévaster des constructions, et ils sont probablement déjà aux mains des insurgés.¹⁸ Le directeur de l'unité de police irakienne responsable du désamorçage des DEC et des enquêtes à ce sujet remarque : « L'une des erreurs fatales de la coalition fut de permettre aux terroristes d'entrer dans les dépôts de l'armée... Les terroristes se sont emparés de tous les explosifs dont ils pourraient avoir besoin à l'avenir. »¹⁹ [traduction libre]

Parce que l'insurrection est liée au système tribal sunnite, il est probable que certains cheiks sachent exactement où ces explosifs sont entreposés. Les cheiks sont vulnérables sur deux plans : leur amour de l'honneur et leur amour de l'argent. Bien que nous ne puissions les contraindre à divulguer l'emplacement des explosifs en appelant à leur honneur, puisqu'ils nous considèrent comme des ennemis infidèles, ils sont sensibles aux récompenses financières. En Irak, il y a un vieil adage selon lequel on ne peut acheter une tribu mais on peut certainement en retenir les services.²⁰

La possibilité d'acquiescer la loyauté d'une tribu est une facette du système de népotisme en Irak. Les personnes influentes dispensent richesses et récompenses à leurs subalternes. Les cheiks, qui se trouvent à l'avant-dernier échelon du système de népotisme, ont la responsabilité sociale de distribuer des fonds aux sous-cheiks, qui à leur tour répartissent ces ressources parmi les membres de la tribu. Ainsi, les cheiks ont toujours besoin d'argent pour s'assurer la loyauté des sous-cheiks. Les forces de coalition devraient exploiter ce système de népotisme pour acheter une loyauté tribale temporaire; ce faisant, ils devraient toutefois veiller à ne pas offrir l'argent en tant que « récompense » pour la divulgation de l'emplacement des explosifs, mais comme une démonstration de bonne foi envers le cheik et un humble appel à l'aide.

Population. L'insurrection nécessite deux types de soutien de la part de la population civile : actif et passif. Les civils offrent un soutien actif en transportant, mettant en place et déclenchant les bombes. Les insurgés obtiennent la coopération des civils par la coercition, les menaces et les récompenses pécuniaires. Les civils offrent un soutien passif en permettant aux insurgés de fuir et de « disparaître » dans la population générale. En cela, l'insurrection a un avantage, car les dignitaires de ce qui reste des services de renseignement et de sécurité de Saddam savent quelles personnes leur sont loyales, où elles vivent et qui elles fréquentent.²¹

Même quand les Irakiens n'approuvent pas les objectifs ou les méthodes de l'insurrection, la crainte que les insurgés s'en prennent à eux les décourage de soutenir le gouvernement intérimaire irakien. La clé de la victoire contre l'insurrection est de séparer les insurgés du reste de la population. Dans les termes de Mao Tsé-Toung, « Le peuple est eau, l'Armée rouge est poisson; sans eau, le poisson périra. »²² [traduction libre] Séparer les insurgés de la population qui les soutient implique de fournir sécurité économique, sociale et policière à la population civile, de s'attirer sa confiance, notamment en tissant des liens à long terme avec elle, et de lui enlever toute motivation à rejoindre les rangs des insurgés ou à les soutenir.

Notes explicatives

1. Stephen J. Hedges, « U.S. battles low-tech threat », Iraq.net. Internet : < www.washingtontimes.com/national/20041008-123148-3363r.htm > (consulté le 25 octobre 2004).



2. Rowan Scarborough, « Saddam's spies had grip on Iraq », *Washington Times*, 8 octobre 2004.
3. Charles Duelfer, « Comprehensive Report of the Special Advisor to the DCI [Director of Central Intelligence] on Iraq's WMD [weapons of mass destruction] ». Internet : < www.cia.gov/cia/reports/iraq_wmd_2004/index.html > (consulté le 6 octobre 2004).
4. Idem.
5. Scott Ritter, « Defining the Resistance in Iraq – It's not Foreign and It's Well Prepared », *Christian Science Monitor*, 10 novembre 2003.
6. Idem.
7. Centurion Risk Assessment Services, « Iraq Security Report ». Internet : < www.militaryreporters.org/centurion9-18-03.html > (consulté le 18 septembre 2003); James A. Capobianco, « IEDs: Enemy Steps Up Attacks Using Explosive Devices », *Infantry Magazine* (hiver 2003).
8. Tim Ripley, « The Insurgency Threat in Southern Iraq », *Jane's*, 20 février 2004. Quatre différents types de DEC ont été identifiés à ce jour, y compris des dispositifs à déclenchement mécanique; des dispositifs magnétiques pour dessous de véhicules; et des dispositifs pour les routes actionnés électroniquement et contrôlés par radio.
9. Brigadier-général Martin Dempsey, 1st Armored Division, V Corps, briefing sur les opérations en Irak. Internet : < www.vcorps.army.mil/news/2004/jan5_brief.htm > (consulté le 4 février 2005).
10. Thom Shanker, « Saddam's Secret Service Planned for Insurgency, Pentagon Finds », *New York Times*, 29 avril 2004.
11. Ripley.
12. Associated Press, « Iraq Insurgency Larger than Thought », *USA Today*. Internet : < www.usatoday.com/news/world/iraq/2004-07-08-insurgency-count_x.htm > (consulté le 8 juillet 2004).
13. Neil MacFarquhar, « In Iraq's Tribes, U.S. Faces a Wild Card », *New York Times*, 7 janvier 2003.
14. Faleh al Jabar, « How Saddam keeps power in Iraq », *Le Monde Diplomatique* (octobre 2002).
15. Amatzia Baram, « Victory in Iraq, One Tribe at a Time », *New York Times*, 28 octobre 2003.
16. Paul McGeough, « Inside the Resistance », *Sydney Morning Herald*, 16 août 2003.
17. Farnaz Fassih, « Two Novice Gumshoes Charted The Capture Of Saddam Hussein », *Wall Street Journal*, 18 décembre 2003.
18. James Glanz, William J. Broad, and David E. Sang, « Huge Cache of Explosives Vanished from Site in Iraq », *New York Times*, 25 octobre 2004.
19. Patrick Kerkstra, « Shadowy Insurgency in Iraq is Built on Homemade Bombs », *Philadelphia Inquirer*, 28 octobre 2004.
20. Baram.
21. Ritter. Ritter raconte : « Nous fûmes glacés d'effroi lorsque nous entrâmes dans une salle de la taille d'un gymnase et vîmes qu'une gigantesque carte des environs était peinte sur le sol. Des piles de bacs « arrivée » jonchaient les rues, chaque pile représentant une maison ou un immeuble résidentiel. Un immeuble de trois étages, par exemple, était représenté par trois plateaux superposés; chaque plateau contenait des dossiers sur chaque citoyen qui habitait cet étage. Il existait des unités similaires dans d'autres quartiers, y compris ceux qui étaient considérés comme 'anti-régime'. » [traduction libre]
22. Mao Tsé-Toung, tiré de David Clark, « To explain is not to excuse », *The Guardian*, 21 septembre 2001. Internet : < www.guardian.co.uk/wtccrash/0,1300,555444,00.html > (consulté le 4 février 2005).

ARTICLES D'ARMÉES ÉTRANGÈRE

Pratiques exemplaires en matière de contre-insurrection**Kalev I. Sepp, Ph.D.**États Unis: [Military Review](#), mai-juin 2005, pages 8 à 12

Kalev I. Sepp est professeur adjoint au Department of Defense Analysis de la Naval Postgraduate School, à Monterey, en Californie. Il est titulaire d'un baccalauréat (B.A.) de The Citadel, d'une maîtrise (M.M.A.S.) de l'U.S. Army Command and General Staff College et d'un doctorat (Ph.D.) de l'Université Harvard. Pendant son service militaire, il a occupé différents postes de commandement et d'état-major aux États-Unis, en Amérique latine, en Corée et en Allemagne. Il a récemment occupé un poste au sein de la Force multinationale en Iraq à Bagdad. Il est le co-auteur de « Weapon of Choice: Army Special Operations Forces in Afghanistan », une étude officielle de l'U.S. Army portant sur les six premiers mois de la guerre en Afghanistan.

Il est de mise chez certains d'affirmer que les problèmes en Asie du Sud-Est sont principalement d'ordre politique et économique plutôt que militaire. Je ne suis pas d'accord. Le problème du Vietnam est essentiellement militaire.[traduction]

—Général Earle Wheeler, 1962¹

L'étude des rébellions survenues au cours des cent dernières années permet de cibler les « pratiques exemplaires » en matière de contre-insurrection. L'analyse historique nous aide à comprendre la nature des rébellions et les points communs au fil des années dans des environnements culturels, politiques et géographiques divers. Bien que cela ne permette pas d'établir une solution applicable à toutes les guerres civiles et rébellions, la somme des expériences étudiées, mise en application de façon judicieuse et adéquate, pourrait aider à vaincre les forces rebelles en Iraq.

Sur tous les continents, des pays ont été le théâtre de rébellions ou sont intervenus dans le cadre de telles insurrections. Sans tenir compte des coups militaires et des guerres civiles territoriales, dix-sept rébellions peuvent faire l'objet d'une



analyse approfondie et trente six autres se prêtent à une analyse partielle. L'étude de ces rébellions révèle quelles mesures de contre-insurrection se sont avérées efficaces et quelles mesures se sont soldées par un échec. Une victoire stratégique ne valide pas automatiquement les méthodes opérationnelles et tactiques employées par le vainqueur et ne fait pas de ces dernières des méthodes universelles, comme en font foi la défaite des Américains au Vietnam et leur victoire en El Salvador. Les deux cas ont illustré la pertinence du dicton selon lequel « on apprend davantage de ses erreurs que de ses succès ». Une fois toutes les mesures de contre-insurrection utilisées au cours du dernier siècle rassemblées et résumées, on obtient un plan de contre-insurrection applicable aujourd'hui en Iraq.

Pratiques opérationnelles efficaces. Lors d'un conflit, tout plan ou toute opération militaire doit être axée sur le centre de gravité — la population du pays et sa foi en son gouvernement ainsi que le soutien qu'elle lui apporte. Les efforts du gouvernement doivent avoir pour but de séduire la population et d'en gagner la faveur². Comme il s'agit d'un objectif politique, ces efforts doivent venir des leaders politiques du pays. Le président colombien Alvaro Uribe a appliqué cette méthode et a obtenu le soutien général de la population dans sa lutte contre les Forces armées révolutionnaires de Colombie et les narcoterroristes de l'Armée nationale de libération. Son gouvernement mine progressivement le contrôle des rebelles dans les zones habituellement sous leur contrôle et il menace leurs modes de financement et de recrutement³.

Droits de l'homme. La sécurité de la population répond à un besoin fondamental, au même titre que la nourriture, l'eau, l'abri, les soins de santé et un moyen de subsistance. Il s'agit de droits de l'homme, tout comme la liberté de culte, l'accès à l'éducation et l'égalité des femmes et des hommes⁴. Le non-respect de ces droits fondamentaux par le gouvernement est souvent à l'origine de l'échec des mesures de contre-insurrection et même à l'origine des insurrections mêmes, comme à Kuomintang, en Chine; en Indochine; à Cuba du temps de Batista; au Nicaragua du temps de Somoza; et en Afghanistan pendant l'occupation soviétique, entre autres. Si un gouvernement veut détourner l'attention de la population des insurgés et de leurs promesses, il doit absolument reconnaître et respecter ces droits.

Dans les années 50, pendant l'état d'urgence en Malaisie, le haut-commissaire britannique Sir Gerald Templer — un antiraciste avoué — a lutté pour l'égalité sociale et politique de tous les Malaisiens. Il a accordé la citoyenneté malaisienne en masse à plus d'un million d'Indiens et de Chinois; a exigé des Britanniques qu'ils s'inscrivent comme citoyens malaisiens; a accru le rôle des femmes sur la place publique; a construit des écoles, des cliniques et des postes de police; a amené l'électricité dans les milieux ruraux, a augmenté de 700 pour cent le nombre de policiers et de militaires; et a armé les gardes de la milice afin qu'ils soient en mesure de protéger leurs propres collectivités. Dans un tel contexte, le terrorisme des rebelles n'a eu pour effet que d'inciter la population à s'éloigner des insurgés pour se rapprocher du gouvernement⁵.

Maintien de l'ordre. Les opérations de renseignement qui visent à cerner les insurgés pour ensuite les arrêter et les poursuivre en justice constituent la principale mesure permettant de protéger une population contre les menaces à sa sécurité. De solides forces policières dont les membres sont honnêtes et qualifiés, et qui, responsables de la sécurité, peuvent se charger de recueillir les informations au niveau de la collectivité. Traditionnellement, pour jouir de solides forces policières en temps de guerre, il faut un ratio de 20 policiers et auxiliaires pour 1 000 civils⁶.

Il faut également disposer d'un système judiciaire actif et non corrompu qui appuie le travail de la police. Au cours d'une insurrection urbaine majeure de 1968 à 1973, le gouvernement vénézuélien a nommé le chef du renseignement militaire au poste de chef de police supérieur à Caracas. Ce dernier a centralisé le commandement de l'ensemble des forces policières vénézuéliennes et les a réorganisées, reformées et réformées. Ces dernières ont combattu et finalement vaincu les terroristes⁷.

Au besoin, des forces militaires et paramilitaires peuvent venir en aide à la police pour assurer le maintien de l'ordre. De 1968 à 1972, la police et les services de renseignement vietnamiens, avec le soutien des forces militaires, ont procédé au projet Phung Hoang, arrêtant et instruisant en justice plus de 18 000 membres de l'infrastructure de commandement et de renseignement nationale Viet Cong⁸.

Contrôle sur la population. Les insurgés se fient à la population pour se cacher, pour obtenir de quoi subsister et pour recruter de nouveaux combattants. Ils doivent donc être isolés de la population par tous les moyens possibles. Parmi les moyens les plus efficaces se trouvent des mesures de contrôle des mouvements de la population tels que les postes de contrôle pour la population et les véhicules ainsi que les cartes d'identité nationales. En Malaisie, devant l'obligation



d'avoir en sa possession une carte D (D. Card) avec photo et empreinte de pouce, les communistes ont dû abandonner leur stratégie politico-militaire initiale en trois étapes, ce qui a entraîné des querelles internes entre les leaders quant à la façon de réagir à cette mesure efficace de contrôle de la population⁹.

Processus politique. Les campagnes d'information permettent d'expliquer à la population ce qu'elle peut faire pour aider le gouvernement à la protéger contre les insurgés terroristes; elles encouragent la population à jouer un rôle actif dans le processus politique en votant lors des élections locales et nationales et elles permettent de convaincre les insurgés que la meilleure façon d'atteindre leurs objectifs personnels et d'éviter le risque d'emprisonnement ou de peine de mort est de réintégrer la population par l'entremise de l'amnistie, de la réhabilitation ou tout simplement en cessant les combats. La branche de la guerre psychologique du gouvernement philippin a été en mesure de cibler ses messages sur des villages précis et des bandes de guérilleros Huk parce qu'au sein de ses employés, il comptait des habitants de ces villages et des insurgés réhabilités¹⁰.

Après que la police et les forces d'appui aient réussi à assurer la sécurité d'un voisinage, d'un village, d'un comté ou d'une infrastructure et à éliminer toute activité des insurgés terroristes, le gouvernement peut mettre à profit des ressources lui permettant de rendre sûre une zone adjacente et d'ainsi agrandir la zone sécuritaire une fois toute activité des rebelles éliminée. En Malaisie, le gouvernement a classé les zones (sécuritaire, contestée, ennemie) et leur a attribué un code de couleurs, soit respectivement blanc, gris et noir (un code calqué sur celui des rebelles) et a promis des récompenses pour les services et l'aide de toute personne prenant part à l'expulsion des rebelles dans une zone. Il était dans l'intérêt de la population d'atteindre le statut de « zone blanche », avec tous les avantages que cela représente pour le gouvernement¹¹.

Guerre anti-insurrectionnelle. Des forces militaires alliées et des équipes consultatives, organisées de façon à aider les forces policières et combattre des insurgés, peuvent assurer la sécurité jusqu'à ce que les forces de sécurité nationales soient en mesure de prendre le relais sans l'aide de forces alliées. Au sein des *U.S. Armed Forces*, seules les Forces spéciales (FS) sont expressément organisées et entraînées pour la guerre anti-insurrectionnelle et pour conseiller les forces nationales. Au cours de la guerre civile en El Salvador, qui a duré douze ans, 25 conseillers des FS et 30 conseillers d'état-major ont été les principaux artisans de l'instruction donnée aux 50 000 soldats de l'armée salvadorienne qui ont combattu les insurgés et les ont acculés au pied du mur, les forçant à accepter une conclusion négociée à la guerre. En Afghanistan post-Talibans, des détachements des FS ont dirigé les opérations de groupes de centaines de combattants des forces régulières et paramilitaires. Les régiments du *Special Air Service* de la Grande-Bretagne et de l'Australie ont également agi ainsi comme en font foi leurs longues relations avec les leaders et les soldats des unités des forces nationales qu'ils ont formés¹².

Les forces du gouvernement, en patrouillant constamment, établissent une présence officielle qui accroît la sécurité et suscite la confiance en le gouvernement. Patrouiller est une pratique fondamentale des forces policières et, au cours des cent dernières années, toutes les mesures de contre-insurrection efficaces ont fait appel à ce principe de sécurité. D'autres mesures, plus innovatrices, ont également été utilisées contre les insurgés, telle que l'infiltration des bandes Mau-Mau au Kenya par des « pseudo-bandes » formées par les Britanniques dont les membres se faisaient passer pour des collaborateurs, tactique qui fut également employée par la « Force X » philippine contre les guérilleros Huk¹³.

Protection des frontières. Les mouvements frontaliers doivent être contrôlés afin d'empêcher les terroristes de trouver refuge à l'extérieur du pays et pour assurer la souveraineté de ce dernier. Les unités d'intervention rapide de la police et des forces militaires peuvent réagir aux attaques majeures des insurgés ou faire échouer ces dernières. Les unités de mission spéciale peuvent procéder à des actions directes afin de libérer des otages et certains soldats d'infanterie peuvent procéder à des raids. Pour bloquer l'accès aux bases du Front de libération nationale en Tunisie, les Français ont construit une barrière de 320 kilomètres le long de la frontière est de l'Algérie et des soldats hélicoptères ont attaqué les guérilleros qui tentaient de franchir cette barrière. La ligne Morice a permis de mettre un terme à l'infiltration de rebelles¹⁴.

Pouvoir exécutif. Un état d'urgence exige qu'au sein du gouvernement, il n'y ait qu'une seule personne détenant le plein pouvoir exécutif afin d'être en mesure de diriger et de coordonner les efforts de contre-insurrection. Le partage des pouvoirs entre différents organes politiques, bien qu'approprié et nécessaire en temps de paix, peut s'avérer problématique en temps de guerre et, au niveau de la coordination, présenter des lacunes dont les insurgés peuvent tirer profit. Par exemple, une personne — un fonctionnaire civil ayant le statut de secrétaire d'État — est responsable de toutes les activités militaires et politiques du gouvernement britannique en Irlande du Nord. Autre exemple : en 1992,



lorsque le Pérou était sur le point de tomber aux mains du groupe de rebelles Sendero Luminoso, le président Alberto Fujimori, récemment élu, s'est accordé exceptionnellement le plein pouvoir exécutif pour combattre les terroristes. Jouissant d'un appui populaire massif, Fujimori a uni tous les efforts de contre-insurrection et en trois ans, a éliminé les Maoïstes. En 1997, il a réussi à enrayer un autre groupe de rebelles violent¹⁵.

Comme la guerre civile exige un leadership exceptionnel, le leader en poste doit être dynamique et innovateur. Afin d'assurer un succès à long terme, ce leader doit rester en poste une fois l'insurrection matée, pendant que les conseillers continuent à guider le gouvernement et ses organismes vers l'indépendance. Ramon Magsaysay, ministre de la défense civile des Philippines pendant l'insurrection des Hukbalahap, était bien connu pour son charisme, son optimisme et sa persévérance. Le conseiller américain qui l'accompagnait, le Major-général Edward Lansdale, tout aussi inspirant et énergique que le ministre, est resté dans l'ombre tout au long de la guerre. Les personnalités de Magsaysay et de Lansdale ont contribué autant au succès des mesures de contre-insurrection philippines que les programmes qu'ils ont mis sur pied¹⁶. Les conseillers américains James A. Van Fleet en Grèce et Mark Hamilton en El Salvador ont aussi grandement aidé à mettre fin aux guerres sévissant dans ces pays¹⁷.

Pratiques opérationnelles. Les mesures de contre-insurrection qui se sont soldées par un échec cachent bien souvent des pratiques opérationnelles inefficaces. L'intervention des Américains au Vietnam et l'occupation de l'Afghanistan par les Soviétiques sont deux exemples de telles pratiques. Au début de ces guerres, lors des périodes critiques, ce sont les états-majors militaires plutôt que les gouvernements civils qui ont dirigé les opérations, qui consistaient principalement en des balayages effectués par des unités de grande taille qui ont libéré des collectivités et des terrains pour ensuite les abandonner. La priorité était de tuer et de capturer les combattants ennemis plutôt que de solliciter la participation de la population¹⁸. Notamment, les Américains et les Soviétiques ont eu recours massivement au tir d'artillerie et au tir aérien dans le but de vaincre les forces ennemies en réduisant leurs effectifs jusqu'à ce que ces forces s'effondrent, objectif qui ne fut jamais atteint¹⁹.

Les forces armées nationales, bien que combattant dans leur propre pays et étant plus nombreuses que les forces étrangères, étaient néanmoins sous le contrôle de ces dernières. Les forces conventionnelles formaient les forces nationales à leur image — ce qui a donné de piètres résultats²⁰. Les forces d'opérations spéciales affectaient la majorité de leurs unités à des raids et des missions de reconnaissance, obtenant de bons résultats, quoique limités. Les Américains ont marginalisé davantage leurs Forces spéciales en les affectant, par souci d'économie des forces, dans l'arrière-pays peu peuplé²¹. De son côté, Spetznaziki a erré à sa guise dans les montagnes de l'Afghanistan mais sans grand succès.

Au Vietnam, le leadership du gouvernement de Saïgon était mal établi. Le leadership était divisé entre les différents intervenant alliés, soit l'ambassadeur américain, le chef local de la CIA et le commandant militaire supérieur américain²². L'impatience, sous le couvert de l'agressivité et de « l'obsession de l'offensive », a amené les Américains à mettre en application les mesures de contre-insurrection employées dans le cadre des conflits en Grèce et en Malaisie, mais sans tenir compte des différences de terrain et de population. Les Américains ont également omis de tirer des leçons de l'expérience française en Indochine, notamment de l'inefficacité générale des opérations de grandes unités²³. Quelques années plus tard, les Soviétiques n'ont pas tenu compte de l'expérience américaine au Vietnam lorsque leur occupation du territoire afghan s'est prolongée. Le commandement soviétique en Afghanistan était unifié, mais totalement militaire, et le gouvernement afghan qu'ils mirent en place n'a été créé que pour la forme²⁴.

Le désengagement d'un endroit où les forces rebelles n'ont pas été complètement éliminées peut condamner le gouvernement du pays à l'échec. Lorsque les États-Unis et l'Union soviétique ont désengagé leurs forces du Vietnam et de l'Afghanistan, les gouvernements de ces pays n'étaient pas suffisamment solides ni compétents pour gouverner sans une aide étrangère importante. Après la chute du régime soviétique de Moscou, les Talibans ont rapidement déposé le gouvernement fantoche en poste à Kaboul. Au Vietnam, le Congrès américain a rapidement mis un frein à l'aide militaire une fois le désengagement des troupes américaines terminé. Sans autre soutien, le Sud-Vietnam, vulnérable, fut envahit par le Nord-Vietnam et son gouvernement fut dissous²⁵.

Avec le temps, les Américains ont amélioré leurs mesures de contre-insurrection au Vietnam, ce qui a donné lieu à des efforts combinés et interorganisationnels viables tels que le *Civil Operations and Revolutionary Development Support* (CORDS) dirigé par les Vietnamiens, les *Vietnamese Civilian Irregular Defense Groups and Provisional Reconnaissance Units*; les *U.S. Marine Corps Combined Action Platoons*; et l'emploi et la formation de conseiller militaires américains. Ces



mesures, de même que d'autres programmes dirigés par les Vietnamiens, sont arrivées trop tard pour contrer « l'américanisation » précoce des mesures de contre-insurrection et la stratégie initiale à fort caractère militaire axée sur les forces ennemies plutôt que sur la population vietnamienne et leur gouvernement²⁶.

Il est encore possible pour les Iraquiens et les gouvernements de la coalition d'adopter les mesures de contre-insurrection qui ont fait leurs preuves dans le passé et d'abandonner celles qui sont vouées à l'échec. Tout plan de campagne pour contrer l'insurrection en Iraq devrait non seulement être soumis aux analyses habituelles, mais également faire l'objet d'un examen historique.

Notes explicatives

1. Gén Earle W. Wheeler, conférence donnée à la Fordham University, cité dans Roger Hilsman, *To Move a Nation*, Garden City, NY, Doubleday & Co., 1967, p. 426.
2. Le président américain John Adams a prononcé pour la première fois l'expression « séduire la population et en gagner la faveur » en 1818 dans sa rétrospective de la révolution américaine.
3. Présidence de la République/ministère de la Défense, *Política de Defensa y Seguridad Democrática* (Politique sur la défense et sur la sécurité démocratique), Bogota, ministère de la Défense, 2003; Tom Marks, « Colombian Military Support for 'Democratic Security' », document de conférence, National Defense University, 7 janvier 2005. Marks a étudié le détachement unique de Bogotá pendant la guerre dans *Colombian Army Adaptation to FARC Insurgency*, Carlisle, PA, U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, 2002. Voir également Jay Cope, *La Guerra de Colombia: Hacia una Nueva Estrategia* (La guerre colombienne : vers une nouvelle stratégie), Washington, DC, National Defense University Press, 2002.
4. Organisation des Nations Unies, « Déclaration universelle des droits de l'homme », adoptée et proclamée par l'Assemblée générale dans sa décision 217A (III) du 10 décembre 1948.
5. Voir l'analyse du vétéran de la Malaisie, le Brigadier-général Richard Clutterbuck, *The Long Long War*, New York, Praeger, 1965, et l'étude classique de Robert G.K. Thompson, *Defeating Communist Insurgency: The Lessons of Malaya and Vietnam*, New York, Praeger, 1966. Parmi les excellentes sources secondaires, on trouve Anthony Short, *The Communist Insurrection in Malaya*, New York, Crane, Russak & Co., Inc., 1975, et John Cloake, *Templer: Tiger of Malaya*, Londres, Harrap, 1985.
6. Bruce Hoffman, « Insurgency and Counterinsurgency in Iraq » Washington, D.C., RAND Corp., juin 2004.
7. « The Urban Guerrilla » Time, 19 septembre 1969; James Kohl et John Litt, *Urban Guerrilla Warfare in Latin America*, Cambridge, MA, The MIT Press, 1974.
8. La meilleure étude sur ces opérations longtemps ignorées des chercheurs est celle de Mark Moyar intitulée *Phoenix and the Birds of Prey*, Annapolis, MD, Naval Institute Press, 1997.
9. L'ancien insurgé haut gradé Lam Swee a révélé l'existence de ces querelles dans *My Accusation*, Kuala Lumpur, 1951.
10. Les vétérans de la guerre contre les Huk, Napoleon D. Valeriano et Charles T.R. Bohannon ont écrit *Counter-Guerrilla Operations: The Philippine Experience*, New York, Praeger, 1962, juste après que la rébellion ait été matée.
11. L'anthropologue culturel américain Lucian Pye a réalisé sa très réputée étude en Malaisie au plus fort de l'état d'urgence. Voir *Guerrilla Communism in Malaya*, NJ, Princeton University Press, 1956.
12. Pour une étude historique du Special Air Service britannique, voir Tony Geraghty, *Who Dares Wins: The Story of the Special Air Service, 1950-1980*, Londres, Arms and Armour Press, 1980.
13. Sur l'état d'urgence au Kenya, voir *United Kingdom General Headquarters, East Africa, A Handbook on Anti-Mau Mau Operations*, Nairobi, The Government Printer, 1954, et Randall W. Heather, « Intelligence and Counterinsurgency in Kenya, 1952-56 » *Intelligence and National Security* 5, 3, juillet 1990, 5-83. Sur la rébellion Hukbalahap, voir Uldarico S. Baclagon, *Lessons from the Huk Campaign in the Philippines*, Manille, M. Colcol, 1956.
14. Alistair Horne décrit en détail la ligne Morice dans *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1980.
15. David Scott Palmer a partagé un bureau au Pérou avec Abimael Guzman, qui allait devenir le leader des terroristes du Sendero Luminoso. Voir Palmer « Fujipopulism and Peru's Progress » *Current History* 95, février 1996; Sally Bowen, *El expediente Fujimori: Perú y su presidente, 1990-2000* (Le dossier Fujimori : Le Pérou et son président, 1990-2000), Peru Monitor, Lima, 2000; Nancy C. Llach, « Fujimori and his actions are widely endorsed, but Peruvians ultimately want democracy » mémoire de recherche, Office of Research, U.S. Information Agency, Washington, D.C., 1992; Charles D. Kenney, *Fujimori's Coup and the Breakdown of Democracy in Latin America*, IN: University of Notre Dame Press, 2004.
16. L'ouvrage d'Edward G. Lansdale intitulé *In the Midst of Wars: An American's Mission to Southeast Asia*, New York, Harper & Row, 1972, est éclairant, mais intéressé et pas totalement plausible. Lansdale a été baptisé « Colonel Hillendale » par les auteurs (qui ont écrit sous un pseudonyme) William Lederer et Eugene Burdick dans *The Ugly American*, New York, W.W. Norton & Co., Inc., 1958.
17. Dans son autobiographie (écrite par Clay Blair), le Gén Omar Bradley chante les louanges de James A. Van Fleet pour ses réalisations en Grèce. Voir *A General's Life*, New York, Simon & Schuster, 1983. Voir également Paul Braim, *The Will to Win: The Life of General James A. Van Fleet*, Annapolis, MD, Naval Institute Press, 2001. Alors commandant de l'U.S. Southern Command, le Gén George A. Joulwan, comme Bradley, donne le crédit au Col (qui deviendra Mgén) Mark Hamilton pour la conclusion de la guerre en El Salvador. Entrevue par l'auteur, 11 août 1999. Transcription de la collection personnelle de l'auteur et de transcriptions non classées de John A. Pitts, U.S. Southern Command, commandant-chef, Oral Histories, Miami, Florida, 26 décembre 1991.
18. Dans *La Guerre Révolutionnaire*, New York: Praeger, 1961, le soldat français et auteur Roger Trinquier se fait le promoteur d'une approche sans limites de la contre-insurrection, y compris le recours à la torture. Le Gén Jacques Massu, commandant militaire d'Alger pendant l'insurrection, adopte la même vision dans *La Vraie Bataille d'Alger*, Paris, Librairie Plon, 1971. Massu, Trinquier, et autres gens de cette espèce sont à l'honneur dans le roman de Jean Lartéguy intitulé *Les centurions*, Paris, Presses de la Cité, 1960. En utilisant ces méthodes, les Français ont obtenu une victoire tactique, mais un échec stratégique.
19. Sur le Vietnam, comparez l'ouvrage de l'ancien commandant de l'Armée du Nord-Vietnam, le Colonel Bui Tin, *From Enemy to Friend*, traduit par Nguyen Ngoc Bich, Annapolis, MD, Naval Institute Press, 2002, et celui de William C. Westmoreland, *A Soldier Reports*, Garden City, NY, Doubleday, 1976. Sur l'Afghanistan, voir Mohammed Yousaf et Mark Adkin, *The Bear Trap: Afghanistan's Untold Story*, Lahore, Pakistan, Jang, 1992.
20. Colin Powell, qui était Lt à l'époque, raconte son affectation à titre de conseiller au Vietnam dans *My American Journey*, New York, Ballantine, 1996. Une étude définitive de « l'établissement d'une armée » par les É.-U. au cours de cette époque est proposée dans Ronald H. Spector, *Advice and Support: The Early Years of the U.S. Army in Vietnam 1941-1960*, New York, The Free Press, 1985.



21. Francis J. Kelly, *Center for Military History Publication 90-23, U.S. Army Special Forces 1961-1971*, Washington, DC, Department of the Army, 1985.
22. Robert W. Komer, *Bureaucracy Does Its Thing: Institutional Constraints on U.S.-GVN, [Government of Vietnam] Performance in Vietnam*, Santa Monica, CA' RAND, 1972.
23. The Pentagon Papers, *The Defense Department History of United States Decisionmaking on Vietnam*, Boston, Beacon Press, 1971.
24. État-major général russe, *The Soviet-Afghan War: How a Superpower Fought and Lost*, trad et éd. par Lester W. Grau et Michael Gress, Lawrence, University of Kansas Press, 2002.
25. La première et, à ce jour, probablement la meilleure analyse de la défaite de l'armée américaine en Indochine est celle de Andrew F. Krepinevich, Jr., *The Army and Vietnam*, Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press, 1986.
26. William Colby et James McCargar, *Lost Victory*, Chicago, Contemporary Books, 1989; « The Johnson Administration and Pacification in Vietnam: The Robert Komer-William Leonhart Files, 1966-1968 », Vietnam War Research Collections, Lyndon B. Johnson Library, Austin, Texas, University Publications of America, 1993. Le vétéran du Vietnam et universitaire Lewis Sorley examine de près les dernières années du conflit dans *A Better War: The Unexamined Victories and Final Tragedy of America's Last Years in Vietnam*, New York, Harcourt, Inc., 1999.

ARTICLES D'ARMÉES ÉTRANGÈRE

Le rôle du Canada dans le monde : évaluation stratégique de sa puissance militaire**Colonel Joseph R. Nunez**Etats Unis: [Parameters](#), automne 2004, p. 75-93.

Le colonel Joseph Nunez est directeur des études théoriques et des études sur la guerre au Department of National Security and Strategy, US Army War College. Il a commandé des compagnies et des bataillons dans des divisions lourdes et légères respectivement. En 1994, il a servi, lors d'Operation Restore/Uphold Democracy (Haïti) dans la 10th Mountain Division (infanterie légère). Il est diplômé de la St. Lawrence University et détient une maîtrise de l'Université de la Virginie, où il est actuellement candidat au doctorat en relations internationales.

La courtoisie qui existe entre le Canada et les États-Unis témoigne de la vigueur de la paix libérale. Le traité Rush-Bagot de 1818 est toujours en vigueur, et il a été décrit comme « le traité le plus durable et le plus fécond sur le désarmement dans toute l'histoire des relations internationales¹ ». Nous sommes devenus tellement interdépendants qu'il est inconcevable que nos chemins divergent au point que soit menacée notre relation toute particulière. À l'intérieur des Amériques, le Canada est la démocratie avec laquelle nous avons le plus en commun, que ce soit le fait de l'histoire ou des liens de parenté. On peut même dire que le Canada et les États-Unis sont un exemple qui montre comment les valeurs et les intérêts peuvent converger de façon si générale que chacune des parties tient l'autre pour acquise, ce qui fait songer à un vieux couple. Néanmoins, des divergences politiques sont mises en lumière lorsque des administrations qui sont l'expression de conceptions politiques très différentes se font face, comme ce fut le cas de celles du premier ministre Jean Chrétien et du président George Bush. De plus, le Canada se prosterne généralement devant l'autel des Nations Unies alors que les États-Unis se demandent avec scepticisme si l'ONU a la capacité de gérer les problèmes du monde de façon rapide et compétente. En réalité, les deux positions ont leurs imperfections, car l'un des deux États essaie d'utiliser une organisation internationale pour amplifier sa puissance modeste tandis que l'autre est plus pressé d'utiliser son statut de superpuissance pour se dégager des lentes délibérations de l'ONU pour concevoir ses propres moyens de réagir aux menaces à la sécurité.

Une grande cause des divergences de vues est le déséquilibre dans la puissance des deux voisins. Globalement, le Canada est une puissance moyenne – il a l'économie d'une grande puissance et un pouvoir militaire inférieur à celui d'une puissance moyenne. Son voisin est une superpuissance. Cette faiblesse relative amène certains Canadiens à se plaindre de l'hégémonie américaine. Pourtant, cette plainte a souvent plus à voir avec l'influence culturelle qu'avec la domination économique ou politico-militaire. L'économie du Canada continue de croître avec plus de dynamisme que celle de ses partenaires de l'ALENA, proportionnellement à sa population, et le Canada est un grand bénéficiaire du libre-échange – les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Canada.

Les deux pays ont également un partenariat depuis longtemps établi et consacré par des institutions, mais il ne va pas sans difficultés. Les relations en matière de défense sont tendues depuis plus d'une dizaine d'années, mais les fissures de ce partenariat ne sont apparues aux yeux du public qu'au moment des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Pour dire les choses carrément, Ottawa a toléré pendant des années un important déclin de ses forces militaires tandis qu'il continuait d'accepter des missions de maintien de la paix de l'ONU plus nombreuses que ce qu'il pouvait gérer de façon satisfaisante². Le gouvernement de Washington est resté relativement discret au sujet de ce déclin militaire jusqu'à ce que la sécurité intérieure devienne une priorité de la sécurité nationale, impératif lié à la guerre mondiale contre la terreur.



La place du Canada dans le monde. Le problème actuel du Canada dans le monde est lié à sa crise d'identité. Alors qu'il était autrefois un protagoniste important sur la scène mondiale, il doit constater que son influence est aujourd'hui bien moindre. Les observateurs sont prompts à signaler que le Canada consacre peu d'argent à son dispositif militaire, soit moins de 265 \$ par habitant, ce qui le place bon dernier parmi les principaux membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)³. Le Canada ne dépense que 1,1 % de son produit national brut (PNB) pour la défense, ce qui le place sur un pied d'égalité avec le Liechtenstein⁴. Un officier canadien haut gradé a décrit en ces termes le défi que son pays devait relever pour surmonter son handicap géostratégique : « Nous sommes une puissance régionale sans région⁵. » Ottawa conserve une certaine influence dans le monde grâce à son économie dynamique. Les choix que le Canada fera en ce début de XXI^e siècle auront une grande influence sur sa capacité de mettre un terme à ce déclin, notamment en matière de défense, et de retrouver sa force et sa stature dans le système international. Il faut dire que le Canada est en train de réévaluer son orientation en matière de défense, réduisant ses engagements dans les opérations classiques de maintien de la paix et revoyant ses relations en matière de sécurité avec les États-Unis. Les Canadiens se perçoivent comme des gardiens de la paix dans le monde. Cette perception est renforcée par la presse canadienne, elle est illustrée de façon frappante sur la monnaie canadienne et elle trouve un écho dans les conversations courantes. Mais la réalité est différente de cette perception.

Si on considère les statistiques de l'ONU sur les opérations de maintien de la paix, la contribution canadienne aux missions de l'ONU est maintenant plutôt modeste. Parmi les 92 pays qui fournissent des troupes, le Canada se situe au 34^e rang, dans le deuxième tiers. La participation du Canada, qui a seulement 239 soldats déployés, est éclipsée par celle du Pakistan, par exemple, qui en a 5 252 qui prennent part à des missions de l'ONU. Même dans les Amériques, le Canada n'est pas le pays qui contribue le plus. L'Uruguay, l'Argentine et les États-Unis fournissent un personnel plus nombreux pour le maintien de la paix⁶.

Ces 15 dernières années, Ottawa s'est davantage orienté vers l'hémisphère occidental, ce qui est un changement radical par rapport l'eurocentrisme affiché jusque-là. Ce changement s'est amorcé après la Seconde Guerre mondiale, le Canada passant de la sphère britannique à un engagement nord-américain⁷. Une difficulté centrale pour le Canada est de choisir entre deux rôles : ou bien continuer à soutenir une multitude de missions de l'ONU ou affirmer un intérêt plus marqué pour une approche régionale du maintien de la paix et d'autres opérations grâce à la coopération à l'intérieur de l'hémisphère⁸. Une partie de ce questionnement tient à la difficulté avérée de mobiliser des forces suffisantes et bien équipées, sans oublier celle du déploiement et du soutien. Des spécialistes comme Joseph Jockel soutiennent que le pays fait face à des choix difficiles parce que l'orientation du Canada vers le maintien de la paix a entraîné une dégradation notable de sa capacité de combat et notamment de sa capacité de soutenir des opérations militaires au niveau de la brigade⁹. Les débuts de cette orientation vers le maintien de la paix sous l'égide de l'ONU remontent fort loin, c'est-à-dire à l'intervention du Canada dans la crise de Suez. Dans son ouvrage intitulé *Canada's Army: Waging the War and Keeping the Peace*, l'auteur J. L. Granatstein explique le changement d'orientation militaire :

Aux Nations Unies, le 1^{er} novembre [1956], Lester Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, proposait que le Secrétaire général « commence à prendre des dispositions avec les gouvernements de pays membres pour constituer une force des Nations Unies assez importante pour maintenir la paix aux frontières tandis qu'on recherche un règlement politique... Mon propre gouvernement serait heureux de recommander une participation canadienne à semblable force des Nations Unies. » Cette idée de Pearson et le rôle qu'il a joué par la suite dans la création de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) lui ont valu le prix Nobel de la paix en 1957... La crise a touché l'armée d'une autre façon également. D'abord, le prix Nobel de Pearson a fait des Canadiens les plus grands apôtres au monde du maintien de la paix. Dans toutes les crises mondiales qui ont éclaté après 1956, les Canadiens ont exigé que leurs troupes amènent la paix au monde¹⁰.

La logique qui a mené à une réduction du dispositif militaire du Canada est facile à saisir. Sur le plan international, le Canada bénéficie de la sécurité assurée par les États-Unis. Il se comporte ainsi en profiteur et peut financer chichement sa propre défense. L'argent qui n'est pas consacré à la défense sert à payer les programmes de la politique intérieure. Il n'y a sans doute aucun document qui illustre mieux cette orientation que le « discours du Trône » prononcé le 30 septembre 2002. Il esquisse la conception du Canada proposée par celui qui était alors premier ministre, M. Chrétien. Moins de 10 % du texte porte sur la politique internationale, et les questions sont plus nombreuses que les réponses. Le gouvernement s'y engage à « (poursuivre) sa collaboration avec ses alliés pour assurer la protection et la sécurité des Canadiens » et à « œuvrer au sein d'organisations telles que les Nations Unies pour faire en sorte que les règles de droit



international soient respectées et mises en application¹¹ ». Le texte dit vaguement que le Canada « travaillera avec les États-Unis afin de combler nos besoins communs en matière de sécurité¹² ». Enfin, il y a une brève allusion à l'armée :

Face à l'incertitude et à un rythme de changement accéléré, le gouvernement doit établir un dialogue avec les Canadiens au sujet du rôle que notre pays est appelé à jouer dans le monde. D'ici la fin du présent mandat, le gouvernement établira les principes directeurs à long terme de notre politique en matière d'affaires étrangères et de défense, principes qui seront le reflet de nos valeurs et de nos intérêts, et qui permettront aux militaires canadiens de disposer des outils nécessaires pour remplir le rôle qui leur est confié¹³.

La défense du Canada après la Seconde Guerre mondiale. Le Canada s'est longtemps défendu en faisant appel à des milices plutôt qu'à des armées permanentes. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'il s'est engagé fermement à avoir des forces à temps plein. Et même là, le gouvernement est resté vague et hésitant dans son appui à la force prévue au départ, si bien qu'il s'est retrouvé avec une armée qui faisait la moitié de ce qui avait été promis et qu'une grande incertitude régnait au sujet des besoins en matière de défense¹⁴. Une grande partie de cette incertitude gravitait autour de son allié qui prenait de l'ascendant, les États-Unis.

Avec la guerre froide, le Canada et les États-Unis sont devenus partenaires en matière de défense, mais ce partenariat ne s'est institutionnalisé qu'en 1957, année où est apparu le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Cette idée de collaboration pour la défense du continent nord-américain remonte à 1940. Cette année-là, les deux dirigeants de l'exécutif, le premier ministre Mackenzie King et le président Franklin Roosevelt, se sont rencontrés à Ogdensburg (New York) pour discuter des défis que posaient la guerre et la défense commune. Un commandement binational, le NORAD, a été mis sur pied en 1958, et son quartier général a été installé à Colorado Springs (Colorado), où il se trouve toujours. La mission initiale du commandement était d'assurer le contrôle opérationnel de la défense aérienne du continent contre la menace des bombardiers soviétiques¹⁵. L'effet concret de l'accord sur le NORAD a été d'aider à justifier la modernisation de l'Aviation canadienne. Il n'a guère favorisé le renforcement de l'armée canadienne. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), fondée en 1949, a été plus bénéfique pour les forces terrestres du Canada. Bien qu'elle soit évidemment plus tournée vers l'Europe que vers l'Amérique du Nord, l'OTAN a donné au Canada une raison de constituer et de maintenir des brigades de combat. La valeur de l'armée canadienne et de l'ensemble du dispositif militaire du Canada a été mise à l'épreuve et confirmée par une participation à la guerre de Corée, conflit appuyé par les Nations Unies¹⁶.

La force militaire du Canada a connu son apogée au milieu des années 1950. Par la suite, deux facteurs ont contribué à réduire la capacité de combat du pays. Le premier a été l'orientation vers le maintien de la paix retenue par Ottawa, et le deuxième a été l'émoussement de la crainte d'une attaque soviétique. En 1968, l'accession de Pierre Trudeau au poste de chef du Parti libéral et de premier ministre allait entraîner d'autres changements pour les militaires. Sous sa conduite, le Canada a réduit de moitié ses forces en Europe (sous l'égide de l'OTAN). De plus, le maintien de la paix est devenu moins prioritaire¹⁷. Pendant cette période, la marine canadienne a perdu son seul porte-avions, son armée a dû se départir d'un certain nombre de fiers régiments, et ses forces aériennes ont dû attendre encore dix ans de recevoir un nouvel appareil¹⁸.

Les Forces canadiennes n'ont pas connu un bien meilleur sort sous le règne du Parti conservateur. Comme il fallait réduire les déficits budgétaires et que la guerre froide prenait fin, il n'y a pas eu de soutien supplémentaire, et les compressions sont devenues la grande préoccupation. La réputation du Canada sur le plan militaire a souffert encore davantage quand on s'est aperçu que, à cause de la diminution de ses capacités de transport aérien et maritime, le Canada ne pouvait pas déployer une brigade avec assez de rapidité¹⁹. Un historien canadien a parlé à propos de la période qui a suivi 1968 de « professionnalisme assiégé²⁰ ». La grande critique qui s'est fait entendre chez les différents experts de l'histoire militaire du Canada, c'est que, stratégiquement, le pays a préféré l'image aux fins à poursuivre, la forme à la substance. Il était plus important d'être présent que d'influencer concrètement le résultat. Pendant la même période, le Canada s'empressait de participer à toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU et il a maintenu sa participation à l'OTAN et au NORAD, fût-ce avec des forces réduites, un matériel, une logistique et une capacité de transport aérien stratégique en déclin, pour ne rien dire du moral des troupes.

Dans le contexte mondial d'après la guerre froide, avec son nationalisme croissant et un certain nombre d'États en déroute, les années 1990 ont été marquées par une demande de plus en plus grande d'interventions de maintien et de consolidation de la paix. Pour l'appareil militaire canadien qui se contractait, ce fut un moyen d'atteindre une fin : la survie.



Mais cet accent qui a été mis sur le maintien de la paix a entraîné des coûts non négligeables. Les dirigeants militaires ne prisent guère les missions de maintien de la paix parce qu'elles réduisaient l'efficacité au combat. Le maintien de la paix nuisait à la préservation de la capacité de combat des soldats, qui avaient rarement des tâches de combattants à accomplir. Autre problème, beaucoup de missions duraient indéfiniment, ce qui privait l'armée des soldats nécessaires pour maintenir des unités au Canada. De plus, la multiplication des missions, conjuguée à la faiblesse de l'effectif, avait pour conséquence que bien des gardiens de la paix de retour d'une mission étaient bientôt déployés pour une autre. Ajoutons à cela une baisse du soutien pour ces soldats, et il est facile de concevoir que le moral a baissé abruptement. Enfin, le Canada se percevait comme « la superpuissance morale du monde », accomplissant des bonnes œuvres, instaurant la paix et servant la cause de la sécurité humaine, mais il s'agissait en fait d'une réalité bien creuse²¹.

La sécurité et la posture de défense du Canada au XXI^e siècle. De plus en plus de Canadiens voient leur pays sous un jour favorable sur le plan intérieur, mais défavorable sur le plan international. L'économie est saine depuis de longues années, ce qui donne aux Canadiens une grande qualité de vie et un vaste régime social. Au-delà des frontières, cependant, le tableau se présente bien différemment, ainsi que l'explique Andrew :

La vérité, c'est que, dans le monde d'aujourd'hui, le Canada est en déclin. Il ne fait plus ce qu'il faisait autrefois, il n'en fait plus autant et il ne connaît plus les mêmes succès. Selon trois grands critères – la puissance militaire, la générosité de son aide à l'étranger et la qualité de son service extérieur –, il est moins efficace qu'il y a une génération... Il n'y a rien de terriblement neuf à soutenir que le Canada a renoncé à ses rôles traditionnels dans le monde ou les a atténués. Cette thèse a été présente de manières différentes et à divers moments. C'est simplement que maintenant – le leadership du pays étant en jeu, la guerre contre le terrorisme engagée et les militaires occultés –, l'impression de perte se fait plus nette et acquiert sa propre dynamique²².

Bien entendu, ce qui s'est produit en 2001 a transformé la conception que le Canada se faisait de la sécurité en Amérique du Nord et a remis en cause les idées reçues sur la place d'Ottawa dans le monde et la nature de ses relations politiques, économiques et militaires avec Washington. Le Canada s'est inquiété de la mise en place d'une nouvelle architecture de la sécurité pour l'Amérique du Nord. Il ne doit étonner personne que les Canadiens soient portés vers une coopération plus poussée en matière de sécurité. Le NORAD constitue un cadre de travail propice à cette coopération. Par le passé, Washington et Ottawa ont eu une étroite collaboration pendant les Première et Seconde Guerres mondiales. Le Canada est même entré en guerre avant les États-Unis, et c'est Ottawa qui a incité avec insistance Washington à entrer dans le conflit. Cette coopération a permis d'établir un solide partenariat pour la défense. Les deux pays sont les seuls de l'hémisphère occidental qui font partie de l'OTAN.

La plupart des Canadiens considèrent l'initiative américaine de *Northern Command* dans la dynamique d'un dilemme que le journaliste Jim Travers a ainsi décrit : le choix entre « participer à la défense commune ou être laissé de côté²³ ». Empruntant une analogie à un classique de la littérature, Travers parle en ces termes du défi de la sécurité pour le Canada :

Secouée par les attentats du 11 septembre, Washington, ou Gulliver, ne veut pas s'embarrasser des petites préoccupations des Lilliputiens. Le Canada est le plus vulnérable des Lilliputiens. Installé précairement le long d'une grande frontière non défendue, ainsi que le veut le cliché, et toujours engagé par le passé à garantir les arrières de l'Amérique, le Canada fait face à un impératif ambigu : il peut partager la responsabilité de la défense du continent, ou il risque d'être bousculé au moindre mouvement de Gulliver²⁴.

Ces choix sont hantés par des préoccupations au sujet des forces armées d'Ottawa, dont on se demande si elles sont suffisantes, le malaise inspiré par le voisinage d'une superpuissance et la crainte que le Canada ne soit abandonné s'il n'assume pas sa part de la mission de la sécurité continentale. D'autres envisagent des scénarios difficiles. Douglas Bland estime que les attentats terroristes commis aux États-Unis ont modifié les relations importantes entre les deux pays. Un élément critique pour ce changement, ce sont les énormes conséquences qu'aurait le refus du Canada de faire sa part dans la coopération pour la prévention du terrorisme en empêchant des terroristes de pénétrer aux États-Unis du côté nord. Bland affirme : « Le Canada n'a aucun défi plus important à relever dans sa politique étrangère et sa politique de défense que celui de trouver un moyen acceptable et digne de confiance de donner aux États-Unis l'assurance que le Canada peut honorer l'accord Roosevelt-Mackenzie King de 1938, soit faire en sorte qu'aucune attaque contre les États-Unis ne puisse se faire à partir du territoire canadien²⁵. »



La bonne nouvelle, c'est qu'Ottawa tend à se rapprocher de Washington pour les enjeux de sécurité et de défense, même s'il a toujours des préoccupations au sujet de la souveraineté et des consultations. Le Canada a pris des mesures importantes pour améliorer la sécurité aux frontières, conscient de la nécessité de « protéger la patrie canadienne et américaine²⁶ ». Et Michael Kergin, ambassadeur du Canada aux États-Unis, a fait observer : « Comme c'est le cas pour bien des pays du monde aujourd'hui, les États-Unis sont la principale préoccupation du Canada en politique étrangère... sans les États-Unis, le Canada est passablement isolé²⁷. » Les intérêts du Canada et des États-Unis ont beaucoup plus en commun – le commerce, la primauté du droit, la démocratie – que toutes les divergences qui peuvent exister. Il est donc sage de s'associer comme partenaires dans la guerre contre le terrorisme²⁸.

John Manley, ancien vice-premier ministre, a tenu un raisonnement analogue. Un ensemble complexe d'enjeux qui se recoupe – réforme à la frontière, transports, application de la loi, questions financières, questions d'immigration et coopération en matière de sécurité – incite les Canadiens à faire ce que Manley appelle « des choix clairs et conscients, comme pays... sur ce que nous valorisons, ce que nous recherchons, ce que nous devons défendre – et, en fin de compte, ce que nous sommes prêts à faire pour atteindre ces objectifs²⁹ ». Conscient du fait que la souveraineté est une importante préoccupation des Canadiens, il soutient qu'« il s'agit fondamentalement de faire des choix, d'agir de façon responsable dans l'intérêt national pour que nous puissions conserver pour nous cette espace du choix... La souveraineté doit être dynamique, sans quoi notre pays ne pourra pas exister³⁰. » Donc, si le Canada veut conserver sa situation favorable de premier partenaire commercial des États-Unis, il doit dépasser le discours strident qui dénonce l'« impérialisme américain », qui est présent dans les milieux universitaires et les médias³¹. Manley reconnaît qu'Ottawa sera plus à même de protéger sa souveraineté si elle établit des contacts constructifs avec Washington pour discuter des responsabilités bilatérales et des avantages – qu'il n'y a rien de gratuit. Il explique : « Une grande partie de l'histoire de notre pays, qui a près de 135 ans, a consisté à chercher comment nous pouvions établir et exercer notre souveraineté dans l'espace nord-américain commun – presque toujours avec une peur, une anxiété rituelle, c'est-à-dire que le Canada ne soit diminué dans une Amérique du Nord qui serait plus grande³². »

Jusque récemment, le Canada était connu pour le maintien de la paix et presque rien d'autre, depuis la Seconde Guerre mondiale, bien qu'il ait combattu au cours de la guerre de Corée et que ses troupes aient eu de brefs combats pendant les opérations de maintien de la paix au Kosovo et en Croatie. Cela a nettement changé avec le déploiement de forces canadiennes en Afghanistan en 2001. Les forces canadiennes ont fort bien lutté aux côtés des forces américaines contre les combattants d'Al-Qaïda. Même avant que les soldats canadiens n'entrent dans le feu de l'action, ils étaient bien considérés par les commandants américains. Le commandant américain dans les circonstances, le colonel Frank Wiercinski, a dit aux reporters que, comme les soldats canadiens étaient bien entraînés, ils seraient pleinement intégrés à son groupe. Il a déclaré : « Nous voulons mobiliser les capacités que nous pouvons réunir, en utilisant ce qu'il y a de mieux des deux côtés. Je crois que c'est ce que nous avons fait. Ils sont un actif et non un passif dans cette bataille³³. »

Les capacités militaires des Canadiens ont été vérifiées le 14 mars 2002, car les forces canadiennes ont participé à des affrontements acharnés pendant l'opération Anaconda. L'offensive canado-américaine a manifesté la détermination et les capacités des deux pays. Ce fut également un moment historique, car c'était la première fois en près de 50 ans (c'est-à-dire depuis la guerre de Corée) que des forces militaires canadiennes participaient à une offensive terrestre³⁴. La performance des Canadiens a de toute évidence impressionné les commandants militaires américains, car ils ont ensuite confié à la *Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI)* la responsabilité de l'opération Harpon, mission qui visait à chasser les combattants ennemis de leurs grottes en montagne³⁵.

Il ne fait aucun doute que les soldats canadiens ont de grandes qualités et sont un apport précieux à toute opération, mais les inquiétudes sont nombreuses au sujet de la qualité de leur matériel, du soutien logistique, de la capacité de transport maritime et aérien et de la capacité de mener des opérations à un niveau supérieur à celui du bataillon. Ces préoccupations, souvent soulevées par des alliés comme les États-Unis, prennent une plus grande authenticité lorsqu'elles sont exprimées par des officiers canadiens³⁶. L'Afghanistan est un parfait exemple. Le déploiement de la 3 PPCLI a été un processus laborieux et exaspérant. Une fois en Afghanistan, le commandant a demandé une troisième compagnie de carabiniers pour rendre l'unité complètement fonctionnelle et interopérable. Les expériences de maintien de la paix, dans les années 1990, avaient entraîné une contraction de l'unité qui devenait embarrassante, et la 3 PPCLI a été forcée de passer rapidement à des règles d'engagement plus robustes. Parlant de la qualité de l'approvisionnement assuré à ses soldats et la comparant au soutien procuré aux Américains, le commandant canadien a affirmé que son unité faisait figure de « cousin pauvre³⁷ ».



Élément plus positif, la 3 PPCLI a fourni des capacités uniques qui ont contribué au succès de la mission. Par exemple, les véhicules de reconnaissance blindés, les Coyote, ont assuré mobilité et protection, tandis que les fusils de tireur d'élite de calibre .50 ont ajouté de la précision aux tirs de longue portée. Le commandant a estimé que l'alliance de cultures différentes avait eu un effet multiplicateur³⁸. Les deux unités ont appris au contact l'une de l'autre et elles ont apporté des expériences et compétences uniques qui ont été bénéfiques pour tous. Bref, la somme a été vraiment supérieure au total des éléments. Par exemple, les troupes canadiennes étaient expertes dans les opérations par temps froid et très adroites pour influencer l'attitude de la population dans les villages. Pour leur part, les Américains ont donné à la 3 PPCLI l'occasion de participer au premier assaut de combat aérien de l'histoire du Canada et fourni un important soutien logistique pour les catégories courantes d'approvisionnement. Les soldats canadiens et leurs commandants comprennent que, dans la plupart des cas, ils se joindront à des campagnes plutôt que les diriger. Cette attitude est précieuse pour les opérations interalliées ou multinationales. Dans le premier déploiement en Afghanistan, les Canadiens ont fourni un groupement tactique qui a été intégré à une brigade américaine.

Les États-Unis espéraient que la 3 PPCLI reste plus longtemps en Afghanistan, mais le Canada a retiré l'unité après six mois. Une autre déception a été le refus du Canada de se joindre à la « coalition des volontaires » pour envahir l'Iraq en 2003. Ottawa était préoccupé du fait que Washington n'ait pas reçu l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU pour sa décision de partir en guerre contre Bagdad, tout en reconnaissant avec l'administration Bush qu'il était justifié de mettre fin au régime de Saddam Hussein. Enfin, Ottawa a fait un mouvement de réconciliation avec Washington en retournant en Afghanistan en 2003 avec un effectif de 2 000 soldats et assuré le commandement général de l'opération³⁹.

Questionnement politique et militaire. Sur le plan international, le XXI^e siècle n'a pas été tendre pour le Canada, sinon du point de vue du commerce. Quant à la diplomatie et à la défense, c'est le déclin depuis un certain nombre d'années. Le Canada est obligé, depuis 2001, de repenser ses relations avec les États-Unis, sa place en Amérique du Nord, dans les Amériques et dans le monde. Le Parti libéral, au pouvoir pendant la très grande majorité des 40 dernières années, est très populaire au Canada parce qu'il a réussi dans la gestion de l'économie et a offert un vaste réseau de sécurité sociale. Il n'est pas le préféré des militaires, mais les officiers sont peu portés à se plaindre en raison de leur solide éthique de subordination à l'autorité civile démocratique. Mais il ne fait guère de doute qu'ils se sentent trahis par leurs maîtres politiques, comme en témoignent des documents militaires officiels. Traitant de l'état des forces terrestres, le rapport stratégique de l'armée dit ceci :

L'infrastructure physique, médiocre dans l'ensemble, se dégrade dans certains secteurs. L'Armée de terre fait face à des lacunes notables pour ce qui est de la puissance de feu (directe et indirecte) et des capacités de renseignement, reconnaissance, surveillance et acquisition d'objectifs (RRSAO). Du côté du personnel, le fardeau du service temporaire imposé par les coupures aux établissements d'instruction, les ajouts apportés à la force de campagne (annoncés dans le Livre blanc de 1994) et un rythme d'activités constamment élevé, taxent beaucoup trop certains soldats. On note une sollicitation excessive de notre bassin de réservistes pour compenser les écarts dans la structure de la Force régulière. La fonction commandement et contrôle (C2) est débordée, vu les compressions d'effectifs et les attentes élevées figurant dans les nouvelles initiatives stratégiques. Le niveau d'entraînement collectif est insuffisant pour maintenir le potentiel de combat au niveau de la formation, ce qui fait que nous observons aujourd'hui une dégradation significative des capacités dans certains secteurs. Finalement, la santé morale des troupes est inquiétante. L'incertitude qui règne découle des changements constants et, fait non négligeable, de la méfiance à l'endroit des cadres supérieurs. Le manque d'unité de pensée, de raison d'être et d'action est trop souvent apparent⁴⁰.

Les forces canadiennes ont subi ces dix dernières années des transformations appréciables, mais ce ne fut ni délibéré ni constructif. Des unités ont été retirées d'Europe. Elles ont été forcées de se déployer pour une multitude de missions difficiles en se contentant de budgets en déclin. Une grande partie de leur matériel est dépassé, usé, minable, ou bien n'existe plus⁴¹. Des unités ont été mises à l'écart et ne sont jamais réapparues, mais les besoins augmentent. Les militaires souffrent d'un « bouleversement culturel⁴² ».

La qualité et la taille des forces qu'un pays peut rassembler et déployer dans des missions à l'étranger ont un impact énorme sur sa réputation internationale. Le commerce est également une mesure importante de la place d'un pays dans le monde, bien entendu, mais force militaire et commerce sont liés, d'autant plus que le Canada est en relation d'interdépendance avec les États-Unis sur les plans de la sécurité et des exportations. Voici maintenant que le commerce est menacé. Pendant des années, il semblait qu'il n'y avait aucune conséquence à assumer parce qu'on laissait l'appareil militaire se dégrader, tout en perpétuant l'idée que le Canada était un grand gardien de la paix. Mais à cette ère de



terrorisme, Ottawa a de bonnes raisons de modifier son orientation concernant le soutien aux forces militaires⁴³.

Autrefois, le Canada était fier de faire plus que ce qu'aurait justifié sa taille, mais il en fait maintenant moins que ce qu'il devrait, ce qui inspire des craintes pour l'avenir à bien des hommes d'affaires⁴⁴. Les États-Unis et le Canada sont tous deux des démocraties libérales, des alliés indéfectibles, de solides partenaires commerciaux et leurs cultures sont parentes, mais les menaces à la sécurité de cette nouvelle ère imposent de nouveaux fardeaux à la communauté des démocraties libérales, qui doivent lutter contre des acteurs non étatiques – qui sont parfois appuyés par des États voyous et en déroute – qui recourent à la terreur, au crime transnational et aux communications mondialisées pour menacer les démocraties. Ottawa ne peut plus se contenter de belles déclarations pour ensuite s'esquiver lorsqu'il s'agit de faire le travail dans le monde et de payer la note⁴⁵. C'est peut-être un lieu commun, mais la liberté n'est pas gratuite et le commerce ne l'est pas non plus, en tout cas pas lorsqu'il s'agit de l'établir et de le maintenir. S'ils veulent que le système économique mondial continue de fonctionner, les États démocratiques doivent être prêts à dissuader et à vaincre les forces qui menacent leur mode de vie. Les Canadiens commencent à comprendre qu'ils ont un lourd retard dans leurs paiements et doivent rapidement reconstituer leurs actifs en défense pour répondre aux nouvelles demandes d'aujourd'hui et de demain.

On prend aussi conscience que le Canada ne peut plus compter sur l'OTAN ou l'ONU pour défendre les valeurs canadiennes ou faire un « contrepoids discret⁴⁶ » à son voisin puissant qui s'affirme. Que cela plaise ou non, le Canada a uni son avenir à celui des États-Unis. Pourtant, même si Ottawa peut prendre en considération d'abord le point de vue de Washington, cela ne veut pas dire que le Canada est asservi à la superpuissance dont il est le voisin. Le Canada peut dire non (ou oui), et il ne s'en prive pas, lorsque cela est justifié par ses valeurs et ses intérêts. La guerre en Iraq, en 2003, est un bon exemple, tout comme la mission de stabilisation en Afghanistan. Le Canada a fait une solide contribution aux efforts internationaux en Afghanistan parce que c'était une initiative américaine à laquelle l'aval de l'OTAN et de l'ONU avait conféré une légitimité multilatérale. Déjà, le Canada exhorte ses partenaires de l'OTAN à jouer un rôle plus important en fournissant des troupes, et cela tient pour une bonne part au fait qu'Ottawa a du mal à honorer son engagement sur une longue période⁴⁷.

Une autre partie importante de ce questionnement politico-militaire est la sécurité nationale et celle de l'hémisphère, et les deux sont liées⁴⁸. Tandis qu'il se désengageait de l'Europe, le Canada s'est engagé plus à fond en Amérique du Nord et dans l'hémisphère occidental⁴⁹. Depuis le début des années 1990, Ottawa cherche à s'engager davantage, essayant de rattraper le temps perdu à l'époque où le Canada se considérait comme un prolongement de l'Europe. La signature de l'ALENA, en 1994, a déterminé une orientation qui a forcé le Canada à élargir ses perspectives stratégiques sur l'Amérique du Nord. Alors que le NORAD et d'autres accords avaient suscité une mentalité dominée par la coopération en matière de défense, l'accord de libre-échange a cimenté l'orientation stratégique, et cela tient en grande partie au fait que le Canada est avant tout un pays commerçant⁵⁰. Son économie dynamique dépend d'un important secteur d'exportation.

Les spécialistes de la sécurité accordent de plus en plus d'attention à l'idée de « sécurité trilatérale⁵¹ ». Des notions comme le périmètre de sécurité, la communauté de sécurité et la sécurité continentale sont désormais monnaie courante dans les milieux gouvernementaux et universitaires et dans les instituts d'étude des politiques. Dans une grande mesure, ce ne sont toujours que des idées qui ne sont pas appliquées, mais elles sont discutées dans des termes qui montrent qu'on évolue délibérément vers la mise en œuvre⁵². L'élément de coopération militaire est particulièrement digne de mention. Le Canada est membre de tribunes de l'hémisphère qui comprennent la Conférence des ministres de la défense des Amériques (DMA), la Conférence interaméricaine des Forces maritimes (IANC), la Conférence des armées des Amériques (CAA), le Système de coopération entre les Forces aériennes américaines (SICOFAA) et les rapports à l'échelle de l'hémisphère sur les mesures de confiance et de sécurité (MDCS)⁵³.

À l'automne 2003, le Canada a été l'hôte de la 25^e Conférence des commandants de la CAA, ce qui a été l'occasion de favoriser la poursuite de l'intégration, d'intensifier l'échange d'informations liées à la défense, d'élargir la collaboration entre les armées américaines, de créer l'unité, de renforcer les amitiés interaméricaines et de manifester un leadership canadien au sein des Amériques⁵⁴. Le lieutenant-général Rick Hillier, président de la CAA et commandant de l'armée canadienne, a insisté sur la nécessité de travailler ensemble, car « aucun pays ne peut, isolément, relever tous les défis de la sécurité de base » qui, a-t-il soutenu est la relation de renforcement mutuel entre la sécurité humaine et la sécurité de l'État⁵⁵. À l'été 2002, le Canada s'est joint à la Commission interaméricaine de défense (CIAD), organisation internationale de défense et de sécurité qui fait la promotion des intérêts en sécurité coopérative dans l'hémisphère occidental et relève de l'Organisation des États américains (OEA). Même s'il en est membre depuis peu, le Canada a



montré toute sa valeur en matière de leadership grâce à l'action de son représentant principal à la CIAD, le contre-amiral Ian Mack⁵⁶. Cette expansion à l'intérieur des Amériques est conforme aux valeurs et aux intérêts du Canada. Depuis les années 1980, le Canada a participé à un certain nombre de missions de maintien de la paix et d'aide humanitaire. Parallèlement, son commerce avec les Amériques a progressé rapidement.

La création du US Northern Command, en 2002, a incité Ottawa à étudier la possibilité d'une coopération militaire plus poussée. Étant donné que le secteur de responsabilité du commandement englobe le Canada, les États-Unis et le Mexique – tous trois signataires de l'ALENA –, il était logique de trouver les moyens d'un engagement constructif. Ce fut le rôle du Groupe de planification binational. Il constitue pour le Canada une passerelle entre le NORAD et le NORTHCOM. Comme bien souvent au Canada, le processus est lent, méthodique et cherche à préserver la souveraineté canadienne. Malgré cet obstacle largement bureaucratique à une coopération accrue en matière de sécurité, les interventions des officiers responsables ont été constructives et traduisent un haut niveau de respect mutuel, d'innovation et de professionnalisme⁵⁷. Plus particulièrement, un domaine de la défense nationale qui bénéficie directement de cette collaboration est la coopération navale entre le Canada et les États-Unis, qui a renforcé la sécurité sur les côtes et dans les ports des deux pays. Étant donné la nature et les modalités du déploiement, et le renforcement mutuel de leurs actes qui a amélioré l'interopérabilité, les marines des deux pays sont mieux disposées à l'égard de la coopération; il s'agit donc d'un bon modèle que les deux armées peuvent imiter⁵⁸.

La voie à suivre – Les difficultés et les occasions. Le Canada que dirige maintenant le premier ministre Paul Martin s'éloigne davantage des États-Unis du point de vue culturel, et cela a des conséquences non négligeables pour la coopération économique, politique et militaire⁵⁹. Ottawa se situe à un carrefour important et son choix déterminera son orientation au cours de ce nouveau siècle. Il y a toujours eu au Canada un antiaméricanisme latent. Les différences d'histoire – des coloniaux loyaux d'une part et des révolutionnaires de l'autre – et l'asymétrie dans la puissance mettent en lumière des éléments de méfiance et d'aversion qui sont toujours présents à des degrés variables⁶⁰. Cela ne veut pas dire que les relations entre les deux voisins sont tumultueuses. En fait, depuis le 11 septembre 2001, le Canada coopère très étroitement avec les États-Unis pour améliorer les contrôles à la frontière, mettre les renseignements en commun et pourchasser les terroristes⁶¹.

Un défi énorme pour le premier ministre Martin consiste à trouver une voie moyenne entre la provocation hystérique et l'accommodement servile aux volontés des États-Unis. Faire un pied de nez à l'Oncle Sam non seulement empoisonne les relations, mais sert également à aviver les flammes de l'antiaméricanisme, ce qui est préjudiciable aux intérêts à long terme d'Ottawa. En s'écrasant devant Washington, le Canada aurait l'air faible et incapable de faire ses propres choix ou peu disposé à offrir une solution de rechange. En outre, le Canada devrait résister à la tentation de faire valoir une supériorité morale dans le partenariat, jouant le rôle de « dispensateur de sages conseils⁶² ». Une attitude hautaine comme celle-là est injustifiée, surtout si on considère que le Canada ne joint pas toujours le geste à la parole⁶³. S'il y a lieu de donner des conseils, il faut les donner en privé. L'influence positive du Canada, qui a amené les États-Unis à participer aux deux grandes guerres, et la volonté du Canada de consentir des engagements d'importance sont des exemples constructifs de la manière dont il peut le mieux influencer le comportement des États-Unis.

Si la perception que les milieux d'affaires peuvent avoir du gouvernement est peu favorable, c'est bien pire lorsqu'il s'agit de la diplomatie et de la dimension militaire, éléments clés de la politique étrangère. Le talon d'Achille du premier ministre Chrétien, c'était la politique étrangère. Pendant son mandat, l'influence du Canada dans le monde a diminué, et cette opinion n'a pas cours qu'aux États-Unis⁶⁴. Plus que d'une injection de fonds, de nombreuses institutions ont besoin d'un nouveau leadership, de nouvelles stratégies. Et ces deux éléments doivent venir des plus hautes sphères.

Il ne fait pas de doute que Paul Martin peut guider le Canada dans une nouvelle direction, en Amérique du Nord, dans l'hémisphère occidental et dans le monde. Ses réflexions, même avant qu'il ne prenne les rênes du pouvoir, montrent qu'il comprend clairement son environnement et sait qu'un important changement de politique étrangère est imminent :

Il faut conduire nos relations bilatérales de manière beaucoup plus nuancée dorénavant. Notre objectif doit être de faire en sorte que nos deux pays restent ouverts l'un à l'autre... L'absence de consensus à l'ONU ne doit pas nous condamner à l'inaction. Après tout, le multilatéralisme est un moyen, non une fin en soi⁶⁵.

L'une des tâches les plus redoutables de Martin consiste à faire son chemin dans le labyrinthe de la bureaucratie



gouvernementale pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de la sécurité. La politique étrangère du Canada est restée à peu près inchangée pendant près d'une décennie. Le dernier livre blanc du gouvernement sur la politique étrangère remonte à 1995, et le dernier examen de la politique de défense à 1994. Et même à elles deux, ces politiques ne constituent pas une grande stratégie. Ces documents sont désormais non seulement largement dépassés, mais ils n'ont pas fait grand-chose non plus pour relier les éléments politiques, économiques et militaires du pouvoir avec les valeurs et les intérêts du Canada.

Les observateurs étrangers se demandent souvent pourquoi le Canada n'a pas de stratégie nationale sur la sécurité ni de processus interorganismes qui en soutienne la mise en œuvre cohérente. Un examen attentif des facteurs intérieurs et internationaux révèle quelques éléments de réponse. Sur le plan national, la stabilité intérieure du Canada dépend de la capacité de satisfaire les diverses provinces – plus particulièrement le Québec – et ce n'est pas une tâche de tout repos. Il n'existe pas de culture politique unitaire, et l'Alberta et le Québec sont aux antipodes de l'échiquier politique. Compte tenu de ces profonds clivages, il est difficile de définir une stratégie nationale sur la sécurité, car de nombreux Canadiens risquent de s'y opposer. En outre, l'établissement d'une orientation stratégique ne va pas sans certains coûts. Le budget national doit répartir les ressources en fonction des objectifs stratégiques, par exemple un dispositif militaire solide pour prévenir la guerre et promouvoir la paix. Et si on affecte plus d'argent à la défense, des programmes populaires sur le plan intérieur risquent de subir des compressions.

Les raisons d'ordre international pour s'abstenir de définir une stratégie nationale sur la sécurité ont également leur importance. Le Canada n'est pas un protagoniste indépendant dans le réseau international des États. Ainsi, toute stratégie doit reconnaître qu'Ottawa ne maîtrise pas sa propre destinée, qu'il s'agisse de la défense du pays ou du déploiement de forces pour promouvoir le programme de la sécurité humaine. La défense de la patrie canadienne ne peut se faire sans une aide majeure des États-Unis. Le multilatéralisme dont le Canada se fait le héraut ne se résume pas à un internationalisme de haut vol; c'est aussi un moyen pratique de mettre en œuvre un internationalisme économe. Si cette illusion de souveraineté complète et d'action internationale robuste est crédible, elle permet au Canada de mettre l'accent sur les priorités intérieures tout en favorisant le commerce international. Il s'agit aussi d'un programme sans danger. Comme il est impossible de déployer ou d'employer de façon indépendante et en nombre important les militaires canadiens dans le monde, le gouvernement n'a pas à prendre des mesures décisives qui risquent d'être impopulaires au Canada et dans d'autres pays. En fait, il s'agit d'une police d'assurance contre une mauvaise décision ou une intervention unilatérale⁶⁶. Depuis les dernières années de la guerre froide jusqu'en 2001, cette approche a bien marché pour Ottawa, même si, en matière de défense, le Canada fonctionnait à crédit, ce qui allait finir par se retourner contre lui.

Le premier ministre Martin accorde plus d'importance à la stratégie que son prédécesseur. Dans le seul domaine de la défense, les signes encourageants sont nombreux. Le choix de David Pratt comme ministre de la Défense a été une décision audacieuse pour plusieurs raisons. Pratt allait à l'encontre de l'opinion reçue chez les libéraux en appuyant une intervention canadienne en Iraq, aux côtés des États-Unis. Il a toujours appuyé les militaires, qu'il s'agisse du financement, du matériel neuf, du moral ou de l'entraînement⁶⁷. Enfin, Pratt est un stratège qui a des idées intéressantes sur la coopération avec les États-Unis en matière de sécurité⁶⁸. Malheureusement, Pratt a perdu son siège de député aux élections de juin 2004 et a dû par conséquent quitter le poste de ministre de la Défense. On espère que le premier ministre lui trouvera un remplaçant qui a une attitude semblable.

Après son élection comme premier ministre, Martin a réservé sa première visite au ministère de la Défense nationale (MDN), ce qui a constitué un éloquent message d'appui. L'impact a été d'autant plus grand que le premier ministre avait refusé de visiter ce ministère pendant ses dix années à la tête du gouvernement. Martin a remercié les hommes et les femmes qui portent l'uniforme pour leur travail au Canada et à l'étranger, puis il a abordé les défis du nouveau siècle :

La guerre froide terminée, un type différent de conflit international est apparu, un type différent de traumatisme. Aucun pays ne peut s'isoler des périls, des épreuves, des tribulations du monde. La capacité de notre pays de réagir au nom de la communauté internationale dépend très largement des hommes et des femmes de nos forces armées⁶⁹.

Un officier qui a assisté à l'allocution de Martin a dit sur une note d'espoir : « Nous voulons le croire; nous voulons croire qu'il est conscient que, pour atteindre un bon nombre de ses objectifs, comme rétablir la place du Canada sur la scène mondiale, un appareil militaire dans son état actuel ne suffira pas⁷⁰. »



Si les gestes sont plus éloquents que la parole, Martin lance un message très net aux militaires. Après son allocution, il a approuvé la demande urgente de Pratt qui réclamait un financement immédiat pour les hélicoptères qui doivent remplacer les Sea King vieillissants, malgré le blocage des nouvelles dépenses fédérales⁷¹. Il y a eu aussi, pour renforcer la position de Martin comme chef de file d'un changement constructif, des initiatives de réforme de la structure du gouvernement pour assurer une plus grande sécurité intérieure et améliorer les relations avec les États-Unis⁷². Pour atteindre des fins stratégiques, il revoit les moyens en faisant porter son attention sur la structure et les ressources; les politiques suivront bientôt, et elles préciseront les modalités. La plus grande difficulté sera de fournir assez de ressources pour renforcer le dispositif militaire. Par exemple, les nouveaux hélicoptères ne seront pas livrés avant quatre ou cinq ans. Le pire, c'est que, dans le calcul du cycle de vie du matériel, on n'a pas tenu compte des effets que des opérations fréquentes et difficiles, comme celles de l'Afghanistan, peuvent avoir sur le matériel⁷³.

Conclusions. Le Canada a un rôle important à jouer en Amérique du Nord, dans les Amériques et dans le monde. La conjugaison des impératifs du commerce et de la sécurité ancre fermement ce rôle en Amérique du Nord. Le rôle du Canada dans les Amériques gagne en importance en matière d'économie et de défense. Sur le plan mondial, le Canada est invité à retrouver sa stature de pays qui sait faire plus que ce qui est attendu d'un pays de sa taille. La clé, c'est le renouvellement des forces canadiennes, qui ont été envoyées dans un trop grand nombre de missions, avec trop peu de ressources, pendant bien trop longtemps.

Que cela plaise aux Canadiens ou non, le pouvoir politique, économique et militaire du Canada dépend des États-Unis dans une mesure non négligeable. Comme États libéraux, voisins interdépendants et alliés, les deux pays ont des relations qui, dans l'ensemble, sont constructives. Les Canadiens ont un haut niveau de vie parce qu'ils sont industriels et leur prospérité dépend de leurs nombreuses exportations aux États-Unis, qui demeurent leur plus important partenaire commercial. En outre, ceux qui pourraient être les ennemis du Canada sont dissuadés de l'attaquer parce que la superpuissance qui lui sert de voisin ne le tolérerait pas. La population du Canada représente 11 % de celle des États-Unis, mais son armée ne représente qu'environ 3,75 % de celle de son voisin. Sur le plan budgétaire, Ottawa consacre à la défense 2,6 % de ce que dépense Washington⁷⁴. Le Canada a négligé son armée pendant longtemps à cause de l'impressionnant bouclier américain, mais cela ne saurait continuer, étant donné les menaces terroristes qui pèsent sur les démocraties établies.

Même avant 2001, le Canada était déphasé dans sa vision du monde. L'orientation d'Ottawa vers le maintien de la paix ne faisait pas le poids devant les États en déroute et le terrorisme. La puissance douce peut être une approche efficace de la politique étrangère pendant le nouveau millénaire, mais elle reste en grande partie inefficace s'il n'existe pas une puissance forte pour l'appuyer. Et, en vérité, le Canada n'a pas beaucoup de cette puissance-là aujourd'hui. Un pays qui ne peut pas rassembler et déployer ne fût-ce qu'une seule brigade dans les points chauds de la planète ne peut pas être pris très au sérieux, et ce n'est sûrement pas, militairement, une puissance intermédiaire. Le résultat, c'est que les préoccupations du Canada au sujet de sa souveraineté dans ses relations avec les États-Unis ont besoin d'une sérieuse réévaluation. Paradoxalement, Ottawa ne peut renforcer sa souveraineté que par une collaboration plus étroite avec Washington. Cela ne veut pas dire qu'il faut obéir au Pentagone au doigt et à l'œil. La stratégie la plus efficace consiste à coopérer lorsque la coopération répond aux valeurs et aux intérêts du Canada. Il faut également beaucoup de diplomatie, d'autant plus que Washington a tendance à tenir Ottawa pour acquise. Lorsque Ottawa doit exprimer son désaccord, elle doit s'expliquer rapidement avec Washington, mais discrètement. Il serait également utile que le Canada produise une stratégie nationale sur la sécurité qui définisse clairement ce que le pays souhaite réaliser sur le plan international et propose les plans et les ressources pour y parvenir⁷⁵. Les nouveaux dirigeants semblent s'orienter dans ce sens.

Concrètement, il est certainement sage que le Canada institutionnalise davantage son partenariat avec les États-Unis pour la défense de l'Amérique du Nord. Se joindre au Northern Command permettrait de le faire, d'autant plus que le NORAD perd de son importance⁷⁶. Bien sûr, Ottawa devrait insister pour avoir une disposition protégeant sa souveraineté, la garantie que des troupes canadiennes ne seront pas déployées dans n'importe quelle mission sans l'approbation expresse du gouvernement du Canada. L'adhésion officielle au Northern Command, comme celle du Canada au NORAD, confirmerait que les relations entre le Canada et les États-Unis sont un modèle d'interdépendance libérale sous le signe de l'émulation. La démocratie, le capitalisme et la coopération en matière de sécurité peuvent faire en sorte que les deux États voisins demeurent des alliés solides qui réussissent bien. Il est clair qu'Ottawa a tout à retirer d'une relation de travail plus étroite avec Washington en matière de défense – il peut ainsi obtenir des améliorations notables sur les plans de la formation, du transport et de la logistique, sans oublier le respect. Ces avantages permettront au Canada de déployer des forces militaires bien entraînées et bien équipées dans des points chauds de la planète et de



les appuyer correctement. De plus, cette coopération montre que le Canada peut assurer un leadership précieux dans les Amériques. Il faut cependant qu'Ottawa comprenne que Washington a besoin d'alliés compétents, des alliés qui possèdent un certain minimum de force militaire.

Notes explicatives

1. Graham Evans et Jeffrey Newnham, *Dictionary of International Relations*, New York, Penguin, 1998, p. 483-484. Pour consulter un excellent exposé sur cette interdépendance (avant l'ALENA), voir Robert Keohane et Joseph Nye, *Power and Interdependence*, New York, Harper Collins, 1989, p. 18-19, 165-218.
2. Peter Kasurak et Nicholas Swales, « Reforming the Department of National Defence: A View from the Audit Office », *Revue canadienne de défense*, 27 (printemps 1998), p. 23-29. Voir également Warren Caragata, « Out of Timor », *Maclean's*, 20 mars 2000, p. 26-28; et Steven Pearlstein, « Peacekeepers; Military Budget Puts Constraints on Canadians », *The Washington Post*, 26 septembre 1999, p. A25.
3. « Our Weak Friends », *The American Enterprise*, décembre 2002, p. 11.
4. Allen Fotheringham, « My 2003 Predictions », *Maclean's*, 23 décembre 2002, p. 41.
5. Observation d'un officier supérieur canadien à l'auteur, à Carlisle (Pennsylvanie), 5 février 2002.
6. Tableau récapitulatif des États membres fournissant du personnel militaire et de police civile, *Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU*, au 31 octobre 2003, <http://www.un.org>.
7. Paul Buteux, « Canada's Long-Term Strategic Situation: Implications for Canadian International Security Policies » in *Natural Allies? Canadian and Mexican Perspectives on International Security*, éd. H. P. Klepak, Ottawa, Carleton Univ. Press, 1996, p. 57-80.
8. Canada, ministère de la Défense nationale, *Livre blanc de la défense de 1994*, Ottawa, Groupe Communication Canada, 1994. Ce document montre à quel point le Canada a du mal à assumer son rôle de soutien de l'ONU – trop de missions et pas assez de financement. Voir également le ministère de la Défense nationale, *Synthèse stratégique 2000*, Ottawa, Direction de l'analyse stratégique, 2000; et David G. Haglund, *Canadian Grand Strategy at Century's End*, Toronto, Irwin Publishing, 2000.
9. Joseph T. Jockel, *The Canadian Forces: Hard Choices, Soft Power*, Toronto, Institut canadien des études stratégiques, 1999, p. 113-128.
10. J. L. Granatstein, *Canada's Army: Waging the War and Keeping the Peace*, Toronto, Univ. of Toronto Press, 2002, p. 345, 347.
11. Premier ministre Chrétien (prononcé par la gouverneure générale Adrienne Clarkson, « Le Canada que l'on veut », *deuxième session de la 37^e législature du Canada*, 30 septembre 2002. Voir également Tonda MacCharles, « From Red Book to Blue Box: Other Parties See Only Recycled Promises », *Toronto Star*, 1^{er} octobre 2002, p. A9. Les partis d'opposition reprochent à Chrétien de ne pas avoir renforcé la défense.
12. Ibid.
13. Ibid.
14. Granatstein, p. 310-36.
15. Fiche d'information, Accord concernant l'organisation et le fonctionnement du Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord, <http://www.norad.mil/NoradAgreement.htm>.
16. Granatstein, p. 320-342.
17. Desmond Morton, *Understanding Canadian Defence*, Toronto, Penguin/McGill Institute, 2003, p. 79-80.
18. Ibid., p. 80.
19. Desmond Morton, *A Military History of Canada*, Toronto: McClelland & Stewart, 1999, p. 263-269.
20. Granatstein, p. 359.
21. Ibid., p. 391-399.
22. Andrew Cohen, *While Canada Slept: How We Lost Our Place in the World*, Toronto, McClelland & Stewart, 2003, p. 22-23.
23. Jim Travers, « Share Defence or be Tossed Aside », *Toronto Star*, 26 février 2002, p. A23.
24. Ibid.
25. Douglas Bland, « Canada and Military Coalitions: Where, How and with Whom? », *Policy Matters*, 3 février 2002, p. 26-27.
26. Michael Kergin, « Canada and the United States: Facing a New World Reality—Together », allocution présentée à la Greater Miami Chamber of Commerce, 6 février 2002. Michael Kergin est l'ambassadeur du Canada aux États-Unis.
27. Ibid.
28. Ibid.
29. John Manley, « Discours de l'honorable John Manley, vice-premier ministre du Canada et ministre de l'Infrastructure et des sociétés d'État, au Canadian Club », 11 février 2002.
30. Ibid.
31. On trouvera une évaluation critique des relations canado-américaines chez Stephen Clarkson, « Lockstep in the Continental Ranks: Redrawing the American Perimeter after September 11th », *Centre canadien de politiques alternatives*, février 2002. Voir également James Laxer, « Surviving American Imperialism », *Toronto Star*, 17 février 2002, p. A13; et Paul Hellyer, « The Americans Will Dictate Our Military Roles », *Globe and Mail*, 7 février 2002, p. A11. Pour consulter une opinion plus équilibrée, qui critique Ottawa et Washington, voir Jim Travers, « Future Bleak if Canada in Lockstep with the U.S. », *Toronto Star*, 7 février 2002, p. A27.
32. Manley.
33. Mitch Potter, « Canadian, U.S. Troops 'a Team' in Kandahar: It's 'One for All, All for One,' says top U.S. Commander », *Toronto Star*, 6 février 2002, p. A1.
34. Peter Baker et Susan B. Glasser, « U.S. Allied Forces Patrol Battle Zone, Pursue Survivors; Canadian Troops Join in Brief Firefight », *The Washington Post*, 15 mars 2002, p. A14.
35. Bryan Bender, « Canadians Search for Al Qaeda Fighters », *Boston Globe*, 14 mars 2002, p.1. Voir également Newswire, « US, Canadian Troops Battle al-Qaida », Associated Press, 14 mars 2002; et Steve Thorne, « Canadians Kill 3 Al Qaeda Fighters », *Toronto Star*, 15 mars 2002, p. A10.
36. Entrevues et conversations de l'auteur avec plus de 30 officiers canadiens, des grades de major à général, entre octobre 1999 et décembre 2003, au Canada et aux États-Unis.
37. Lieutenant-colonel Pat Stogran, « OEF: Interoperability in Combat, The Canadian Perspective », conférence donnée au US Army War College, Carlisle (Pennsylvanie), 21 mai 2003. Avec permission.
38. Ibid.
39. Communiqué, « Opération Athena : La participation des Forces canadiennes à l'ISAF », *ministère de la Défense nationale*, 28 novembre 2003, http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1228. Jusqu'à cette date, le major-général Andrew Leslie a été commandant adjoint de



- l'ISAF et le colonel Peter Devlin a été commandant de la brigade multinationale de Kaboul (composée d'unités canadiennes, françaises et allemandes). Le lieutenant-général Rick Hillier a pris le commandement de l'ISAF en février 2004.
40. Chef d'état-major de l'Armée de terre, *Vers l'avant, résolument : la stratégie de l'armée de terre*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, 2002, p. 6.
41. Kevin Cox, « Sea Kings Ordered to Stand Down », *Globe and Mail*, 31 octobre 2003, p. A9. Les vols ont été suspendus après que deux hélicoptères eurent perdu de la puissance pendant un exercice. Les Sea King ont 40 ans et sont en mauvais état, après avoir servi pendant de longues heures dans des conditions très difficiles. Il faudra attendre les appareils de remplacement pendant cinq années, voire dix.
42. *Ibid.*, p. 3.
43. Denis Stairs, *In the National Interest: Canadian Foreign Policy in an Insecure World*, Ottawa, Canadian Defence and Foreign Affairs Institute, 2003. Se sont joints à Denis Stairs pour faire cette étude David J. Bercuson, Mark Entwistle, J. L. Granatstein, Kim Richard Nossal et Gordon S. Smith.
44. Participants à la table ronde, *Le Canada en transition*, Ottawa, Forum des politiques publiques, 2003. Les participants comprenaient des hommes d'affaires en vue des quatre coins du Canada, des représentants des médias et des milieux universitaires, et des membres de groupes de réflexion.
45. Les interventions du Canada en Afghanistan et maintenant à Haïti montrent que le gouvernement essaie de dissiper l'impression selon laquelle il parlerait beaucoup sans jamais rien faire. Il reste à voir combien de temps il sera possible de maintenir ces engagements avec la structure, le personnel et le financement actuels.
46. On doit cette expression à G. John Ikenberry, de Georgetown University. Il l'a utilisée en 2003 pour décrire les interventions d'autres États libéraux visant à contenir pacifiquement ou à infléchir les interventions des États-Unis, superpuissance libérale.
47. Mark Odell, « Canada Calls for Greater Commitment from NATO Countries to Mission in Afghanistan », *Financial Times*, 4 décembre 2003, p. 2. Après août 2004, le Canada réduira son engagement en troupes dans l'ISAF. Pour l'instant, 15 % des troupes terrestres du Canada sont déployées à l'étranger. Abstraction faite des États-Unis, c'est presque quatre fois la moyenne de l'OTAN. De plus, environ 40 % des troupes de l'ISAF sont originaires du Canada. Voilà qui met en lumière le manque de responsabilité de la part des pays membres de l'OTAN et les préoccupations du Canada à cet égard, sans oublier le fait que l'influence du Canada au sein de l'OTAN faiblit depuis quelques dizaines d'années. Cela montre aussi que les États-Unis sont un partenaire plus sûr.
48. Voir mon article, « Homeland and Hemisphere », *Christian Science Monitor*, 20 décembre 2001, p. 9.
49. Le Canada ne s'est joint à l'OEA qu'en 1990.
50. Michael Hart, « Lessons from Canada's History as a Trading Nation », *International Journal*, 47 (hiver 2002-2003). Voir également Tamsin Carlisle et Joel Baglolle, « Canadian Businesses Fear Fallout of Iraq Stance », *The Wall Street Journal*, 28 mars 2003, p. A11; et Bernard Simon, « Trade Concerns as Canada Sits Out War », *The New York Times*, 2 avril 2003, p. W1.
51. Stéphane Roussel et Athanasios Hristoulas, *The Quest for Trilateral Security in North America*, Montréal, Institute for Research in Public Policy, 2003).
52. *Ibid.*, p. 3, 17-21.
53. Groupe des politiques du MDN, « Relations de défense entre le Canada et l'Amérique latine/les Caraïbes », ministère de la Défense nationale (Canada), janvier 2002, http://www.forces.gc.ca/admpol/fra/defence/ca_la_relation_f.htm.
54. Fiche d'information, « Achievements of the CAA During the Last 10 Years », Conférence des armées américaines, 2003, <http://www.redcea.org/english/10year.html>. Voir également Bonnie Golbeck, « Canadian Army Hosts International Conference », *La Feuille d'Érable*, 5 novembre 2003, p. 8.
55. Nouvelles : manchettes, « L'Armée de terre du Canada accueille la Conférence des armées des Amériques », ministère de la Défense nationale (Canada), 14 novembre 2003, http://www.army.dnd.ca/LF?English/6_1_1.asp?id=76.
56. Entrevue de l'auteur avec le major-général Carl Freeman, président de la Commission interaméricaine de défense, à Washington, le 17 novembre 2003. Entrevue de l'auteur avec le colonel R. R. Ryan, chef adjoint de la délégation canadienne à la CIAD, à Mexico, le 27 octobre 2003. L'amiral Mack est une voix forte en faveur de la réforme de la CIAD. Il s'efforce de promouvoir un rôle plus utile pour la Commission, à l'appui de la coopération en matière de sécurité à l'échelle de l'hémisphère.
57. Entrevues de l'auteur avec des membres du Groupe de planification binational, NORAD, et du US NORTHCOM, à Colorado Springs (Colorado), 17-18 janvier 2003.
58. On trouvera un bon exposé sur la question chez Joel J. Sokolsky, *Naviguer de concert : l'interopérabilité navale Canada-USA*, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 2002.
59. La meilleure analyse de cette scission est probablement celle de Michael Adams, *Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values*, Toronto, Penguin Canada, 2003. Voir également Clifford Krauss, « Canada's View on Social Issues is Opening Rifts with the U.S. », *The New York Times*, 2 décembre 2003, p. A1. Sur bien des questions sociales, depuis le mariage homosexuel jusqu'aux drogues, le Canada et les États-Unis sont engagés dans des voies divergentes. Les Canadiens sont généralement plus communautaristes et moins individualistes que les Américains. Le premier ministre libéral Paul Martin a conservé le pouvoir aux élections législatives de juin 2004, mais son parti a perdu 42 sièges, et il doit maintenant faire face aux difficultés supplémentaires que comporte la direction d'un gouvernement minoritaire.
60. John MacCormac, *Canada: America's Problem*, New York, Viking Press, 1940, p. 127-142.
61. David G. Haglund, « North American Cooperation in an Era of Homeland Security », *Orbis*, 47 (automne 2003), p. 676-682. Haglund signale également que les Canadiens sont très sensibles aux affirmations erronées de politiques américains et autres Américains qui prétendent que des terroristes s'infiltreraient à la frontière américaine. Les dirigeants peuvent non seulement combattre l'ignorance de part et d'autre de la frontière, mais aussi donner au discours politique un ton qui améliore les relations et les impressions.
62. *Ibid.*, p. 676.
63. L'auteur a eu une conversation avec un diplomate canadien et un officier supérieur lors d'une conférence de l'OEA à Mexico, le 27 octobre 2003. Au cours de la conversation, le diplomate a adopté un ton condescendant, faisant valoir la supériorité morale du programme canadien de la sécurité humaine dans les Amériques. Lorsque je lui ai demandé quelles ressources le Canada était disposé à engager pour concrétiser ce programme, il n'y a eu aucune réponse. Je me suis tourné vers l'officier, et je lui ai demandé s'il était d'accord avec le diplomate. Il a refusé de commenter, disant toutefois qu'il s'inquiétait des ressources disponibles pour accorder de l'aide dans les Amériques.
64. Observations non sollicitées faites à l'auteur par des officiers supérieurs, des fonctionnaires et des diplomates de cinq pays des Amériques et de l'Europe en 2003, aux États-Unis. Voir également James Travers, « He Was a Failure », *Toronto Star*, 18 octobre 2003, p. A11. Travers décrit le Canada sous Chrétien comme « un pays qui a perdu sa place de prestige parmi les nations du monde et un pays qui a du mal à trouver un équilibre dans ses relations essentielles avec Washington ». À la façon typique de Travers, il a également présenté les réalisations du premier ministre, mais aucune ne concerne la politique étrangère, James Travers, « He Was a Success », *Toronto Star*, 18 octobre 2003, p. A11.
65. Clifford Krauss, « Canadian Candidate Suggests an Effort to Mend Ties With U.S. », *The New York Times*, 4 mai 2003, section 1, p. 19.



66. Casey Haskins, « Why Canada Has No National Security Strategy: An Outsider's View », document inédit, février 2004. Le lieutenant-colonel Haskins a été le US Army War College Senior Service College Fellow, à l'Université Queen's en 2003-2004.
67. L'auteur a interviewé David Pratt, député libéral de Nepean-Carleton, à Ottawa le 16 août 2003. M. Pratt a également présidé le Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants. Voir aussi l'éditorial « Soldiers' Pay Up, Now Recruit More », *Toronto Star*, 29 décembre 2003, p. A23, qui dit que les hausses de rémunération sont en grande partie attribuables aux efforts déployés par M. Pratt lorsqu'il présidait le Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants de la Chambre des communes. De plus, David Bercuson, directeur du Centre for Military and Strategic Studies, à l'Université de Calgary, a dit de M. Pratt qu'il était « la personne la plus compétente depuis une génération à avoir occupé le poste de ministre de la Défense ».
68. David Pratt, « Fostering Human Security: A Joint Canada-U.S. Brigade », inédit, octobre 2000.
69. Bruce Campion-Smith, « PM Salutes Armed Forces », *Toronto Star*, 16 décembre 2003, <http://www.torontostar.com>.
70. Daniel Leblanc, « PM's Visit Buys Defence Staff », *Globe and Mail*, 16 décembre 2003, p. A5.
71. Daniel Leblanc, « Ottawa Pushes Ahead with Bids for New Copters », *Globe and Mail*, 17 décembre 2003, <http://www.globeandmail.com/servlet/story/RTGAM.20031217.wucopters17/BNSStory/Front/>.
72. On trouvera une excellente analyse canadienne sur la coopération chez Stéphane Roussel, « Honey, Are You Still Mad At Me? I've Changed, You Know...: Canada-US Relations in a Post-Saddam/Post-Chretien Era », *International Journal*, 58, automne 2003, p. 571-590.
73. On trouvera une analyse complète chez Brian MacDonald, « The Capital and the Future Force Crisis », *Canada Without Armed Forces?*, éd. Douglas L. Bland, Kingston (Canada), Queen's Univ. Claxton Papers, 2003.
74. « Security Assessment—North America », *Jane's Sentinel*, 7 octobre 2003, <http://sentinel.janes.com>. Ces comparaisons ne sont pas une raison pour que le Canada maintienne sa puissance militaire à un niveau proportionnel (selon la population ou le PIB). La décision appartient au Canada. Mais elles montrent que le Canada n'en fait pas assez.
75. Éditorial, « Define Canada's Global Agenda », *Toronto Star*, 31 décembre 2003, p. A17.
76. Joseph T. Jockel, « Four US Military Commands: NORTHCOM, NORAD, SPACECOM, STRATCOM— The Canadian Opportunity », Institut de recherche en politiques publiques, document de travail n° 2003-03 de l'IRPP, <http://www.irpp.org/miscpubs/archive/wp/wp2003-03.pdf>.

ARTICLES D'ARMÉES ÉTRANGÈRE

A propos des Articles d'armées étrangères

Publiés dans le Journal de l'Arme blindée, les Articles d'armées étrangères ont pour but de présenter aux membres du Corps des idées étrangères sur des questions militaires. Les articles sont tirés de diverses sources militaires du domaine public, sinon l'autorisation de reproduction a été obtenue. Les lecteurs sont invités à faire parvenir leurs suggestions d'articles à publier au rédacteur, le Capt D.L. Childs, à l'adresse suivante : Childs.DL@forces.gc.ca.

Remarque : La longueur de certains articles a été adaptée. L'équipe des Articles d'armées étrangères du Journal de l'Arme blindée n'est pas responsable du contenu des sites Web cités. Veuillez signaler tout problème au rédacteur.



LA JOURNÉE DE LA FAMILLE À L'ÉCOLE DE L'ARME BLINDÉE **par le sgt A.J Harper, Escadron des normes**



Des enfants s'amuse à sauter dans un château gonflable!

La pluie et la grisaille qui régnaient le samedi 17 septembre dernier n'ont pas réussi à freiner l'enthousiasme des personnes qui ont assisté aux activités de la Journée de la famille qui se tenaient à l'École de l'Arme blindée. La Journée de la famille de l'École de l'Arme blindée est une tradition annuelle qui a pour but de favoriser la camaraderie et les interactions entre les militaires et les membres de leurs familles. C'est également une occasion de montrer à nos familles ce en quoi consiste notre travail. Les membres des familles des militaires de l'École de l'Arme blindée ont eu droit à un appétissant barbecue, et ont eu la chance de mettre à l'essai nos différents simulateurs VBC, de se promener à bord d'un char Leopard C2 et d'un VBL III et d'essayer le simulateur SMART ainsi que de participer à une myriade d'autres activités amusantes. À mi-journée s'est déroulée une activité fort attendue : l'écrasement de voitures par un char Leopard C2 dont l'équipage a été formé par tirage au sort parmi les noms des participants! Un tirage moitié-moitié a également eu lieu, générant des fonds considérables, ce qui a permis de faire un don fort apprécié à la banque de nourriture, de meubles et de vêtements d'Oromocto.

Cette journée d'animation et de plaisir n'aurait pu avoir lieu sans le concours de Oromocto Sobeys, du Service d'incendie de la BFC Gagetown et de tout le personnel de l'École de l'Arme blindée, qui ont multiplié les efforts afin de faire de la Journée de la famille 2005 un événement mémorable.

Armour Bulletin Link List

DIN

Dispatches, Army Lessons Learned Centre

- “Dispatches: Army Lessons Learned”
<http://lfdts.army.mil.ca/ALLC/Downloads/dispatches.asp?tree=downloads>
- “Dépêches: leçons retenues de l'Armée”
<http://lfdts.army.mil.ca/ALLC/Downloads/dispatches.asp?Lng=f&tree=downloads>

The Bulletin, Army Lessons Learned Centre

- “The Bulletin: Army Lessons Learned”
<http://lfdts.army.mil.ca/ALLC/Downloads/bulletin.asp?tree=downloads>
- “Le Bulletin: leçons retenues de l'Armée”
<http://lfdts.army.mil.ca/ALLC/Downloads/bulletin.asp?Lng=f&tree=downloads>

INTERNET

Australian Army Abstracts

- “Australian Army Abstracts”
<http://www.defence.gov.au/army/AbstractsOnline/default.asp>
- English Only

US Army Professional Writing Collection

- “US Army Journal Collection”
http://www.army.mil/professionalwriting/resources/army_prof_journals.html
- English Only

US Army Homepage

- “US Army Homepage” <http://www.army.mil/>
- English Only

US Marine Corps Homepage

- “US Marine Corps Homepage”
<http://www.usmc.mil/marinelink/mcn2000.nsf/frontpagenews>
- English Only

Australian Army Newspaper

- “Soldier: The Australian Army Newspaper”
<http://www.defence.gov.au/news/armynews/>
- English Only

Maple Leaf

- http://www.forces.gc.ca/site/Community/MapleLeaf/vol_8/index_e.asp
- http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/vol_8/index_f.asp

Canadian Military Journal

- http://www.journal.forces.gc.ca/engraph/home_e.asp
- http://www.journal.forces.gc.ca/frgraph/home_f.asp

Canadian Army Journal

- <http://www.army.forces.gc.ca/caj/main.asp?view=more&issueID=33>
- <http://www.army.forces.gc.ca/caj/main.asp?Lng=f&view=more&issueID=33>